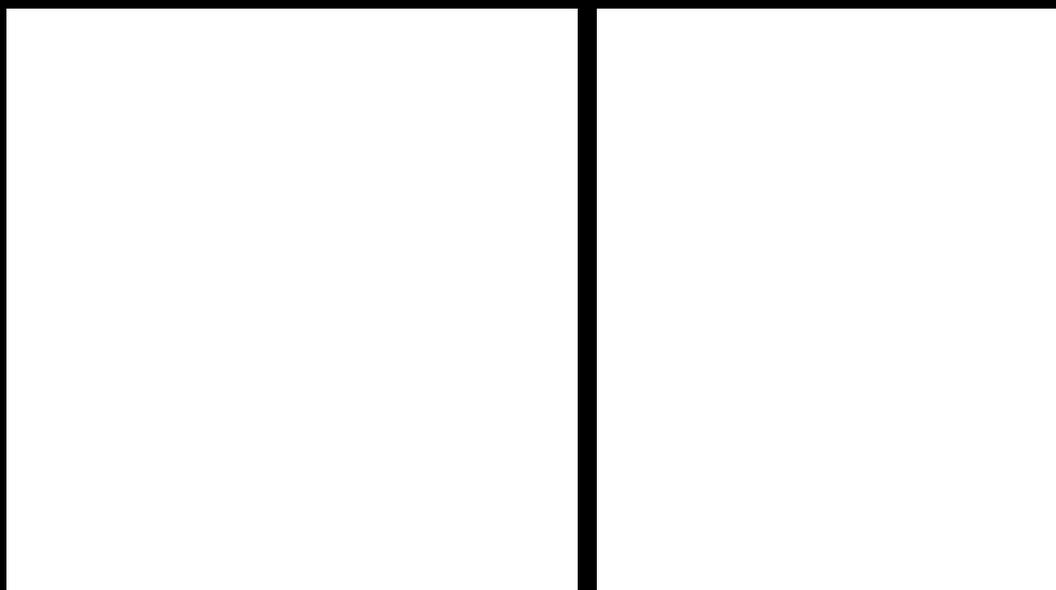


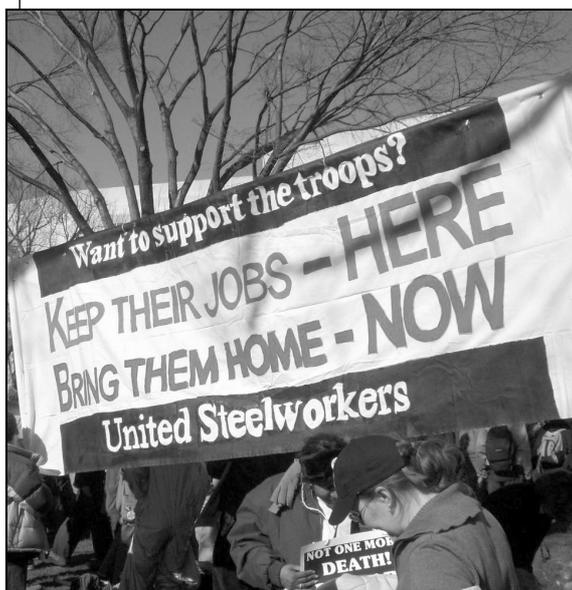
LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE



N° 54 nouvelle série (n° 660) - février 2007 - Prix : 4 euros - 8 FS

Etats-Unis, Italie... les peuples se dressent contre les gouvernements fauteurs de guerre



« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution.»

Léon Trotsky

LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE

SOMMAIRE

- **Notes éditoriales** p. 3
(Par Daniel Gluckstein)
- **Etat-Unis :**
une interview d'Alan Benjamin p. 9
- **Mexique :**
dehors le gouvernement Calderon
né de la fraude !
Gouvernement Obrador
tout de suite ! p. 15
(Par Luis Vasquez)
- **Le combat pour le front unique**
dans les Amériques p. 19
(Par Ariel Quiroga)
- **Italie : montée et déclin**
du gouvernement Prodi-I p. 27
(Par Marie-Claude Schidlower)
- **A nouveau, l'Allemagne**
au centre de la lutte des classes
en Europe
(éléments pour un bilan intermédiaire
après quinze mois
de "grande coalition") p. 39
(Par Max Schumacher et Werner Uhde)
- **Contribution sur le problème national**
dans la région balkano-danubienne p. 49
(Par Florin Constantin)

- **Bangladesh, Inde (Bengale-Occidental) :
libertés démocratiques,
souveraineté nationale,
droit à la terre** p. 61
(Par François Forgue)
- **Sur l'accord d'association
Algérie-Union européenne** p. 69
(Par Ibrahim Youssef)
- **André Breton
(deuxième partie)** p. 81
(Par Jean-Pierre Plisson)
- **Livres, DVD, revues** p. 93
 - **Un documentaire sur la vie militante
de Messali Hadj**
 - **Note de lecture :**
Le Trotskysme en Espagne
 - **Dans le n° 16
de la revue *Dialogue***

Notes éditoriales

Les 27 et 28 janvier 2007, se sont déroulées aux Etats-Unis les plus importantes manifestations contre la guerre américaine en Irak. Pour la première fois dans l'histoire, la centrale syndicale AFL-CIO a pris position contre la guerre.

Selon les sondages officiels, 62 % de la population américaine se prononcent désormais en faveur du rapatriement sans délai des soldats déployés en Irak, niveau jamais atteint depuis le début de la guerre (en mars 2003).

Ce rejet s'était déjà exprimé sur le terrain électoral déformé des "mid-term elections" de novembre 2006, qui avaient vu le Parti républicain de Bush battu aussi bien au Sénat qu'à la Chambre des députés.

Chaque jour davantage, l'impérialisme américain, le plus puissant du monde, s'enfoncé dans le bourbier irakien.

Rejetés par la majorité de la population des Etats-Unis, confrontés à la résistance du peuple irakien, à la condamnation des peuples du monde entier, les dirigeants de l'administration Bush se sont lancés dans une véritable fuite en avant.

Dans le dernier numéro de *La Vérité*, nous avons analysé le plan Baker-Hamilton.

Nous avons montré comment ces deux responsables — l'un démocrate, l'autre républicain —, loin de recommander à l'administration Bush l'arrêt de l'intervention militaire, avaient établi un plan méthodique et systématique d'intervention impérialiste dans le monde entier, visant toute une série de pays, à commencer par l'Iran.

Ce 20 février, à l'heure où ce numéro de *La Vérité* part sous presse, la BBC a dévoilé "*les plans d'attaques américaines contre l'Iran*", qui "*vont au-delà des sites nucléaires et incluent l'essentiel de l'infrastructure militaire du pays*". "*Une telle attaque, si elle était ordonnée, viserait les bases aériennes, les bases navales, les rampes de lancement de missiles et tous les centres de commandement et de contrôle de l'Iran*", a précisé la radio britannique.

Selon le correspondant sur les questions de sécurité de la BBC, le prétexte utilisé pour de telles attaques pourrait être

la confirmation que l'Iran développe l'arme nucléaire (ce que l'Iran conteste). Un autre prétexte pourrait être invoqué : une attaque causant de lourdes pertes aux forces américaines en Irak pourrait "justifier" une vague de bombardements contre l'Iran si celui-ci pouvait être directement impliqué dans ces attentats en Irak.

Dans cette hypothèse, des bombardiers B-2 pourraient larguer des bombes "bunker-busting" (destructrices de bunkers) dans l'objectif de pénétrer l'usine d'enrichissement nucléaire de Natanz, enterrée 25 mètres sous le sol.

Selon la BBC, un peu plus tôt en ce mois de février, des officiers américains en Irak "*avaient dit détenir la preuve que l'Iran fournissait des armes aux milices chiïtes irakiennes. Toutefois, l'officier militaire américain au grade le plus élevé avait mis en doute cette affirmation, disant qu'ils avaient seulement des preuves selon lesquelles des armes fabriquées en Iran étaient utilisées en Irak.*"

Cet officier, le général Peter Pace, chef du haut état-major, a précisé ignorer si le gouvernement iranien est "*clairement informé de cela*".

Y aura-t-il ou non intervention en Iran ? Nul ne peut le dire avec certitude.

Ce qui est certain, c'est que le scénario est prêt et ressemble comme deux gouttes d'eau à celui auquel l'administration Bush a eu recours en 2002-2003 pour préparer l'intervention en Irak. Un scénario bâti sur de prétendues preuves, qui ont été ultérieurement démontrées comme inexistantes. "Preuves" d'armes de destruction massive du gouvernement irakien, "preuves" de son lien avec Al-Qaida, affirmations totalement mensongères, mais qui ont "justifié" la destruction de l'Irak.

Aujourd'hui, dans une fuite en avant pour tenter de répondre à la situation difficile créée à la fois par la résistance du peuple irakien, de l'ensemble des peuples, et du rejet par la propre population américaine, l'administration Bush veut-elle étendre à l'Iran le scénario qui a déjà conduit au désastre irakien ?

C'est en tout cas ce qu'affirme de son côté Zbigniew Brzezinski, ancien

conseiller national pour les questions de sécurité du président Carter.

Zbigniew Brzezinski a été appelé à s'exprimer devant la commission des relations étrangères du Sénat des Etats-Unis le 1^{er} février.

Au cours de cette audition, il a commencé par tirer un bilan : *“L'heure est venue pour la Maison-Blanche de reconnaître clairement (...) (que) la guerre en Irak a été une calamité historique, stratégique et morale lancée sur la base d'affirmations fausses. Elle mine la légitimité des Etats-Unis dans le monde. Les victimes civiles collatérales ainsi qu'un certain nombre d'abus ont terni le crédit moral de l'Amérique (...) et intensifié l'instabilité régionale.”*

Après quoi, Brzezinski a dit son inquiétude de voir les Etats-Unis rester prisonniers de *“cette implication sanglante en Irak”*, dont la conclusion finale risque d'être *“un conflit au sommet avec l'Irak et avec l'essentiel du monde musulman”*.

Et Zbigniew Brzezinski, qui est un spécialiste en la matière, de décrire par avance la manière dont les choses pourraient se développer : *« Un scénario plausible pour une confrontation militaire avec l'Irak pourrait partir de l'incapacité de l'Irak à retrouver ses repères, suivie par des accusations sur la responsabilité de l'Irak dans cette faillite, puis par une provocation quelconque en Irak ou un acte terroriste aux Etats-Unis, dont la responsabilité serait placée sur l'Irak ; cela culminant dans une action militaire américaine “défensive” contre l'Irak, qui plongerait une Amérique isolée dans un borbier s'étendant et s'approfondissant ultérieurement et se répandant à travers l'Irak, l'Irak, l'Afghanistan et le Pakistan. »*

Pour Brzezinski, *“la recherche d'une solution politique dans le chaos grandissant en Irak”* devrait notamment passer par les mesures suivantes :

Un : *“Les Etats-Unis devraient réaffirmer explicitement et sans ambiguïté leur détermination à quitter l'Irak dans un délai de temps raisonnable.”*

Deux : *“Il est nécessaire d'engager tous les dirigeants irakiens (...) dans une discussion sérieuse pour proposer et définir ensemble une date pour le désengagement militaire des Etats-Unis.”*

Ici, Brzezinski précise, non sans une

ironie cinglante, que lorsqu'il parle des dirigeants irakiens, *« cela inclut ceux qui ne résident pas dans la “zone verte” », soit “les 40 km² qui constituent la forteresse américaine dans Bagdad, protégée par un mur de 15 pieds (un mètre cinquante) d'épaisseur et protégée par des troupes militaires surarmées”*, à quoi se réduit, selon lui, la *“légitimité”* du gouvernement irakien.

Troisième mesure préconisée par Brzezinski : *“Engager les voisins de l'Irak dans une sérieuse discussion sur les problèmes de la sécurité de la région. Mais de telles discussions ne peuvent pas réellement être menées aussi longtemps que les Etats-Unis sont perçus comme des occupants pour une durée infinie.”* Il faut ainsi, selon lui, *“favoriser l'implication d'autres puissances dans la recherche de la stabilité de la région, incluant les Etats-Unis, la Chine, le Japon, l'Inde et la Russie”*.

Enfin, Brzezinski insiste sur la nécessité de réactiver *“un effort crédible et énergique pour parvenir à un accord final sur la paix israélo-palestinienne”*, qui inclut le droit pour les Palestiniens *“à un Etat séparé”* (dans le cadre de la politique dite des *“deux Etats”*, qui consacre l'expulsion du peuple palestinien de l'essentiel de sa terre d'origine).

On retrouve là les éléments du plan Baker-Hamilton.

On remarquera que, comme le plan Baker-Hamilton, il n'est aucunement question d'un retrait immédiat des troupes américaines d'Irak.

Pour Baker-Hamilton comme pour Brzezinski, il s'agit d'éviter la défaite de l'impérialisme américain, qu'un retrait immédiat consacrerait.

Ce retrait est pourtant de plus en plus revendiqué par le peuple américain lui-même, qui ne veut plus supporter le fardeau de la guerre. Mais Brzezinski — comme la majorité démocrate au Sénat — se dresse contre cette exigence. Ainsi, la majorité démocrate vient par un vote de rejeter la demande du président Bush, qui voulait envoyer 21 000 soldats supplémentaires en Irak. Vote de désaveu dont la signification politique est très grande, mais qui est *“non contraignant”*, donc n'empêchant pas Bush de mener sa poli-

tique (voir l'interview d'Alan Benjamin dans ce numéro de La Vérité).

C'est là toute la contradiction de la situation des Etats-Unis.

Le peuple rejette la guerre, la majorité démocrate au Congrès a été investie du mandat d'arrêter la guerre. Et tout en cherchant à prendre de la distance avec Bush, elle ne veut pas — parce qu'elle est une composante de la classe dominante capitaliste des Etats-Unis — prendre la responsabilité de ce qui signifierait non seulement une défaite de l'administration Bush, mais une défaite de toute la politique de l'impérialisme américain.

De ce fait, pour l'instant, la majorité démocrate au Congrès n'empêche pas Bush de poursuivre sur la voie d'une marche à la guerre généralisée.

Dans un livre intitulé "*NEMESIS : les derniers jours de la République américaine*" (Metropolitan Books), l'écrivain Chalmers Johnson donne ce chiffre : en 2005, il y a officiellement dans le monde 737 bases militaires américaines. En réalité, les chiffres officiels ignorant les bases du Kosovo et d'Afghanistan, les 106 garnisons américaines en Irak, celles d'Israël, du Kirghizstan, du Qatar, d'Ouzbékistan, "*un décompte honnête*" aboutirait à "*sans aucun doute un millier de bases militaires dans le monde, bien que personne — y compris peut-être au Pentagone — n'en connaisse le nombre exact avec certitude*".

Sur un autre plan, la nouvelle loi sur le pétrole qui vient d'être adoptée par l'Irak est extrêmement significative.

Très récemment, l'institut de sondages américain Gallup a interrogé la population irakienne sur ce qu'elle perçoit des motivations de l'administration Bush.

Bien évidemment, on considérera avec beaucoup de précautions un tel sondage, discutable, comme tous les sondages, et d'autant plus discutable que réalisé par une entreprise américaine dans un pays occupé, broyé et dépecé par les troupes américaines. Mais cela n'en donne que plus de forces aux résultats.

Dans ces conditions d'occupation militaire, 1 % des Irakiens interrogés estime que la motivation de l'intervention américaine en Irak était "*d'établir la démocra-*

tie". 5 % considèrent que le but était "*d'aider le peuple irakien*". Mais pour 43 % des Irakiens interrogés, l'objectif de l'intervention américaine était "*de voler le pétrole irakien*".

C'est dans ce contexte que le "gouvernement irakien" a adopté une loi sur le pétrole, qui :

- Premièrement, légalise des contrats totalement déloyaux, contrats à long terme (jusqu'à 35 ans) entre l'Irak et les compagnies étrangères, aboutissant à la perte de centaines de milliards de dollars de revenus pour l'Irak au bénéfice de ces compagnies étrangères.

- Deuxièmement, tourne le dos officiellement à toute forme de souveraineté de l'Irak. L'Irak ne contrôlera plus les niveaux et limites de production de pétrole. L'Irak, de ce fait, ne pourra pas être membre de l'OPEP. Tout sera contrôlé par le "Conseil fédéral du pétrole et du gaz", qui comprendra en son sein les représentants de compagnies pétrolières étrangères, par exemple ExxonMobil, Shell ou British Petroleum, et sera chargé d'approuver les contrats passés avec ces mêmes compagnies !

- Troisièmement, consacre l'éclatement de l'unité de l'Irak, puisqu'elle autorise les autorités des régions et même des petites provinces à gérer directement les questions du pétrole et à en retirer directement les revenus.

On remarquera que ces mesures contenues dans la loi correspondent mot pour mot aux recommandations du plan Baker-Hamilton (voir le dernier numéro de La Vérité). Il est d'ailleurs significatif que la première version de ce projet de loi a été rédigée en anglais, puis traduite en arabe !

Rappelons que l'Irak est considéré comme disposant des deuxièmes réserves en pétrole du monde, après l'Arabie Saoudite. L'Iran est troisième sur la liste. Est-il besoin de commenter ?

La guerre de destruction et de pillage contre le peuple d'Irak, les menaces de guerre comparables contre le peuple d'Iran s'inscrivent dans la politique d'ensemble dictée par la survie du régime social décomposé fondé sur la propriété privée des moyens de production, qui est amené à détruire en masse les forces pro-

ductives, et à cet effet, à disloquer toutes les nations..

Il s'agit bien d'une politique de guerre généralisée. Au Moyen-Orient, le refus de reconnaître le droit du peuple palestinien à la terre, au retour et à la nation conduit à une situation de décomposition générale dans toute la région, aussi bien pour les populations juives que pour le peuple palestinien. Les pressions exercées par l'impérialisme américain après la guerre au Liban sur le gouvernement israélien pour contenir sa politique dans certaines limites s'accompagnent d'une pression considérable sur les dirigeants palestiniens. Après la formation du gouvernement Hamas-Fatah, la secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice, n'a-t-elle pas déclaré que *"reconnaître ou ne pas reconnaître le gouvernement palestinien est prématuré"*, exigeant au préalable que toutes les composantes se situent *"clairement du côté de la feuille de route, de la solution à deux Etats du président"* (Bush), accentuant encore toutes les pressions dislocatrices sur la région ?

Mais cette guerre est aussi une guerre contre le peuple américain lui-même.

Le budget soumis au Congrès par Bush en ce mois de février comprend à la fois l'augmentation des dépenses de guerre et la réduction des fonds alloués à Medicare et Medicaid concernant le programme d'assurance santé pour 43 millions d'Américains à la retraite et handicapés, et pour les populations pauvres. Pendant ce temps, les profits des multinationales américaines ne cessent d'augmenter (1).

Cette guerre contre le peuple nourrit la révolte du peuple américain contre la politique des dirigeants impérialistes.

Que la majorité démocrate au Congrès se refuse de traduire en actes l'exigence de paix et de justice sociale du peuple américain pose tout le problème de l'indépendance politique de la classe ouvrière américaine, du combat pour un authentique Labor Party, et, en son sein, du combat pour un parti noir, pour des candidatures noires indépendantes aux prochaines élections.

Autant de questions discutées par le Sixième Congrès mondial de la IV^e Internationale (voir le dernier numéro de La Vérité) et sur lesquelles revient l'inter-

view d'Alan Benjamin publiée dans ce numéro de *La Vérité*.

Cela pose aussi à l'échelle du sous-continent latino-américain toute l'actualité de la mobilisation croissante contre la politique dictée par l'impérialisme.

Au Venezuela, où le président Chavez vient de procéder à de légitimes mesures de renationalisation des entreprises naguère privatisées, mais aussi, sous des formes diverses, en Bolivie, en Equateur, au Mexique, où l'on assiste à un véritable soulèvement des nations d'Amérique latine contre le joug impérialiste, en particulier contre les traités de "libre-échange" par lesquels l'impérialisme nord-américain pille ces pays.

Un véritable soulèvement, en réalité, pour la souveraineté des nations, leur indépendance, le rétablissement de leur contrôle sur leurs richesses naturelles, mettant en particulier à l'ordre du jour les mots d'ordre de nationalisation et de renationalisation (voir l'article sur le Mexique et l'article "Le combat pour le front unique dans les Amériques" dans ce numéro de La Vérité).

Mais ce choc entre, d'une part, la politique de pillage, de remise en cause de la souveraineté des nations, et, d'autre part, la volonté des peuples de vivre s'étend à tous les continents.

Ce sont les développements en cours en Asie, et en particulier au Bengale-Occidental et au Bangladesh (lire l'article de François Forge dans ce numéro de La Vérité).

C'est l'offensive pour remettre en cause la souveraineté des nations d'Afrique, et singulièrement d'Afrique du Nord, à travers, par exemple, les prétendus accords de coopération entre l'Union européenne et le Maghreb (lire dans ce numéro l'article d'Ibrahim Youssef).

Et, bien sûr, cela pose à nouveau la question des relations Europe-Amérique.

(1) Et les volumes de capitaux disponibles ne cessent d'enfler. On apprend qu'en 2006, le montant des investissements réalisés sur les marchés mondiaux de l'immobilier d'entreprises s'est élevé à 492 milliards d'euros, contre 350 milliards d'euros placés en 2005, soit une hausse de 33 % !

Pris à la gorge par la crise aux Etats-Unis et la crise mondiale, Bush a multiplié les appels — conformément, là aussi, au plan Baker-Hamilton — en direction de ses alliés (et notamment de l'OTAN) pour qu'ils fournissent davantage de soldats, en particulier pour la guerre en Afghanistan.

Pour Bush, il faut alourdir le fardeau qui pèse sur les autres puissances capitalistes, et, singulièrement, accroître le pillage des nations d'Europe.

On l'a dit, répété et démontré dans les colonnes de cette revue à de nombreuses reprises : ce que l'on appelle "l'Union européenne" n'est en réalité — non sans contradictions, certes —, en dernière analyse, qu'une agence américaine, c'est-à-dire un instrument relais des besoins bien compris du capital financier des Etats-Unis.

Cela, dans la dernière période, s'est exprimé de multiples façons.

L'Europe est confrontée à une crise sans précédent de l'industrie aéronautique. Le conglomérat européen Airbus vient d'annoncer un plan de 10 000 suppressions d'emplois. C'est en réalité un coup majeur porté contre l'entreprise européenne par son concurrent nord-américain Boeing. Ce coup majeur a été rendu possible par la privatisation d'Airbus — en particulier décrétée par le gouvernement français de gauche "plurielle" de Lionel Jospin. Cette privatisation a ouvert la voie à la prise de contrôle d'EADS (le conglomérat qui contrôle Airbus) par les fonds de pension nord-américains. Et aujourd'hui, le traité de Maastricht, interdisant l'intervention des Etats et le financement par les Etats de la défense de l'industrie, crée une situation où, au nom de la "concurrence libre et non faussée" (traité de Maastricht et son article 87 : "*Sont incompatibles avec le marché commun (...) les aides accordées par les Etats membres (...) qui faussent ou menacent de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions*"), tous les dirigeants s'alignent sur le caractère "incontournable" des suppressions d'emplois.

(Il est frappant de constater que, dans la campagne présidentielle en cours en France, seul Gérard Schivardi, candidat

soutenu par le Parti des travailleurs, avance comme mot d'ordre de la "*renationalisation immédiate d'Airbus, le retrait du plan de suppressions d'emplois, l'interdiction des 10 000 suppressions d'emplois*".)

Le pillage de la "vieille Europe" s'opère également par le biais de la politique monétaire.

On sait que la politique de change américaine abaisse constamment le dollar dans son rapport avec l'euro.

Tandis que la Réserve fédérale américaine poursuit une politique de taux bas, la Banque centrale européenne, elle, mène une politique de hausse des taux, qui facilite la dévalorisation du dollar et renchérit l'euro. Ce qui va au-devant des besoins américains, puisque, ainsi, les déficits des balances commerciales et des revenus des Etats-Unis s'amenuisent d'autant.

Il ne s'agit pas là de questions marginales.

La revue économique *Stratégie d'investissement*, publiée par la Société générale Asset Management, signale dans son numéro de janvier 2007 que, "*pour la première fois depuis 45 ans, la balance des revenus américaine ressortira déficitaire sur l'ensemble de 2006*".

Cette revue souligne que, pour que les Etats-Unis puissent stabiliser leurs déficits courants, cela nécessitera une "*dépréciation supplémentaire du dollar*".

La même revue *Stratégie d'investissement* signale : "*Depuis le début de l'année 2006, le dollar s'est déprécié d'environ 5 % en termes de taux de change effectif. L'essentiel de cette baisse a été absorbé par les monnaies européennes.*" 5 %, cela représente, il faut le souligner, des montagnes de milliards de dollars !

Cette revue souligne que si cette forte hausse des monnaies européennes se poursuivait en 2007, ce qu'elle n'exclut pas, alors, on pourrait voir se reproduire un scénario du type de 2002-2003, un taux de change effectif de l'euro progressant alors de quasiment 20 %, ce qui "*amputerait la croissance du PIB de 1 à 2 points de pourcentages*". Lorsque l'on sait que le taux de croissance officiel tourne autour de 1 à 2 points annuellement, cela veut dire que l'ensemble de la croissance officielle du PIB des principaux pays de

l'Union européenne, France, Allemagne, etc., serait littéralement absorbée par les multinationales et les spéculateurs des Etats-Unis à travers cette manipulation des taux de change.

Et on comprend alors que la Société générale Asset Management, tentant de dessiner un scénario de l'évolution de la situation économique mondiale en 2007, retient à hauteur de 35 % la probabilité d'une "récession de l'économie mondiale".

La crise majeure du régime fondé sur la propriété privée des moyens de production ne cesse de s'aggraver sous les coups de boutoir de l'impérialisme le plus puissant accentuant sa mission dislocatrice pour transférer sur les impérialismes "concurrents" les conséquences de cette crise de décomposition.

On en mesurera dans ce numéro de *La Vérité* les conséquences en Allemagne, où le gouvernement dit de "grande coalition" SPD-démocratie chrétienne est chargée par l'Union européenne de porter les coups les plus brutaux contre la classe ouvrière, provoquant contradictions au sein des partis et organisations, et finalement résistance sur le terrain de la lutte de classe.

On le voit, sous une autre forme, en Italie, avec le gouvernement de "grande coalition" d'un genre particulier dans lequel le Parti de la refondation communiste et l'organisation du Secrétariat unifié jouent un rôle majeur dans la mise en œuvre d'une politique de guerre contre la classe ouvrière.

Mais en Allemagne comme en Italie, cette politique dictée par l'impérialisme, en même temps qu'elle cherche à décomposer toutes les formes de la démocratie politique et sociale — en particulier, mettant en cause l'existence des syndicats, des partis politiques eux-mêmes —, dresse contre elle les mobilisations les plus larges. En particulier, la résistance du peuple italien contre la politique pro-guerre et pro-impérialiste du gouvernement Prodi a abouti à la démission du gouvernement Prodi-I ce 21 février 2007.

Dans ces conditions, où, à l'échelle mondiale, le régime fondé sur la propriété privée des moyens de production précipite l'humanité vers un sombre avenir de guerres, de décomposition des Etats et des nations, de la démocratie et des forces productives, l'indépendance de la classe

ouvrière est le point de départ de toute politique de défense et de reconquête de la civilisation humaine et de la démocratie.

C'est, partout dans le monde, le combat pour l'indépendance des organisations syndicales.

C'est le combat pour le parti ouvrier, les candidatures noires indépendantes aux Etats-Unis.

C'est le combat pour la rupture des traités de libre-échange de domination et de destruction de la souveraineté.

C'est le combat pour la paix et le retrait immédiat de toutes les troupes américaines d'occupation.

C'est, en Europe, le combat commun des travailleurs et des peuples pour en finir avec l'Union européenne, carcan destructeur des peuples et des économies nationales.

C'est pour jeter les bases d'une véritable union libre, fraternelle des travailleurs et des peuples, que, le 31 mars prochain, une délégation de médecins, de travailleurs hospitaliers, de syndicalistes, mandatés par 482 signataires de 17 pays d'Europe (2), se rendra à Bruxelles, auprès des autorités de l'Union européenne, pour dénoncer les directives de l'Union européenne de destruction de la santé et exiger d'une seule voix le rétablissement des hôpitaux fermés, des lits fermés, des moyens donnés aux systèmes de santé, opposant ainsi à l'Union européenne de mort et de destructions la véritable union libre des peuples libres de toute l'Europe.

N'est-ce pas, du point de vue de la IV^e Internationale, un pas vers l'accomplissement des tâches décidées au Sixième Congrès mondial, un pas dans le combat pour les Etats-Unis socialistes d'Europe débarrassés de toutes les formes d'exploitation et d'oppression ?

Au-delà, n'est-ce pas la voie qui, un peu plus tôt, un peu plus tard, conduira l'humanité entière vers l'émancipation du joug de l'exploitation capitaliste, de la guerre et de la misère, jetant les bases de la République universelle des conseils ouvriers ?

Daniel Gluckstein

(2) Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, France, Grande-Bretagne, Hongrie, Italie, Portugal, Roumanie, Suède, Suisse, Slovaquie, Tchéquie, Ukraine, Turquie.

Etats-Unis : une interview d'Alan Benjamin

La Vérité : Alan Benjamin, dans le dernier numéro de la revue *La Vérité*, nous avons établi les conditions de la crise politique aux Etats-Unis après les élections de "mid-term" et la publication du rapport Baker Hamilton. Est-ce que tu peux résumer les développements ultérieurs de la crise politique aux Etats-Unis ?

Alan Benjamin : La crise s'aiguise de jour en jour. Aujourd'hui, le 17 février, la Chambre des députés doit voter une résolution, qui, bien qu'étant non contraignante, établit toutefois une opposition à la guerre de Bush. C'était prévu, mais ce qui est nouveau, c'est que le Sénat, dans lequel les démocrates ont une majorité réduite, doit voter demain la même résolution, alors que, la semaine dernière, cette résolution d'opposition à l'escalade de Bush en Irak n'a pas été approuvée. Le mouvement démocratique très profond des travailleurs, des jeunes et des syndicats exige plus que jamais que députés et sénateurs votent sans attendre une loi de retrait des troupes d'Irak, une loi qui bloque tout financement de la guerre. Ce mouvement des masses exerce incontestablement une pression sur les représentants : il y a en effet trois projets de lois qui ont récemment été soumis à la Chambre des députés pour exiger l'arrêt de tout financement (le dernier projet a été déposé par le candidat à la présidence, l'ex-gouverneur de l'Etat d'Iowa, Tom Vilsack). Il y a donc une poussée pour que ces représentants aillent plus loin qu'ils ne le voudraient et votent l'arrêt de l'intervention en Irak.

C'est d'ailleurs ce qu'illustre la déclaration qu'a faite aujourd'hui le représentant démocrate, Murtha, responsable du comité pour les relations internationales de la Chambre des députés. Il affirme ainsi que voter une motion non contraignante à la Chambre n'est pas une chose suffisante en soi et qu'il faut donc franchir un pas en approuvant, dès la semaine prochaine, une loi qui encadre et définit les conditions du financement. Evidemment, du point de vue de l'exigence démocratique du retrait des troupes, une telle mesure apparaît totalement insuffisante ; cependant, une telle prise de position, c'est nouveau.

La Vérité : Est-ce que cela signifie que, désormais, les démocrates se prononcent pour le retrait immédiat des troupes en Irak ?

A. B. : La majorité des démocrates ne se prononcent pas pour le retrait immédiat. La clé de voûte de tout cela, c'est la nouvelle porte-parole du Parlement, Nancy Pelosi, qui déclare : "On ne peut pas avoir des troupes sur place et couper les fonds. Il faut envisager un retrait par étapes." Evidemment, ce que le peuple demande, ce n'est pas un retrait par étapes, mais un retrait immédiat ; en ce sens, la proposition de Nancy Pelosi ne résout pas le problème. Les démocrates se placent du point de vue du plan Hamilton-Baker, et insistent, comme l'a précisé Bush, sur la menace que représente aujourd'hui l'Irak ; Murtha et Pelosi ont d'ailleurs affirmé qu'il faudrait que le Congrès approuve l'éventualité d'une guerre contre l'Irak.

Mais la pression d'en bas est de plus en plus forte et pousse justement les représentants à aller plus loin qu'ils ne le voudraient. Députés et sénateurs républicains utilisent d'ailleurs cette contradiction en attaquant les démocrates sous l'angle : les démocrates disent qu'ils veulent un retrait par étapes, mais ils se laissent influencer par le mouvement "pro-terroriste" de la rue ; les démocrates n'ont pas la force et la conviction nécessaires pour maintenir et imposer leur position face au terrorisme, dit-on du côté de chez Bush.

La Vérité : Veux-tu dire que les manifestations, notamment celles qui ont eu lieu fin janvier, ont été plus importantes que les précédentes et nettement plus marquées par le mot d'ordre de "Retrait immédiat" ?

A. B. : Exactement. Ces manifestations étaient numériquement plus importantes que les précédentes, mais il y a aussi un élément nouveau, car pour la première fois l'AFL-CIO, en tant que telle, s'est, par la voix de Fred Mason, prononcée pour le retrait immédiat. L'AFL-CIO avait déjà fait un pas en avant immense lors de son congrès de 2005 en s'opposant à la guerre, c'était la première fois qu'elle prenait position contre l'intervention militaire. Le mouvement USLAW (*US Labor Against the War — les travailleurs américains contre la guerre — NDLR*) a alors considéré que cette position de l'AFL-CIO était un premier pas en avant, c'est pourquoi nous avons dit : "Il faut que ce premier pas se prolonge dans la discussion et qu'il débouche sur d'autres avancées."

Les syndicalistes se rendent davantage compte que la guerre de Bush, c'est une guerre qui se mène sur deux fronts : d'une part, en Irak, d'autre part, contre la classe ouvrière des États-Unis, avec la privatisation. D'ailleurs, ce sont les mêmes compagnies multinationales (Halliburton, Bechtel...) qui pillent aujourd'hui l'Irak et qui, dans le même temps, remettent en cause les droits syndicaux aux États-Unis.

Lors de la grande marche contre la guerre, le 27 janvier, le syndicat des travailleurs de l'acier (Steelworkers) brandissait une pancarte sur laquelle on pouvait lire : "Vous voulez aider les troupes, alors, maintenez les emplois des syndicalistes aux États-Unis et rapatriez les troupes immédiatement !"

Tout cela, c'est très nouveau.

La Vérité : Il est clair qu'il y a donc une radicalisation du point de vue de l'opinion

publique, et notamment l'opinion publique ouvrière, pour le retrait des troupes.

A. B. : C'est clair. Tous les sondages sont unanimes : les travailleurs se prononcent de plus en plus pour le retrait des troupes. Cela dit, cette formulation peut-être ambiguë quant aux délais, c'est pourquoi est très révélateur de la situation, et extrêmement nouveau, le fait qu'aujourd'hui, pour la première fois, 62 % de la population des États-Unis se prononcent pour le retrait immédiat. On comprend bien que, dans ce contexte, tous les membres du Congrès subissent cette pression. Ici, à San Francisco, il y a toutes les semaines des manifestations qui vont au bureau de Nancy Pelosi, porte-parole du Parlement. Jeudi prochain, Revolution Youth (*organisation de jeunes membre de l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse — NDLR*) organise avec les jeunes de 55 écoles une marche et une délégation auprès de Nancy Pelosi pour exiger le retrait immédiat, pour qu'elle se prononce publiquement pour le retrait immédiat. On vient de recevoir il y a quinze minutes un coup de téléphone de la représentante de Cynthia McKinney, ancienne congressiste, qui souhaite prendre la parole au meeting des jeunes pour le retrait immédiat et faire partie de la délégation auprès de Pelosi.

La Vérité : Bush demande le financement de l'effort de guerre, notamment par la remise en cause des droits ouvriers, et plus particulièrement par la casse des régimes de retraite. Est-ce confirmé ?

A. B. : C'est confirmé.

La Vérité : Quelle forme prend cette attaque ?

A. B. : C'est à plusieurs niveaux. Dans les dernières années, il y a déjà eu des essais pour réformer la sécurité sociale. Une des premières victoires de l'impérialisme dans ce domaine, votée par le Congrès, a été de repousser l'âge de départ à la retraite de 65 à 67 ans, et aujourd'hui à 68 ans. Mais cela n'est pas suffisant. Bush explique que le budget de la sécurité sociale ne permettra pas de payer toutes les retraites d'ici à 2012. Donc, il faut faire des coupes, limiter les dépenses, les remboursements, exiger des patrons qu'ils paient de moins en moins pour les fonds du système de retraite... Cette destruction s'opère à deux niveaux : moins de cotisations des employeurs et moins de paiements pour les soins. Il y a certains soins pour les retraités qui ne seront plus couverts par l'assurance

maladie de Medicare et Medicaid, qui font pourtant partie du régime de sécurité sociale.

La Vérité : A ce sujet, j'ai vu que tu avais consacré un article important à la nouvelle manière dont Andy Stern, la direction de SEIU (syndicat national des employés) et Change to Win (coalition qui a quitté l'AFL-CIO, sous l'aile de Stern) envisagent maintenant la place de "Health Care" dans les négociations avec les trusts, notamment avec Walmart. Peux-tu nous expliquer l'enjeu ?

A. B. : Comme vous le savez, il n'y a pas, aux Etats-Unis, de système universel d'assurance maladie, comme c'est par exemple le cas en France, où il y a la Sécurité sociale, ou encore en Angleterre, avec le National Health Care System. La plupart des travailleurs sont assurés grâce à leur emploi, et surtout grâce aux négociations collectives qu'il y a avec les syndicats. Les patrons ont dit depuis des années que ça n'allait pas, que c'était trop cher, qu'il fallait éliminer ce système, qu'ils appellent le "employer/union-based collective bargaining healthcare", c'est-à-dire l'assurance maladie fondée sur la négociation collective avec les syndicats. Et ils exigent depuis longtemps que les patrons ne paient plus, mais qu'au contraire, ce soient les salariés qui paient individuellement à des compagnies d'assurances privées, sous la forme de "individualized health care payment". Les patrons se plaignent de plus en plus de ne plus être, à cause de ce système de financement, compétitifs par rapport aux Européens, aux Chinois ; ils refusent aussi de subventionner leurs produits, du fait du prix payé par les patrons.

La Vérité : Ils prétendent que ce n'est pas le cas en Europe. Mais c'est faux, parce que, dans le prix des marchandises en Europe, il y a le montant du salaire brut, et la différence entre le salaire brut et le salaire net, c'est ce qui finance la Sécurité sociale, c'est ce qu'on appelle le salaire différé.

A. B. : Evidemment, ils mentent. Ils disent qu'on ne peut plus fonctionner sur la base des conventions collectives. Mais il faut savoir une chose : toutes les grèves, toutes les bagarres dans les syndicats ont en commun qu'elles portent sur la question du healthcare, parce que les primes d'assurances sont de plus en plus chères, et les travailleurs ne peuvent pas se payer ce type d'assurance privée individuelle.

La Vérité : Donc, les grèves ont lieu pour que les patrons continuent à payer ?

A. B. : Oui, et de plus en plus, parce que, à chaque fois, le patron veut diminuer la somme qu'il reverse dans les contrats collectifs.

Les patrons disent : il faut que les travailleurs financent eux-mêmes leur assurance individuelle, et que cela se généralise au plus vite, mais que l'Etat soutienne un peu les plus démunis. Mais en fait, il s'agit de ne plus reverser le salaire différé des travailleurs.

J'ai lu aujourd'hui dans le *Wall Street Journal* que cette question était au cœur du débat de Medicare et Medicaid, puisque, maintenant, l'Etat peut se désengager financièrement en invitant des fonds privés à financer les retraites.

La Vérité : Donc, l'idée, c'est de mettre en place, partout, des systèmes de contrat individuel entre les salariés et les compagnies d'assurances privées bénéficiant plus ou moins d'une subvention du patron, mais n'ayant rien à voir avec le financement précédent. Comment s'insère là-dedans la proposition d'Andy Stern ?

A. B. : Stern a rompu avec l'AFL-CIO. Il a expliqué ouvertement dans son livre, et maintenant il le fait dans la presse (il y a tous les jours dans la presse financière un article sur Stern, pointe avancée de cette bataille pour aider les grandes multinationales), qu'il faut former une "Team USA" (une équipe américaine) avec les patrons, qu'il faut les aider, parce qu'ils ne peuvent plus être compétitifs sur les marchés mondiaux du fait de l'existence du salaire différé. Pour Stern, une chose est claire : ce versement aux conventions collectives et à l'assurance maladie doit appartenir au passé, il renvoie à l'ère industrielle, au temps où les syndicats étaient des syndicats industriels ; aujourd'hui est une autre époque, celle de la mondialisation et de la compétition, il faut donc faire équipe avec les patrons pour qu'ils puissent être compétitifs et atteignent des profits records ! Pour cela, il faut passer à un système "universel" de contrat et de paiement individualisés pour l'assurance maladie. Ahurissant ! Nouveau ! Et tout cela, il le dit d'une même voix avec Lee Scott, le P-DG de la multinationale Walmart, celui qui concentre aujourd'hui la haine de tous les syndicalistes. Stern a tenu une conférence de presse le 7 février dernier, aux côtés de Scott, pour expliquer le besoin de mettre en place un système de paiement individuel au nom de l'"universal health care". Les travailleurs n'ont pas été dupes, ils ont bien vu que Stern

avait soutenu les patrons et que tous les patrons sont d'accord pour mener cette offensive. Le gouverneur républicain de Californie, Schwarzenegger, a présenté son projet de réforme du système de santé, et il a été vivement attaqué par l'AFL-CIO de Californie, qui a expliqué qu'au nom du système universel, ce qu'ils font en réalité, c'est aider Wal-Mart et tous les patrons pour qu'ils ne financent plus la santé. De la même manière, il y a d'autres projets au Massachusetts, en Oregon..., partout. Et Stern prend la tête de tout cela pour dire : voilà, c'est bon, il faut faire équipe avec ces gens-là.

La Vérité : Quelles sont les réactions dans le mouvement syndical par rapport à l'initiative de Stern ?

A. B. : Au début, les gens n'y croyaient pas, ils pensaient que c'était peut-être une manœuvre, mais depuis qu'il s'est réuni avec Wal-Mart, les travailleurs ont découvert son vrai visage. Nous avons, comme partisans de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples (EIT), fait circuler un texte, rédigé en commun avec la coalition nationale pour le single payer, le California Healthcare Organizing Project (section de la coalition en Californie), pour exiger un système de santé comme celui qui existe en France. On a pu démontrer comment, du plan Schwarzenegger au plan Wyden (Oregon) et au plan Wal-Mart, il s'agit d'une attaque frontale contre les travailleurs et les syndicats. Le document est très bien argumenté, point par point ; on ne demande pas à ce que l'on nous croie sur parole, mais on démontre la signification exacte et pratique de la mise en place de ce nouveau système pour les travailleurs. Ce document a beaucoup circulé et a suscité de nombreuses réactions, il a largement contribué à ouvrir la discussion — nous avons une cinquantaine de réponses de syndicats à tous les niveaux. Le syndicat des travailleurs de Wal-Mart l'a également utilisé. Ce dernier élément est très significatif au regard de la déclaration d'Andy Stern : *“Il ne s'agit plus d'organiser dans des syndicats les travailleurs employés par Wal-Mart, mais de faire pression sur Wal-Mart pour qu'ils adoptent une attitude responsable socialement.”*

La Vérité : C'est ce qu'on appelle la “responsabilité sociale de l'entreprise”.

A. B. : Oui, mais demander cela à Wal-Mart, qui est le premier employeur au Mexique et l'un des plus grands dans le monde, revient à le demander pour toutes les entreprises, partout.

Stern dit : non, il ne s'agit pas d'organiser les travailleurs dans des syndicats, parce que le syndicat traditionnel ne sera pas accepté. Le mieux qu'on puisse faire, c'est de changer leur modèle de businessman et d'aider les syndicalistes à être responsables.

Mais de quelle responsabilité parle-t-il ?

Ce qui est nouveau, c'est que Joe Hansen, président d'un des syndicats alliés à Stern, le syndicat UFCW, a dû publiquement critiquer la déclaration commune entre Lee Scott, de Wal-Mart, et Andy Stern, de SEIU. Le syndicat de Hansen est celui chargé d'organiser les travailleurs de Wal-Mart ; il ne peut pas accepter la capitulation totale devant Wal-Mart proposée par Stern.

Au moment de sa scission avec l'AFL-CIO, Stern prononçait un discours gauche, mais, en réalité, c'était pour pousser à droite. Cependant, beaucoup de syndicalistes y ont cru, les gens de Change to Win comme Joe Hansen, de UFCW. Au lendemain de l'accord Wal-Mart-Stern, Hansen a dit : *“Nous n'acceptons pas ce projet SEIU-Wal-Mart, nous nous battons pour que ces travailleurs soient dans de véritables syndicats, nous nous prononçons pour de réels contrats collectifs, que les patrons paient non pas moins, mais plus, pour l'assurance maladie. On ne permettra pas que, par ce biais, le système de Medicare, Medicaid et Social Security soit cassé.”* Car c'est une brèche qui permet de tout casser. Hansen a déclaré à la presse : *“C'est tout le système de 35 du Wagner Act, du National Labor Relations Act et de l'après-guerre qui est mis en cause par cette politique.”* Mais pourtant, Hansen siège à la direction de Change to Win avec Stern.

La Vérité : Dans ce contexte, il y a l'annonce de la précandidature à la présidentielle de Barack Obama. Les lecteurs de La Vérité ont pris connaissance de la discussion qui a eu lieu au congrès mondial sur l'importance du combat pour une candidature noire indépendante aux prochaines élections, comme partie prenante du combat pour une représentation noire indépendante insérée dans le combat pour un Labor Party. Que représente par rapport à cela la candidature de Barack Obama, et, plus généralement, où en est-on de la mise en œuvre de cette perspective politique ?

A. B. : Barack Obama est un candidat traditionnel du Parti démocrate, il se situe au centre, voire même à la droite du Parti démocrate. Il a toujours affirmé que Bush ne mesurait pas l'enjeu du terrorisme, que le terro-

risme ne se situait pas seulement en Irak, mais bien plus en Iran. Pour lui, le problème de la guerre en Irak, c'est qu'elle affaiblit les Etats-Unis dans leur lutte contre le terrorisme et empêche la conduite d'une politique plus ferme vis-à-vis de l'Iran. Il préconise même une attaque immédiate par missiles, pour rendre inopérant tout le système nucléaire de l'Iran, y compris s'il s'avérait qu'ils produisent des armes nucléaires.

Les congressistes noirs sont organisés dans le Congressional Black Caucus (CBC). Obama n'en est pas membre. En revanche, il est membre d'un autre comité du Parti démocrate, le Democratic National Committee, qui a été organisé par Clinton pour pousser plus à droite le Parti démocrate, avec Hillary Clinton, avec John Edwards et tous ceux qui disent que le problème du Parti démocrate, c'est qu'il s'est trop appuyé sur les syndicats. Il revendique une place plus au centre, pour chercher à attirer les électeurs du Parti républicain. Il n'a rien dit sur la proposition 1497 du CBC, qui exige des fonds pour la reconstruction sur Katrina. C'est le rôle typique du CBC. Personne, dans le Parti démocrate, ne les soutient, ils ont une politique de laisser faire et ne se battent pas. Ils ont fait un acte de foi pour la défense des intérêts des Noirs. Obama, sur toutes ces questions, ne s'est pas prononcé.

Les militants noirs ont vu s'opérer un nettoyage ethnique, des attaques brutales, qui, depuis six ans, avec le détournement des élections par la suppression des Noirs des listes électorales, n'ont fait que s'accroître. Quand le CBC s'est prononcé contre ce qu'ils ont appelé un coup d'Etat de Bush en 2000, aucun démocrate ne les a soutenus.

Les militants noirs ont été confrontés à la politique assassine des démocrates, qui, après Katrina, ont dans la bouche de la gouverneuse blanche démocrate, Katherine Blanco, appelé à tuer les Noirs ! Du fait de la géographie, les Noirs de La Nouvelle-Orléans qui ont essayé d'échapper à la montée des eaux ont dû passer par des ponts, et traverser ainsi les quartiers blancs riches. Les Blancs ne voulaient pas les laisser passer, parce qu'ils ont dit : "*Ils vont tout voler !*" Même le maire démocrate noir, Ray Nagin, n'a rien dit pour dénoncer cela ! La guerre en Irak et Katrina sont les deux forces qui ont poussé à ce rejet de Bush. Les gens meurent sur les toits, et Bush n'a rien fait. Cela a été la base de l'écrasante défaite

de Bush aux élections, et, dans le plan du démocrate Pelosi, le mot Katrina n'a même pas été prononcé.

La Vérité : Alors, qui sera le candidat noir ?

A. B. : C'est là l'objet d'une discussion qui se mène aujourd'hui avec des militants qui ont participé avec nous au Sixième Congrès mondial de la IV^e Internationale, et avec d'autres encore. Il y a une ex-congressiste de l'Etat de Georgia, Cynthia McKinney, qui a perdu l'élection parce qu'elle a dénoncé les démocrates qui avaient trahi leur mandat concernant les Noirs. Elle a dénoncé le fait qu'ils se sont tus pendant les massacres de Katrina, comme ils n'ont dit mot sur la question de l'Irak. Cynthia McKinney se promène aujourd'hui partout aux Etats-Unis avec un nouveau film : *American Blackout*, qui dénonce très correctement le rôle des démocrates. Dans deux jours, McKinney vient à Oakland et San Francisco. C'est pourquoi nous avons passé, il y a quinze minutes, un accord avec plusieurs de ces militants pour faire une lettre ouverte à McKinney et constituer la délégation qui lui remettra notre lettre, expliquant qu'il faut aujourd'hui une candidature noire indépendante, au niveau de l'Etat de la Louisiane, pour le poste de gouverneur. Mais nous faisons cela surtout parce qu'on ne peut pas, aujourd'hui, ne pas répondre au niveau national, dans l'élection présidentielle, à la question d'une politique indépendante de défense des intérêts de tous les peuples, et du peuple noir en particulier, victime de toute cette politique criminelle. De là découle la nécessité d'un "parti de reconstruction" (c'est une référence au mouvement de l'après-guerre civile, mouvement qui a été trahi par les républicains de l'époque). Cynthia McKinney doit se prononcer pour la rupture avec le Parti démocrate, elle doit se présenter comme candidate. Il y aura partout aux Etats-Unis des comités pour exiger qu'elle soit candidate du parti Vert, qui se présente comme un parti indépendant, mais qui, en réalité, est le parti du forum social et appelle à voter aussi bien démocrate que Vert. C'est la stratégie "inside-outside". Donc, ce n'est pas une rupture. De toute façon, si elle ne rompt pas, ce mouvement qui s'adresse à elle présentera un candidat. C'est le sens de la lettre qui sera présentée le 22 février à Cynthia McKinney.

Jeudi 22 février 2007

Chère Cynthia McKinney,

Nous vous faisons parvenir cette lettre pour vous féliciter du courage dont vous faites preuve en prenant position pour les droits des Noirs et de tous les opprimés — tant au niveau national qu'international —, et pour vous demander instamment de soutenir les efforts actuellement déployés par certains secteurs du mouvement noir de libération sur la côte du golfe du Mexique et dans le sud des Etats-Unis pour lancer un parti politique noir et indépendant, parti de la reconstruction.

Nous sommes persuadés qu'un tel parti de la reconstruction, un parti qui présentera des candidats à tous les niveaux, local, Etat, national, cet automne et l'année prochaine, est d'une urgente nécessité pour promouvoir notre combat pour le droit au retour, les réparations et la reconstruction ; en un mot, pour l'autodétermination.

Nous pensons que le temps est venu de construire ce parti de la reconstruction et estimons que votre soutien à cette entreprise permettrait de lui donner une dimension nationale. Nombre d'entre nous pensent également que vous seriez une excellente candidate indépendante à l'élection présidentielle de 2008 sur un programme de reconstruction. Nous souhaiterions vous rencontrer pour discuter de cette proposition.

A la suite de l'ouragan Katrina, la création d'un parti indépendant et de la reconstruction s'est imposée comme une nécessité urgente.

Le Parti démocrate a montré, s'il était encore nécessaire de le prouver, qu'il constitue un parti des riches au pouvoir. Il a totalement failli dans la réponse à donner à la crise déclenchée par Katrina et l'effacement de la carte d'une ville à majorité noire.

Lorsque la responsable de la minorité au Congrès, Nancy Pelosi, a ordonné à tous les membres du Parti démocrate du Congrès de boycotter la commission sur Katrina, vous avez refusé de renoncer, compte tenu de l'horreur fabriquée de toutes pièces qui a entraîné le nettoyage ethnique et le génocide de la majorité noire à La Nouvelle-Orléans et dans le golfe du Mexique. Au nom des Noirs, vous avez défié l'administration Bush. Vous avez été la seule.

Vous avez également été la seule membre du Congrès à défier publiquement l'administration Bush concernant ce qu'ils savaient du 11 septembre avant même les attentats, quand ils ont pris connaissance de ces informations et ce qu'ils en ont fait. Vous avez également été la seule membre du Congrès à voter contre l'autorisation donnée par le Congrès à la Maison-Blanche de poursuivre sa "guerre au terrorisme".

Vous avez constamment protesté contre la suppression des électeurs noirs des listes électorales lors des élections de 2000, 2002, 2004, et 2006. Vous vous êtes faite fortement l'écho des peuples opprimés, que ce soit à La Nouvelle-Orléans ou en Palestine.

Il n'est donc pas surprenant que le pouvoir blanc — que ce soient les démocrates ou les républicains — ait conspiré pour que vous perdiez votre siège en 2002. Ce n'est pas non plus un hasard si, en 2006, les partis du capital blanc ont à nouveau uni leurs forces pour vous interdire de siéger au Congrès.

Le mouvement dont vous vous êtes faite la championne dans tous les domaines où se mène le combat est, à chaque pas, sapé et l'objet des attaques du Parti démocrate. Pour aller de l'avant, il lui faut rompre avec l'emprise du Parti démocrate.

Il ne peut plus y avoir le moindre doute quant au fait que les aspirations de la nation noire ne pourront jamais être satisfaites dans le cadre du Parti démocrate.

C'est la raison pour laquelle nous avons besoin de vous pour construire le nouveau parti de la reconstruction, qui fait l'objet de larges discussions parmi les militants du mouvement de libération noire, non seulement dans le Sud, mais dans tout le pays.

Il est certain que si vous nous rejoigniez pour promouvoir et construire au niveau national le soutien à la construction du parti de la reconstruction, vous bénéficieriez du soutien massif de vos frères et sœurs noirs de tout le pays. Dans chaque ville — grande ou petite — où il y a des Noirs, il y a des mini-Katrinass. Nous avons besoin d'une voix telle que la vôtre pour nous donner un espoir et nous aider dans notre résolution à combattre en retour et à mener avec succès notre combat séculaire pour l'autodétermination.

Fraternellement,

Colia L. Clark, présidente de la National Renaissance Coalition, Bala Cynwyd, Pennsylvanie, membre du Solidarity Committee of Capital Region New York et présidente du Richard Wright Centennial 2008

Howard Williamson, vice-président de Blacks United to Motivate Progress (BUMP), vice-président du Labor and Industries Committee, section de Portland du NAACP et adhérent de base du Teamsters National Black Caucus Portland, Oregon

Julian Kunnie, professeur d'études africaines, université d'Arizona, à Tucson, responsable à l'organisation de Voices of Opposition to War, Racism and Oppression, Tucson, Arizona

**L'Organisation socialiste des travailleurs,
section mexicaine de la IV^e Internationale,
a tenu son XXIII^e Congrès (4 et 5 février 2007)**

Mexique : dehors le gouvernement Calderon né de la fraude ! Gouvernement Obrador tout de suite !

Par Luis Vasquez

Le mouvement des masses travailleuses mexicaines a ouvert l'an dernier une situation prérévolutionnaire, longuement préparée par des années de résistance.

Contre la fraude lors de l'élection présidentielle du 2 juillet 2006, organisée par l'impérialisme et le régime PRI-PAN (1), le 16 septembre, et à nouveau le 20 novembre, plus d'un million de personnes venant de tous les Etats du pays se sont concentrées à Mexico pour tenter d'imposer la volonté populaire, déclarant : "*Obrador président !*"

**L'IMPÉRIALISME
ET LE GOUVERNEMENT
DES ÉTATS-UNIS SONT IMPLIQUÉS
DANS CETTE SITUATION**

Ce qui s'est passé le 1^{er} décembre 2006 (Calderón a reçu l'écharpe présidentielle de Fox à minuit, à la résidence officielle, et, le

matin du 1^{er} décembre, Calderón n'a pu entrer à la Chambre des députés que pour dix minutes seulement, par une porte secrète, et protégé par des milliers de soldats et de policiers), constitue un véritable coup d'Etat institutionnel.

Le gouvernement Calderón a aussitôt mis en œuvre une politique de guerre contre les masses travailleuses. Au nom de la "*lutte contre le terrorisme et le trafic de la drogue*", le gouvernement usurpateur, agent direct de l'impérialisme, cherche avant tout à terroriser la population, en démontrant en même temps sa subordination complète au gouvernement Bush.

Renonçant à toute souveraineté nationale, Calderón appuie la construction du mur de l'opprobre et la criminalisation des émigrants vers les Etats-Unis, ce qui va encore augmenter le nombre de morts et

(1) Parti révolutionnaire institutionnel et Parti de l'action nationale, les deux grands partis de l'oligarchie mexicaine.

d'assassinats, et va rendre plus explosive la situation de millions de Mexicains qui cherchent dans l'émigration une solution à l'absence de travail.

L'expulsion des émigrés va également réduire les importations de devises, qui se montent à environ 26 millions de dollars, poussant davantage le pays vers la dislocation.

En laissant les mains libres aux grands groupes étrangers et "nationaux" qui produisent et commercialisent le maïs, la farine et la tortilla, Calderon a, de fait, permis une hausse brutale des prix des produits de base. Ainsi, le syndicat mexicain de l'électricité signale une hausse moyenne de 47 % du prix de onze produits de base.

Les derniers gouvernements priistes et le gouvernement de Fox, en application de la politique de l'ALENA, ont démantelé toute la structure qui avait été mise en place et qui, même de façon précaire, protégeait de la spéculation le maïs et la tortilla. Le maïs et la tortilla sont la base même de l'alimentation du pays.

Le maïs est un produit historique du Mexique. Du coup, le pays dépend de manière croissante de l'importation de maïs (de mauvaise qualité) des États-Unis. Selon une étude, 25 % du maïs consommé au Mexique proviennent des États-Unis.

Lors de son voyage en Europe et pendant la réunion de Davos, le président usurpateur n'a eu de cesse de proclamer qu'il était contre les "*expropriations et les nationalisations*", allant même jusqu'à déclarer qu'il était prêt à accueillir au Mexique les entreprises qui, en Amérique latine, étaient "*victimes*" de ce type de mesures, assurant que le Mexique est un pays où règnent "*la sécurité pour les investisseurs*" et "*le respect de la loi*".

Quelques jours plus tard, ces déclarations ont reçu une illustration. Il a été annoncé que "*le PAN et le PRI préparaient les modifications légales qui permettront d'ouvrir PEMEX aux investissements privés*". L'objectif déclaré "*est que le secteur privé puisse investir dans des activités jusque-là réservées à l'Etat*".

A cet effet, les députés et sénateurs du PRI affirment clairement leur intention que soient modifiés au moins dix textes de lois "*dans les plus brefs délais*".

LE RÔLE VÉRITABLE DE MARCOS ET DES PRÉTENDUS "ZAPATISTES"

Durant toute la campagne présidentielle, Marcos et de ses alliés du Secrétariat unifié ont tout fait pour empêcher que des millions de personnes utilisent le vote pour Obrador comme un instrument pour exprimer le rejet de la politique de l'impérialisme.

Il ont mené avec acharnement ce qu'ils ont appelé "*l'autre campagne*", dont l'axe était : "*Calderón, Madarzo et Obrador sont égaux, ils sont tous néolocaux.*" Cette campagne visant à fermer toute issue politique a été repoussée par la masse travailleuse, parce que, d'un côté, elle voyait les porte-parole de l'impérialisme, comme l'ex-président Aznar, appeler à voter pour Calderón et dénoncer López Obrador, elle voyait les monopoles de radios et télévisions prendre le parti de Calderón... et, de l'autre côté, elle voyait Obrador esquisser des éléments de résistance contre le régime.

LA MARCHÉ DU 31 JANVIER CONTRE LA HAUSSE DU PRIX DE LA TORTILLA

Le formidable soulèvement des masses, qui, durant plus de six mois, s'est dressé au compte de toute la nation mexicaine pour exiger la satisfaction des revendications populaires et le départ du gouverneur de l'Etat d'Oaxaca, Ulises Ruiz, corrompu et assassin, a été pour l'instant endigué. L'ancien président, Fox, et le nouveau, Calderón, ont protégé le gouverneur de l'Etat de Oaxaca, non seulement pour maintenir l'alliance avec le PRI, ce qui leur permet d'imposer leurs positions dans les chambres, mais aussi et avant tout pour terroriser les travailleurs de tout le pays.

A Oaxaca, des travailleurs, des citoyens ont été assassinés. Des dizaines ont disparu, d'autres sont encore emprisonnés, et, en premier lieu, le principal dirigeant de l'assemblée populaire (APPO). Oaxaca est toujours placée sous état d'exception et absolument aucune des libertés démocratiques n'y est respectée.

Cependant, ni le peuple d'Oaxaca ni la nation ne sont défaits.

La pression exercée par les travailleurs a amené les directions de l'UNT, du SME, des syndicats paysans à convoquer la marche nationale du 31 janvier (simultanément à Mexico et dans plusieurs capitales d'Etat du pays) "*contre la hausse du prix de la tortilla, pour une augmentation salariale d'urgence*" et à envisager une grève nationale pour les mêmes motifs. Obrador et le PRD ont également été amenés sous la pression des masses à demander la démission de Sojo, ministre de l'Economie, en tant que responsable de la vague de spéculation. La marche du 31 janvier montre que la masse des travailleurs est toujours disposée à se mobiliser, qu'elle est à la recherche de points d'appui pour pouvoir s'exprimer, qu'elle rejette la destruction de la nation et de ses conquêtes.

CONTRE LA NATION ; "LA RÉFORME DE L'ÉTAT"

L'offensive que développent l'impérialisme et le gouvernement marionnette de Calderón depuis le 1^{er} décembre s'appuie sur deux instruments. Le premier, c'est la militarisation-répression du pays, puisque l'un des supports essentiels du gouvernement Calderón est la présence des forces armées, qui se substituent aux forces de police et les complètent ; le second, c'est l'appui qu'il reçoit aujourd'hui des directions des partis et des directions syndicales.

Le 31 janvier passé, ces dirigeants ont adopté la "*Déclaration du Zocalo*", dans laquelle ils se prononcent pour un "*nouveau pacte social*" pour "*la réforme sociale et démocratique de l'Etat*". Ils déclarent :

"Personne, pas même ceux qui affirment avoir gagné les élections, ne peut prétendre monopoliser les décisions publiques."

La "réforme sociale et démocratique de l'Etat" implique donc la reconnaissance du gouvernement Calderón comme gouvernement légitime. Etablir un "pacte" avec le gouvernement Calderón, marionnette de Bush, n'implique-t-il pas une collaboration au bradage de PEMEX, de l'industrie électrique, à l'application de l'ALENA, à la criminalisation des sans-papiers et à l'acceptation du mur de la honte ? En un mot, une collaboration à toutes les contre-réformes

que se propose de mener à leur terme le gouvernement Calderón-Carstens-Sojo ?

LA RESPONSABILITÉ DE LA SECTION MEXICAINE DE LA IV^e INTERNATIONALE

La responsabilité de l'OST, section mexicaine de la IV^e Internationale, consiste à aider les masses à résister à la politique de démantèlement de la nation et de destruction des acquis de la classe ouvrière. Nous appuyons tous les actes de résistances à la politique de l'impérialisme et de sa marionnette, tout en maintenant totalement notre indépendance. En appuyant ces initiatives, nous cherchons à aider les masses à se libérer de leurs illusions et à construire leurs propres organisations (les assemblées populaires).

Dans la situation politique actuelle, la voie "la plus économique" pour les masses travailleuses est la lutte pour un gouvernement López Obrador tout de suite. Certains nous attaquent en disant qu'il s'agit là d'une fantaisie. Pour eux, être réaliste serait donc accepter la fraude électorale du 2 juillet, le coup d'Etat du 1^{er} décembre, en un mot participer à la politique de démantèlement que mettent en place l'impérialisme nord-américain et le gouvernement Calderón.

Contre cette politique, la déclaration n° 19 d'*El Trabajo*, publiée le mercredi 31 janvier, en appelle à la "*démission de Sojo, ministre de l'Economie ! Démission de Calderón et de tout son cabinet !*"

Elle affirme :

"L'organisation de la deuxième session de la convention nationale démocratique, c'est la lutte pour donner tout le pouvoir au gouvernement de Lopez Obrador pour la nationalisation des monopoles qui spéculent sur le maïs et la tortilla, l'annulation de l'ouverture du marché agricole en 2008 et de l'ALENA, la défense de PEMEX et des entreprises du service public, l'arrêt de la répression contre le peuple d'Oaxaca et ses organisations ! Dehors Ulises Ruiz !, la défense des émigrants et de la nation, qui refusent la politique de criminalisation de ces travailleurs et le mur de l'opprobre, la convocation d'un Congrès constituant souverain, qui

donne naissance à de nouvelles institutions, à des institutions démocratiques !”

L’ASSEMBLÉE POPULAIRE DE MAGDALENA CONTRERAS, À MEXICO

La convocation par Obrador, le 31 janvier, de la deuxième session de la convention nationale démocratique (CND), qui aura lieu du 21 au 24 mars prochains, est un point d’appui.

Organiser la deuxième session de la CND implique actuellement la construction d’assemblées populaires (qui peuvent aussi prendre le nom d’assemblées de la CND),

dans lesquelles les travailleurs puissent élaborer leurs revendications et construire des organismes de front unique, des organismes de pouvoir. L’assemblée populaire de Magdalena Contreras, à Mexico (2), l’assemblée de la CND, à Tuxtla Gutiérrez, au Chiapas, notre intervention dans l’APPO vont dans ce sens.

Luis Vasquez

(2) Les organisations présentes dans le forum étaient les suivantes : Retraités et pensionnés du SME, Alliance des organisations sociales, Gauche sociale, PRD “Benita Galeana”, Comité populaire obradoriste, PTDI.

La motion de l’assemblée réunie à Magdalena Contreras (extraits)

« Nous avons décidé d’impulser la construction d’une assemblée populaire dans le district de Magdalena Contreras, parce que nous considérons que :

1. La volonté majoritaire des votants du 2 juillet a été de donner la victoire à Andrés Manuel López Obrador et qu’au moyen d’une fraude énorme dirigée contre cette volonté et d’une campagne d’intimidation et de discrédit, le gouvernement a été donné à Felipe Calderón (...).

6. Nous avons constaté la volonté de combattre et de résister du peuple du Mexique dans les mobilisations au cours de l’année écoulée et dans la nomination de López Obrador comme président légitime du Mexique le 16 septembre dernier par un million de délégués, qui, au nom de plusieurs millions d’autres, ont ratifié le verdict populaire du 2 juillet.

7. Le 16 septembre, a été constituée la convention nationale démocratique comme un effort pour coordonner les luttes de tous les Mexicains.

8. Nous voyons avec sympathie la résistance dans l’Etat d’Oaxaca, la plus avancée du mouvement de résistance de la nation mexicaine, où la lutte s’organise dans le respect de la volonté populaire du peuple d’Oaxaca, qui réclame : “Dehors le gouvernement fraudeur et assassin d’Ulises Ruiz !”

*(...) Nous considérons que pour obtenir (une profonde transformation du pays), il est primordial de structurer un mouvement social depuis les bases, à partir d’en bas, et d’organiser la mobilisation de tout le peuple mexicain, depuis la Basse-Californie jusqu’au Yucatán, pour : **tout le pouvoir au gouvernement de Lopez Obrador !***

Pour que soient satisfaites les revendications du peuple travailleur et que soient défendues la souveraineté et l’unité de la nation. Pour que soit convoquée une Assemblée constituante (...). »

Le combat pour le front unique dans les Amériques

Par Ariel Quiroga

A toutes les étapes de la lutte pour l'organisation indépendante de la classe ouvrière et de son combat émancipateur, la question du front unique a fait, fait et fera, n'en doutons pas, l'objet de débats et de polémiques. Sous des formes qui ne sont écrites nulle part à l'avance, mais doivent au contraire être dégagées de chaque situation concrète et pratique à un moment donné, le combat pour le front unique constitue la pierre de touche de toute la stratégie et de la tactique de la IV^e Internationale, rejetant tout sectarisme, tout schématisme, tout attitude autoproclamatrice.

Dès sa formation, dans le programme qui l'a fait naître, le *Programme de transition*, dont le titre complet est "*L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale*", la IV^e Internationale s'est clairement donné pour tâche non pas de former ou de rassembler des petites sectes "trotskystes" prêchant aux masses la bonne parole, mais — quelle que soit leur faiblesse numérique initiale — de s'efforcer à prendre part à la lutte de la classe ouvrière et des masses exploitées ; d'aider les masses dans cette lutte, aider à rassembler leurs forces, à les unir en un front commun, à surmonter les obstacles que constitue la politique des appareils qui dominent les organisations dont elles se sont dotées pour leur lutte ; et, dans ce processus, de construire la IV^e Internationale et ses sections dans chaque pays.

Dans l'article qui suit, le camarade Ariel, d'Uruguay, aborde à travers plusieurs exemples actuels la mise en œuvre de la stratégie du front unique ouvrier aux Etats-Unis, et, dans les conditions spécifiques des pays dominés, celle du front unique anti-impérialiste au Mexique, en Uruguay.

Il ne s'agit pas d'une thèse, et les éléments rapportés ici font partie du débat vivant qui se mène entre les directions des sections du continent et au sein des instances de la IV^e Internationale.

Ajoutons que, depuis que cet article a été écrit, bien des événements, au Venezuela, en Bolivie, au Mexique..., sont venus compléter le tableau d'une situation continentale marquée à la fois par l'aspiration des peuples à la souveraineté et par la brutale offensive impérialiste — bénéficiant de l'appui des appa-

reils et des différentes variantes du centrisme réactionnaire sur le continent — visant au démembrement et à la décomposition des nations : que ce soit au travers des menées séditionnelles et séparatistes des départements de la Meia-Luna, riches en pétrole, en Bolivie ; que ce soit sous le couvert de la prétendue “guerre au narco-trafic” au Mexique ; que ce soit la menace plus directe de coup d’Etat au Venezuela réitérée de manière à peine voilée dans un récent discours de la secrétaire d’Etat nord-américaine, Condoleezza Rice.

Plus que jamais, dans ces circonstances, le combat aux Etats-Unis pour une candidature noire indépendante aux prochaines élections est à l’ordre du jour.

On lira dans ce même numéro l’interview d’Alan Benjamin à la veille du congrès de l’organisation américaine qui combat sur la base du programme de la IV^e Internationale, Socialist Organizer.

Plus que jamais, également, est à l’ordre du jour le combat pour la souveraineté des peuples : pas de souveraineté sans nationalisation et renationalisation de tout ce qui a été privatisé ces vingt dernières années, pillé, bradé au nom du paiement de la dette ; pas de souveraineté sans rupture avec les traités de libre commerce par lesquels l’impérialisme pousse au pillage et au chaos.

Cette question est au cœur des mobilisations en cours au Mexique contre l’augmentation du prix de la tortilla, alimentation de base du peuple mexicain menacé d’être plongé aujourd’hui dans la famine (*lire dans ce même numéro le compte rendu du congrès de l’OST, section mexicaine de la IV^e Internationale*).

Rappelons que c’est en conséquence de l’accord de libre commerce NAFTA que le Mexique, pays jusque-là autosuffisant notamment en ce qui concerne le maïs, est devenu entièrement dépendant du marché nord-américain. Rappelons encore que le prix du maïs américain a été projeté vers des sommets inégalés, du fait notamment de son utilisation extensive aux Etats-Unis comme source de “biocarburant” en substitution à l’essence.

Il s’agit bien là d’une politique consciente et planifiée de l’impérialisme, qui, d’une autre façon que dans la guerre en Irak, vise au même résultat : le chaos politique et social pour faire prévaloir partout ses intérêts rapaces.

Rompre avec ces accords (NAFTA, traités de libre commerce, Pacte andin, Mercosul...) est aujourd’hui la question centrale sur tout le continent.

•
• •

**POUR LA RUPTURE
AVEC LES TRAITÉS
DE LIBRE COMMERCE,
POUR LA SOUVERAINETÉ
DES PEUPLES !**

C’est cette question, et cela n’a rien d’étonnant, qui a été au centre d’une polémique opposant Chavez à Lula lors du sommet des chefs d’Etat à Rio de Janeiro (c’est la première fois... toutes leurs précédentes rencontres étaient placées par

Chavez sous le signe de “*mon plus grand ami, Lula...*”). Voici ce qu’en rapporte la presse (*Folha de São Paulo*) :

« *Parlant avant Lula, Chavez a fait une analyse négative de l’intégration régionale, réclamant une ample réforme du Mercosul, que le Venezuela a récemment intégré, et il a durement critiqué la Casa (Communauté sud-américaine — NDT), la principale initiative diplomatique brésilienne dans la région.*

“Le Venezuela a intégré le Mercosul. Mais le Mercosul — je te l’ai déjà dit, et tu le sais, Lula —, ou nous le reformons et nous faisons un autre Mercosul, ou

cela s'arrêtera. Ce n'est pas un instrument adéquat pour la période dans laquelle nous vivons. Ces instruments (*la Communauté andine des nations et le Mercosul*) ont été créés pour bénéficier au commerce, à l'élite. Quel bénéfice le peuple en tire-t-il ?", a déclaré le président Chavez (...).

Lula s'est empressé de réagir : "En aucun cas je n'accepte que l'on nie ce que nous avons déjà réalisé. Nous n'avons pas le droit de ne pas reconnaître que nous construisons une nouvelle étape politique dans ce continent". »

Certes, Chavez continue de nourrir et de propager l'illusion d'une "réforme" du Mercosul, auquel il a fait adhérer le Venezuela. Mais poussé par les masses dans son propre pays et à l'échelle de tout le continent, il est conduit, on le voit, à remettre en question les bases du Mercosul. La bourgeoisie, notamment au Brésil, ne s'y est d'ailleurs pas trompée et a violemment réagi, accusant Lula d'avoir fait preuve de "mollesse" face à Chavez.

Conformément aux principes qui sont les nôtres, à la ligne stratégique de front unique que nous nous efforçons en toutes circonstances de mettre en œuvre pratiquement, nous disons : front unique avec Chavez contre le Mercosul et les traités de libre commerce !

Cela donne toute son actualité à la proposition faite au Sixième Congrès mondial de la IV^e Internationale d'une deuxième conférence continentale (après celle de La Paz, il y a un an) sur l'axe : "*Pour la rupture avec les traités de libre commerce, pour la défense des nationalisations et la renationalisation de tout ce qui a été privatisé, pour la souveraineté des peuples.*" Ce sera la tâche commune des sections du continent américain dans la prochaine période.

**"ALLER PLUS LOIN
QU'ILS NE LE VEULENT
SUR LA VOIE DE LA RUPTURE
AVEC LA BOURGEOISIE"**

Lors du Sixième Congrès mondial de la IV^e Internationale, la résolution générale sur la situation politique dans les Amériques indique :

"Il est prouvé que, du nord au sud du continent américain, les masses rejettent la politique de l'impérialisme, sous différentes formes d'un pays à l'autre."

Ce rejet de la politique de l'impérialisme s'est exprimé dans les manifestations massives pour les droits des immigrants le 1^{er} Mai dernier aux Etats-Unis, de la même manière qu'il s'est exprimé dans la récente défaite de Bush aux élections parlementaires partielles, comme produit du rejet de la guerre en Irak et de sa politique intérieure de désindustrialisation, même si les démocrates ne sont pas une alternative.

Ce rejet se manifeste aussi dans le soulèvement de millions de jeunes et de travailleurs à Mexico, en particulier à Oaxaca, devant la fraude de Bush, Fox et Calderon, qui empêchent le droit légitime de ces millions d'hommes et de femmes à ce que Lopez Obrador gouverne en leur nom.

On pourrait aussi citer les 63 %, qui, en Equateur, ont voté pour Correa pour rejeter le candidat de l'impérialisme, le multimillionnaire Noboa, ou évoquer les processus révolutionnaires au Venezuela et en Bolivie, ou encore la réélection de Lula au Brésil face au candidat de l'impérialisme, Alckmin.

En Uruguay, les masses se sont mobilisées contre la signature d'un traité de libre commerce avec les Etats-Unis et ont ainsi contraint tous les partis du FA (1) et le PIT-CNT (2) à le rejeter, ce qui a amené Tabaré Vazquez à refuser de le signer.

Ainsi, "*sous des formes différentes d'un pays à l'autre*", des millions de jeunes et de travailleurs rejettent la stratégie de l'impérialisme, qui vise à détruire les nations, leurs droits et leurs conquêtes, leurs propres organisations.

Nous avons indiqué dans des numéros précédents de *La Vérité* que cette politique de l'impérialisme confirme la théorie de la révolution permanente. Effectivement, les bourgeoisies nationales des pays arriérés et semi-coloniaux ne sont plus capables de lutter pour les objectifs démocratiques et nationaux, elles sont désormais condamnées à se transformer

(1) FA : Frente Amplio ("Front ample"), coalition des partis et organisations de gauche.

(2) PIT-CNT : centrale syndicale unique d'Uruguay.

en bourgeoisies compradore ou a disparaître.

Il n'en reste pas moins que, face à ce qui apparaît à tous comme l'offensive la plus brutale de l'impérialisme mettant en cause l'existence même des nations, des couches petites-bourgeoises nationales sont poussées dans la voie de la rupture avec l'impérialisme, comme on le voit actuellement au Venezuela, en Bolivie. La classe ouvrière, aux niveaux continental et mondial, se doit ainsi d'autant plus d'inscrire dans son programme ces objectifs démocratiques et nationaux.

De ce point de vue, le rôle de la IV^e Internationale est irremplaçable par son programme dans ces mouvements de millions contre l'impérialisme, mouvements du "nord au sud" dont nous faisons partie intégrante.

Devant l'absence de partis ouvriers indépendants, des millions de jeunes et de travailleurs s'approprient leurs organisations et obligent même des partis petits-bourgeois, nationalistes, anti-impérialistes "à aller plus loin qu'ils ne le veulent sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie", comme le dit le programme de la IV^e Internationale.

Pour les marxistes, dans la lutte de classes, avant tout, il y a le mouvement des masses, quel que soit celui qui le dirige.

Ce serait une erreur théorique et aussi se condamner à l'isolement sectaire que de ne pas voir le mouvement de rejet de la guerre en Irak et de la politique intérieure de Bush qui s'est exprimé récemment par le vote pour le Parti démocrate dans les élections parlementaires partielles aux Etats-Unis, y compris contre la politique des démocrates — pour lesquels en aucun cas nous ne saurions appeler à voter —, qui, sur le fond, partagent les objectifs de Bush, comme l'a encore montré le rapport Baker (démocrate)-Hamilton (républicain) sur l'état de la guerre en Irak et les solutions pour parvenir autrement aux mêmes fins. Sur un autre plan, ce serait également une erreur de ne pas défendre les gouvernements de Chavez et de Evo Morales face aux attaques et tentatives de coups d'Etat visant à les abattre ou ne pas les soutenir dans tout pas en avant qu'ils peuvent faire dans le sens de la rupture avec l'impérialisme.

Ce serait une erreur de ne pas intervenir dans le mouvement de millions de travailleurs, qui, au Brésil, réélit Lula et le PT pour exiger qu'il gouverne au nom de ces millions, ou en Uruguay ne pas exiger du gouvernement du Frente Amplio qu'il respecte le mandat qui lui a été donné le 31 octobre 2004, de ne pas parler en Equateur de prendre Correa au mot pour qu'il tienne ses promesses de rupture avec l'impérialisme, en particulier par la convocation d'une Assemblée constituante.

UNE STRATÉGIE DE FRONT UNIQUE

La situation mondiale, caractérisée par la décomposition du système de la propriété privée des moyens de production, confirme l'objectif du *Manifeste communiste* : "l'abolition de la propriété privée". De ce point de vue, la IV^e Internationale doit intervenir dans une stratégie de front unique pour aider à ce que les mouvements des masses débouchent sur la construction de partis ouvriers indépendants qui garantissent la conquête de gouvernements ouvriers et paysans.

A ce sujet, nous invitons le lecteur à relire, dans *La Vérité*, n° 46, l'article sur "l'actualité du combat pour le front unique sur le Vieux Continent". Il y est écrit :

"Naturellement, la question du front unique, comme nous l'avons déjà dit ci-dessus, est une question qui découle de la place de la classe ouvrière, donc de la démocratie sociale, et donc des organisations qui se réclament de la classe ouvrière. Mais la transformation du capitalisme (ascendant) en impérialisme, si elle ne modifie pas la question du front unique comme dérivant de la place de la classe ouvrière et des organisations (et donc des appareils qui la dirigent), modifie sa forme et son contenu."

De quelle façon la décomposition du capitalisme "modifie sa forme et son contenu" ? Elle modifie sa forme et son contenu dans la mesure où la classe ouvrière et les peuples sont sur la défensive pour résister face à l'offensive impérialiste, qui s'attaque y compris aux droits et aux conquêtes démocratiques des révolutions bourgeoises des XVII^e et XVIII^e siècles.

La classe ouvrière n'est classe qu'au travers de ses organisations indépendantes, et c'est là le facteur nécessaire, dans le cadre du front unique ouvrier, qui garantit l'existence des cadres nationaux que le capitalisme en décomposition cherche à détruire.

En Europe, principalement dans les pays impérialistes où le capitalisme s'est développé au maximum du point de vue des forces productives, l'affrontement classe contre classe est bien délimité. La classe ouvrière y assume la défense inconditionnelle des conquêtes démocratiques et nationales que la bourgeoisie n'est plus capable de défendre devant l'offensive de l'impérialisme américain, qui agit par le biais de l'Union européenne.

Un aspect particulier de ce problème apparaît dans les pays où le capital a été exproprié et où la décomposition du capitalisme exige de l'impérialisme, non pas le rétablissement de la propriété privée des moyens de production et la réactivation des forces productives, mais qu'il mette à sac, par la spéculation et les mafias issues des bureaucraties, toutes les conquêtes de la propriété sociale et des moyens de production. Le rôle de la classe ouvrière est ici d'autant plus irremplaçable pour défendre les conquêtes de la propriété sociale et pour renverser la situation.

Il faut se demander si, dans les Amériques (exception faite des Etats-Unis), l'affrontement classe contre classe est aussi délimité qu'en Europe. Si le contenu de front unique est le même, dans la mesure où ces pays sont des pays arriérés du point de vue du développement capitaliste, la tactique de front unique anti-impérialiste prévaut sur la stratégie de front unique ouvrier.

Nous assistons dans divers pays d'Amérique latine au surgissement de gouvernements et partis d'origine petite-bourgeoise nationaliste, qui, dans des circonstances exceptionnelles, *“vont plus loin qu'ils ne le voudraient dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie”*. C'est le cas des gouvernements d'Evo Morales en Bolivie, de Chavez au Venezuela, Correa en Equateur, Lopez Obrador au Mexique, et même, cela peut se produire avec Tabaré Vazquez en Uruguay.

C'est pourquoi nous soutenons tout pas que peuvent faire ces gouvernements dans la rupture avec l'impérialisme américain. Devant l'offensive impérialiste, ces pas vers la rupture ne découlent pas d'un programme “progressiste”, mais de l'obligation pour les gouvernements petits-bourgeois de se défendre en tant que représentants de tous les secteurs sociaux (et notamment ceux qui les ont portés au pouvoir) que l'impérialisme voue à la disparition. Dans ces “circonstances exceptionnelles”, la place de la classe ouvrière est irremplaçable, car elle est la seule classe qui puisse aller jusqu'au bout dans la voie de la rupture avec l'impérialisme dans une totale indépendance et par une stratégie de front unique ouvrier.

Les exemples d'intervention concrète des sections de la IV^e Internationale sont *“les formes adaptées d'un pays à l'autre”* par lesquelles les masses cherchent une issue, qui ne sera résolue que sur le terrain de la lutte de classes, par l'action unie des travailleurs et de leurs organisations.

ÉTATS-UNIS : LA PRÉSENTATION DE CANDIDATS NOIRS AUX ÉLECTIONS ET LE COMBAT POUR UN PARTI NOIR

La principale nation impérialiste concentre aujourd'hui toutes les contradictions de la décomposition du système capitaliste. De ce point de vue, elle concentre aussi tous les problèmes de la lutte de classes et met à l'ordre du jour le combat des masses qui cherchent une issue. Les militants de la section américaine de la IV^e Internationale ont pris deux initiatives, qui, en réalité, n'en font qu'une et ne relèvent pas uniquement de leur responsabilité, mais incombent à toutes les sections : le combat pour présenter des candidats noirs indépendants du Parti démocrate aux prochaines élections gouvernementales et à l'élection présidentielle de 2008, et la tenue d'une session du Tribunal Katrina en août 2007 pour juger les responsables du désastre.

Dans les deux cas, l'objectif est le même : réussir à construire un parti noir

indépendant lié au combat pour un parti ouvrier indépendant (Labor Party). Il n'y aura pas de parti ouvrier indépendant aux Etats-Unis s'il n'a pas comme composante le parti noir. Les travailleurs noirs sont non seulement les plus exclus et les plus exploités de la classe ouvrière, mais ils sont aussi une nationalité opprimée dans la métropole impérialiste même. De là l'importance d'un cadre organisationnel propre sur le plan politique pour que s'expriment leurs problèmes particuliers.

L'existence d'un parti noir est la condition indispensable pour faire un pas dans la construction d'un parti ouvrier indépendant, qui aide toute la classe ouvrière à rompre son lien politique avec les partis de la bourgeoisie. Par le passé, dans le mouvement ouvrier des Etats-Unis, il y a eu des partis ouvriers, mais comme ils n'avaient pas résolu l'organisation de leur composante noire, ils n'ont pas su résoudre la question de leur indépendance face aux démocrates et aux républicains. C'est pourquoi ils ont fini par se soumettre à eux.

Dans le numéro de novembre-décembre 2006, nos camarades des Etats-Unis ont publié dans leur journal, *The Organizer*, deux propositions pour que les travailleurs noirs rompent complètement avec les démocrates et avec le Congressional Black Caucus (CBC – association d'élus noirs au Congrès) et que l'on puisse avancer vers une politique noire indépendante :

“Nous ne pouvons attendre que Cynthia McKinney annonce sa candidature à la présidentielle. Si nous nous en remettons à elle, cela ne se produira pas ; il y a beaucoup de pression sur elle. Nous ne pouvons pas attendre non plus que l'appareil politique lance une campagne pour une liste indépendante McKinney-Belafonte ou McKinney-Glove, que cela nous tombe du ciel. Nous devons faire le pas pour que cela soit construit. La campagne indépendante tombera sous le feu intense des démocrates. C'est prévisible. Mais pour nous, l'impérieuse nécessité du moment, c'est que puissent s'exprimer – par une candidature Belafonte ou Glover ou McKinney, ou une combinaison de ces personnes comme président et vice-président, ainsi que Mann l'a expliqué – les millions de personnes actuellement prises entre les tenailles des deux partis des

patrons. Le besoin du moment, c'est de mettre tout le système en accusation.”

La seconde initiative, le Tribunal Katrina, a pour objectif de juger et de condamner tous les responsables des crimes et de la politique de nettoyage ethnique qui ont affecté les Noirs dans la région du golfe des Etats-Unis. Ces crimes ont avant tout été commis par l'administration de Bush, mais les démocrates ont, à tous les niveaux, été complices du gouvernement, notamment le maire Ray Nagin et le gouverneur Kathleen Blanco.

Dans les deux cas, il s'agit de constituer le plus large front ouvrier possible, regroupant des travailleurs noirs et blancs, et qui, dans son expression politique indépendante, participe du combat pour un parti et des candidats noirs lié au combat pour un parti ouvrier indépendant.

La participation des autres sections de la IV^e Internationale dans ces campagnes, spécialement celles des Amériques, aidera à concrétiser l'unité des travailleurs blancs et noirs des Etats-Unis avec ceux des autres pays, rompant ainsi le mur de division que le stalinisme avait construit avec sa politique de la “révolution par étapes”.

MEXIQUE : POUR SAUVER L'UNITÉ DE LA NATION, LOPEZ OBRADOR AU GOUVERNEMENT !

Si, aux Etats-Unis, la principale tâche à réaliser est la constitution d'un parti noir qui ouvre les portes à la construction d'un parti de toute la classe ouvrière, au Mexique, une fois encore, c'est la défense des conquêtes démocratiques, c'est-à-dire la souveraineté et l'unité de la nation, qui est au premier plan.

On ne peut que qualifier de coup d'Etat “institutionnel” ce qu'ont fait le PRI et le PAN, partis qui cogouvernent au Mexique avec Fox et au nom de Bush. Ce coup d'Etat “institutionnel” s'est fait par la fraude, pour imposer comme président de la République Felipe Calderon, en ignorant la décision des millions d'électeurs qui ont voté pour Manuel Obrador.

Devant le rejet de millions de travailleurs, paysans et jeunes, qui résistent à la remise en cause de leur décision souveraine, Calderon a été contraint à une passation très tôt le matin, en entrant en catimini dans la maison du gouvernement.

Parmi les premières mesures qu'il a prises, le 2 décembre, il a décrété "l'état d'urgence" et la "suspension des libertés individuelles" dans l'État de Oaxaca pour faire face à l'insurrection qui, depuis juin dernier, exige la démission du gouverneur, chef de la corruption dans cet État, et de bandes paramilitaires qui tuent les manifestants.

Dans cet État, les enseignants, la population ouvrière et paysanne se sont organisés en assemblée populaire, mobilisant depuis cinq mois des milliers de oaxaquenos. Le 3 décembre, Calderon a signé un autre décret, qui cherche à imposer à tout le pays une politique "d'austérité renforcée".

Il est clair que ces mesures, immédiatement applaudies par le FMI, la Banque mondiale et le gouvernement de Bush, vont à l'encontre des intérêts des millions qui exigent que Lopez Obrador assume légitimement le pouvoir.

Ce que le gouvernement de Calderon cherche avant tout, c'est à écraser la rébellion du peuple de Oaxaca ; ce serait de son point de vue un premier pas vers la défaite qu'il veut infliger au mouvement national qui s'est organisé contre la fraude, et qui concentre toutes les aspirations, toutes les revendications ouvrières et populaires de toute la nation souveraine.

Le 20 novembre, devant cinq mille travailleurs, paysans et jeunes regroupés en assemblée, Lopez Obrador a présenté son gouvernement et le programme qu'il pense appliquer. Pour cela, il a appelé à former un réseau de municipalités qui soutiennent ce programme et ce gouvernement.

Le Parti des travailleurs démocratique et indépendant (PTDI), affilié à l'Entente internationale des travailleurs et des peuples (EIT), est partie intégrante de ce mouvement des travailleurs et du peuple mexicains. Il se bat pour que l'on organise dans tout le pays, dans les municipalités, des comités de front unique sur la plate-forme suivante :

"Dehors le tricheur Calderon ! Que Lopez Obrador assume le gouvernement

maintenant ! Abrogation de l'état de siège à Oaxaca et rétablissement immédiat de toutes les libertés ! Non au plan d'austérité ! Tout le pouvoir au gouvernement Lopez Obrador !"

URUGUAY : LE PIT-CNT DOIT EXIGER DU GOUVERNEMENT DU FRENTE AMPLIO DES MESURES D'URGENCE !

En février 2006, le ministre de l'Économie du gouvernement du Frente Amplio rend publique, dans l'hebdomadaire *Busqueda* (la voix du capital financier en Uruguay), sa volonté de voir le pays signer un traité de libre commerce avec les États-Unis. Immédiatement, les événements se précipitent. Tous les partis se prononcent pour ou contre, et le gouvernement lui-même se divise entre le ministre des Affaires étrangères, Reynaldo Gargano, du PS, qui s'oppose à un traité de libre commerce en défendant le Mercosul, et le reste du gouvernement, y compris le président Tabaré Vazquez (3), qui est pour un traité de libre commerce. Déjà, en mai, Tabaré Vazquez est allé à Washington ; il s'est réuni avec Bush, et des négociations se sont engagées. C'est à partir des milliers qui s'opposent à ce traité et qui manifestent avec leurs partis leur opposition que ce mouvement touche la direction du PIT-CNT.

Le gouvernement développe le discours suivant : "Il faut attendre", "Nous ne pouvons tout régler du jour au lendemain", "Nous avons reçu un pays en ruine". En fait, il commence à préparer toutes les lois que lui dicte l'impérialisme pour donner une continuité à la politique des gouvernements précédents des partis de la bourgeoisie. Sa majorité parlementaire avait déjà adopté, avec les voix cumulées des représentants des "blancos" et des "colorados" (noms donnés aux deux principaux partis de la bourgeoisie), un traité de protection des investissements avec les États-Unis et l'envoi de troupes en Haïti.

(3) Elu président du Venezuela le 31 octobre 2004, à la tête du Frente Amplio, coalition de partis et d'organisations de gauche.

Excepté le secteur du sénateur Astori, “l’Assemblée Uruguay”, tous les secteurs du Frente Amplio ont fini par exprimer leur désaccord avec la signature du traité, ce qui a contraint Tabaré Vazquez à faire machine arrière. En un mot, le Frente Amplio lui-même ne contrôle pas l’unanimité de son propre gouvernement ni les milliers qui manifestent avec leurs partis et le PIT-CNT. Jusqu’ici, il n’a pu adopter toutes les “réformes” que Bush exige.

Le IX^e Congrès du PIT-CNT s’est tenu et a rejeté l’adhésion à la CSI. Le syndicat des banquiers, AEBU, et les syndicats qui sont peu représentatifs, tels que le syndicat du textile et celui de la construction, dirigés par les PC “rénovés”, avaient pris position pour l’adhésion du PIT-CNT à la CSI, tout comme ils soutiennent d’ailleurs la signature du traité de libre commerce.

Le journal *El País*, représentant du secteur le plus droitier du parti national, exprime sa préoccupation au sujet des résolutions du IX^e Congrès du PIT-CNT. Et il a raison, car parmi les principales résolutions du congrès, est dénoncée

“l’intention manifeste de quelques représentants du gouvernement de pousser à une réforme constitutionnelle qui mette fin à l’inamovibilité des fonctionnaires et change les normes qui réglementent les entreprises publiques de l’Etat”.

Dans le même document sur la réforme de l’Etat, sont rejetées les tentatives de privatisation des entreprises publiques et les éventuelles propositions de passage au droit privé des travailleurs publics.

Malgré cela, le gouvernement du Frente Amplio, lors de sa réunion du 23 novembre dernier, a décidé que ses objectifs pour 2007 sont sans équivoque : la “réforme de l’Etat”, la “réforme des impôts” et la “réforme de la santé”..., toutes calquées sur les “réformes” de l’Union européenne.

Face à cette situation, nous, militants de la IV^e Internationale en Uruguay, avons pris l’initiative de collecter des signatures d’adhésion à une lettre ouverte à la direction du PIT-CNT pour qu’elle exige du gouvernement du Frente Amplio, respectant ainsi le mandat du 31 octobre 2004, qu’il prenne les mesures immédiates sui-

vantes, et qu’il peut d’ores et déjà prendre du fait de la majorité et du soutien dont il bénéficie :

— Si l’on paie la dette externe, il est impossible d’investir dans l’éducation publique, dans la santé, et de résoudre le problème du logement. C’est pourquoi il ne s’agit pas de promulguer une nouvelle loi sur l’éducation, mais de faire fonctionner comme il se doit celle qui existe. Pareil pour la santé. Le fonctionnement des services publics de santé que donne l’Etat est impossible face aux entrepreneurs médicaux et aux multinationales des médicaments. Il s’agit d’investir dans la santé publique pour qu’elle fonctionne comme il se doit, et, dans le secteur privé, nationaliser, comme on l’a fait à l’Hôpital espagnol, toute entité qui veut fermer.

— Pour la même raison, il n’y a pas compatibilité entre les AFAP (4) et le système de retraite basé sur le salaire différé, c’est-à-dire d’Etat, intergénérationnel et solidaire. La loi 16713 doit être abrogée, il ne faut pas diminuer l’apport de l’Etat au BPS (5) et les entreprises qui refusent de payer doivent être obligées de le faire sous peine que l’Etat ne les exproprie.

— Comme le PIT-CNT l’a approuvé lors du IX^e Congrès et 72 % des Uruguayens en décembre 1972, aucune privatisation dans les entreprises et les services publics ! Il ne s’agit pas de les associer à des secteurs privés comme le propose la “réforme de l’Etat” ni d’en finir avec l’inamovibilité des fonctionnaires. Le mandat de 64 % des Uruguayens le 31 octobre 2004 au gouvernement du Frente Amplio est la ratification de tous les plébiscites antérieurs.

— Retrait du Parlement du projet de réforme de l’impôt ! Il va à l’encontre du salaire des secteurs publics et privés, des retraites, des coopérativistes du logement et du transport, etc.

Ariel Quiroga

(4) AFAP : fonds de retraite privés, fonds de pension.

(5) BPS : Banco de Prevision Social, organisme de sécurité sociale en Uruguay.

Italie : montée et déclin du gouvernement Prodi-I

Par Marie-Claude Schidlower

Le gouvernement Prodi a été constitué au mois de mai 2006, après que Berlusconi a été chassé le 9 avril. Ce gouvernement de l'Unione est une "grande coalition" d'un type particulier, auquel participent les restes de la démocratie chrétienne et tous les partis issus du parti stalinien (DS, le PDCI et le Parti de la refondation communiste [PRC] avec sa composante Sinistra Critica, organisation italienne du Secrétariat unifié pabliste). Cette composante pabliste occupe au sein du PRC de nombreux postes de direction : ils ont actuellement un député et un sénateur.

Padoa Schioppa, ministre de l'Economie et des Finances du gouvernement Prodi, ex-membre du directoire de la Banque centrale européenne (BCE), déclare dans une interview donnée aux *Echos* (5 février) :

"L'actuelle coalition gouvernementale est un laboratoire politique ! Elle allie plusieurs partis, du centre populaire à la gauche radicale, ce qui ne s'est vu nulle part ailleurs."

Cette "gauche radicale", c'est le PRC et sa composante du SU.

Il poursuit :

"En politique étrangère, nous avons décidé de missions à l'étranger avec l'appui de la gauche radicale, ce qui aurait pu paraître impensable. On est sortis de l'Irak et on est allés au Liban."

Rappelons qu'au mois de juillet, le sénateur de Sinistra Critica, membre du SU, a voté les crédits de guerre pour l'Afghanistan et la mission au Liban. Rappelons que cette décision a été approuvée par le SU, qui en a publié une justification dans *Inprecor* (septembre-octobre 2006). Dans un dossier consacré à l'Italie, Jan Malewski, "du bureau exécutif international" du SU, déclare en effet :

« Voter les crédits de guerre... Il fut donc décidé de voter, de prendre au mot les représentants du gouvernement — qui, paniqués par l'éventualité d'une chute, annonçaient un "changement de perspective des missions" — et de laisser à Prodi six mois encore, car le financement des "missions" devra être soumis au Parlement en décembre. »

Et il ose ajouter :

"Mais le vote de confiance a été accompagné de critiques virulentes des choix faits jusque-là par le gouvernement Prodi, critiques largement diffusées par les médias."

On critique de façon "virulente"... et on vote !

Rappelons que Padoa Schioppa, homme de l'Union européenne comme son ami et président du Conseil, Prodi, est un homme politique. S'exprimant en France, à la veille des élections présidentielle et législatives, il considère que cette voie devrait être suivie en France.

En Italie, la “gauche radicale” a donc voté les crédits de guerre. En outre, elle a également voté une loi de finances maas-trichtienne, la pire qu’ait jamais connue l’Italie. Padoa Schioppa dit une vérité :

“Durant les discussions budgétaires, nous avons connu la tempête de la communication de chacun, pas celle des objectifs chiffrés.”

Effectivement, le PRC a critiqué, amendé, et, selon lui et les pablistes, il a “réduit les dommages”. Mais tous, y compris l’ élu du SU, ont voté “le chiffre clef, le retour au déficit public à 2,8 % du PIB fin 2007, qui a traversé la tourmente”.

LE SECRÉTARIAT UNIFIÉ VOTE LA LOI DE FINANCES DE ROMANO PRODI

Le 20 décembre, Salvatore Cannavo, membre du SU, député à la Chambre (là où Prodi dispose d’une confortable majorité), quitte “l’Assemblée au moment du vote de confiance” (site Internet Sinistra Critica du 20 décembre). Il regrette que le Parti de la refondation communiste “n’ait pas fait le choix de sortir au moment du vote de confiance”.

Mais au Sénat, où la majorité accordée à Prodi ne l’est qu’à une ou deux voix près, Turigliatto, membre du SU, sénateur, vote la confiance au gouvernement.

Dans une déclaration du 18 décembre, sur le site Internet de Sinistra Critica, l’explication de vote est donnée :

“Pouvait-on faire autrement, voter contre la loi de finances, faire chuter le gouvernement, préparer le retour de Berlusconi ?”

Le SU a voté une loi de finances dont “le chiffre clef” est “le retour au déficit public à 2,8 % du PIB fin 2007”.

L’Union européenne, son commissaire européen d’Almunia et le FMI se sont alors empressés de féliciter le gouvernement Prodi. Faut-il rappeler que cette loi de finances est une vraie machine de guerre ? Baisse du “coût du travail” de 5 points, 3,5 milliards de coupes dans le budget de la santé, instauration d’un forfait de 25 euros pour tout acte médical “non urgent”, suppression de 50 000 emplois dans l’enseigne-

ment, coupes budgétaires drastiques pour l’école, les universités, 3 milliards de coupes dans les collectivités locales... et augmentation des dépenses militaires de 13 % par rapport au budget de Berlusconi. Voilà sa signification pour les travailleurs italiens !

Alors que le SU a voté les 3,5 milliards de coupes dans le budget de la santé, un “scandale” médiatique sur l’état catastrophique du plus grand hôpital de Rome vient d’éclater. Cet état catastrophique des hôpitaux en Italie est le produit des lois de régionalisation votées par le premier gouvernement Prodi en 1996-2001, qui a imposé le respect intégral pour les régions du “pacte de stabilité”, entraînant ainsi la fermeture de milliers de lits d’hôpitaux, de dizaines d’hôpitaux. Et aujourd’hui, les 3,5 milliards de coupes votés par le SU, cela signifie, comme le dit la presse, “qu’il faudrait fermer au moins 400 hôpitaux sur les 1 400 existants” (*La Repubblica*, 8 janvier).

Nous posons la question : est-il exagéré de dire que le gouvernement Prodi, ex-président de la Commission européenne, est un gouvernement de guerre contre la classe ouvrière, le peuple italien, la nation italienne, qui applique systématiquement, depuis son investiture, la politique de l’Union européenne et entend détruire tout ce qui constitue la nation italienne, toutes les conquêtes issues de 1947, sous-produit d’une révolution ?

Est-il exagéré de dire que le gouvernement Prodi mène une guerre contre son propre peuple et contre le peuple d’Afghanistan ?

Est-il exagéré de dire qu’il s’agit là du programme destructeur dicté par l’Union européenne, qu’appliquent tous les gouvernements de l’Union européenne ?

Et est-il exagéré de dire qu’avec ce vote, avec sa participation à un tel gouvernement de guerre, le Secrétariat unifié a franchi un pas ?

Après ce vote, qui donne mandat à Prodi de poursuivre son entreprise de destruction, le chef du gouvernement peut passer immédiatement à la “phase 2”, que le ministre des Finances, Padoa Schioppa, ancien vice-gouverneur de la BCE, précise ainsi :

“Plus de concurrence dans les secteurs jusque-là protégés, plus de productivité dans la fonction publique, réforme

du système des retraites, fédéralisme fiscal...

Les conséquences ne se font pas attendre : le décret Lanzillotta supprime les licences et dérègle totalement toute une série de professions (avocats, notaires, journalistes, taxis, pharmaciens...) ; le projet de contre-réforme de la fonction publique propose quant à lui le licenciement pour insuffisance de rendement des fonctionnaires, la contre-réforme des retraites, la privatisation des services publics...

Le programme de l'Unione, c'est la destruction, la privatisation des systèmes de santé et de retraite, c'est-à-dire la soumission totale à l'impérialisme américain, qui, dans le monde entier, mène une offensive pour détruire les conquêtes arrachées dans le cadre des nations, et les nations elles-mêmes.

Tous les dirigeants des partis qui sont historiquement issus du mouvement ouvrier sont donc partie prenante de la politique de Maastricht. Mais, comme dans tous les pays, la classe ouvrière cherche, dans cette situation difficile, à résister et à ouvrir une issue. C'est pourquoi le peuple italien a chassé Berlusconi et toute sa politique dictée par Prodi, alors président de la Commission européenne. C'est aussi la raison pour laquelle les masses ont rejeté, le 26 juin dernier, la loi de régionalisation. Que ce soit dans les grèves et les manifestations qui se sont déroulées ces derniers mois, les travailleurs, agents des télécoms, professeurs d'Université, retraités, salariés des transports (notamment ceux d'Alitalia, menacé immédiatement de privatisation) s'opposent à cette politique et cherchent bel et bien une issue.

L'OFFENSIVE CONTRE L'EXISTENCE DES PARTIS ET DES SYNDICATS INDÉPENDANTS

En Italie, comme en France ou en Allemagne, l'offensive de l'impérialisme américain relayée par l'Union européenne signifie "en finir avec la vieille Europe", l'Europe de la fin de la guerre. Cela nécessite d'en finir avec la démocratie politique et sociale, avec l'existence de syndicats indépendants et de partis.

En Italie règne encore une forme, certes abâtardie, de démocratie parlementaire. La Constitution italienne de 1947 est née de la proclamation de la République italienne, après les années noires du fascisme, dans une situation où, comme sous-produit d'une révolution, la classe ouvrière a arraché d'immenses conquêtes. Malgré toutes les contre-réformes constitutionnelles visant à faire éclater la République italienne (la dernière contre-réforme ayant été rejetée par le peuple au mois de juin 2006), l'Italie reste une démocratie parlementaire, où les nombreux partis, souvent puissants, peuvent s'exprimer, légiférer, faire des propositions de lois, mettre le gouvernement en minorité et le conduire à démissionner, en appeler à des référendums populaires...

Cette forme, même abâtardie, de démocratie politique n'est pas compatible avec l'Union européenne. Comment pourrait-il y avoir de démocratie politique lorsque les Parlements nationaux sont réduits à transposer les directives européennes, à répondre aux injonctions de la Commission européenne et de la BCE ? (Dans un pays comme la France, 80 % des lois votées sont des transpositions des directives européennes, 84 % en Allemagne. On peut imaginer qu'il en est de même en Italie.)

Tandis que, sous la houlette du président du Conseil, Prodi, ex-président de la Commission européenne, le gouvernement de "grande coalition" de l'Unione (avec sa "gauche radicale" et très radicale) applique à marche forcée les plans de l'Union européenne, le processus de décomposition-destruction-explosion des partis se poursuit.

Et ce processus affecte particulièrement les partis historiquement issus du mouvement ouvrier, notamment ceux issus du Parti communiste italien (PCI) (parti qui a été puissant s'il en est) (1).

En effet, tandis que DS prépare avec la Margherita (démocrates-chrétiens, "parti" de Prodi) la constitution d'un Parti démo-

(1) Le PCI était effectivement un parti très puissant. Il a été le parti du "compromis historique". Après la chute du Mur de Berlin, il s'est transformé en Parti des démocrates socialistes, puis en Parti des démocrates de gauche. Le Parti de la refondation communiste est issu d'une scission du PCI et a été constitué en 1991.

crate “à l’américaine”, le PRC, issu lui aussi du PCI, convoque au mois de mars une conférence constitutive en Italie du Parti de la gauche européenne. Le leitmotiv du document préparatoire à cette conférence est “*la crise de la forme parti dans le contexte du système politique italien*”. Enfin, une autre partie de DS se prépare à scissionner, pour constituer un pôle “Refondation socialiste” avec une partie du PRC. Nous verrons plus loin comment le SU participe de ce processus.

DS POUR LA CONSTITUTION DU PARTI DÉMOCRATE “À L’AMÉRICAINÉ”

DS, issu du PCI, aujourd’hui membre de l’Internationale socialiste, joue un rôle décisif dans le gouvernement Prodi. D’Alema, vice-président du Conseil, hier fauteur de guerre au Kosovo et aujourd’hui en Irak et en Afghanistan, est un soutien décisif de Condoleezza Rice et de Bush, fervent partisan de l’OTAN et de l’extension des bases militaires américaines en Italie. De nombreux ministres DS participent au gouvernement, dont Damiano, qui y a un poste clé, celui de ministre du Travail. Tous, avec Prodi et Padoa Schioppa, ont été les artisans de la loi de finances maastrichtienne.

Piero Fassino, secrétaire national de DS, a présenté le 31 janvier une motion politique “*Pour le parti démocratique, pour le IV^e Congrès des Démocrates de gauche*”.

Une “démocratie gouvernante” au nom de l’économie de marché, de la “gouvernance mondiale”...

“Le Parti démocratique donnera à l’Italie une nouvelle saison de la démocratie... Une démocratie économique fondée sur la transparence des marchés... Une démocratie politique qui renouvelle la capacité des institutions à représenter une société complexe (...) (et) fasse la démonstration de sa capacité à décider, choisir et gouverner en assumant toutes les responsabilités nécessaires. En somme : une démocratie gouvernante expression d’une nouvelle culture de gouvernement. Un parti capable de faire marcher ensemble innovation de système, ouverture au marché et réorganisation du welfare (les droits sociaux).”

... un parti pour un pacte social associant les organisations syndicales aux plans de l’Union européenne !

« Un parti capable d’écrire un “pacte social” fondé sur l’innovation des entreprises, la modernisation de l’administration publique et la valorisation du travail. »

Les démocrates-chrétiens de Prodi, les socialistes, les libéraux, les écologistes et les mouvements associatifs... tous ensemble dans un parti “unitaire” !

« Une nouvelle façon de penser peut naître si les diverses cultures réformistes italiennes — socialiste, catholique démocratique, libérale démocratique, environnementaliste (...) »

fondent ensemble “*le Parti démocratique*”.

Avancer à grands pas vers la destruction de l’unité de la République italienne : un “Sénat des régions” conduisant à l’éclatement de la République italienne et de toutes les conquêtes qui y sont inscrites exigé par Bruxelles nécessite la destruction des partis.

Pour DS, il y a trop de partis !

“C’est très précisément l’extrême fragmentation politique — 23 partis siègent aujourd’hui au Parlement — qui rend instable, inefficace et clos sur lui-même le système politique de façon pérenne.”

La solution : relance du traité constitutionnel, les “grandes coalitions” partout.

“C’est exactement pour répondre à cette exigence qu’il faut le Parti démocratique (...). Pour construire cette Europe — à 50 ans du traité de Rome —, il est nécessaire de relancer avec force le processus d’adoption du traité constitutionnel européen en encourageant toutes les formes possibles d’implication des citoyens européens.”

LE PARTI DE LA REFONDATION COMMUNISTE (PRC) SE PRÉPARE À DEVENIR LE PARTI DE LA GAUCHE EUROPÉENNE

Le PRC (avec sa composante pabliste) est une pièce maîtresse, comme nous l’avons vu, du gouvernement Prodi. Il a été, avec son secrétaire général, Bertinotti,

un des organisateurs du Forum social européen de Florence, puis de celui de Paris. Il est président fondateur du Parti de la gauche européenne. Aujourd'hui, il est membre du gouvernement, Bertinotti ayant un poste clé en Italie, celui de président du Parlement (Ferrero étant quant à lui ministre de la Solidarité).

Ce parti, qui a représenté, pour des milliers de travailleurs et de jeunes, un espoir lors de sa constitution, semble, du fait de sa participation active au gouvernement maastrichtien, aujourd'hui en pleine crise, en pleine explosion.

Le PRC a pris, nous l'avons vu, une part active à la politique meurtrière du gouvernement Prodi, jouant le rôle indispensable des "radicaux", qui critiquent et votent en affirmant qu'ils ont "réduit les dommages". Le PRC se prépare, lors d'une conférence qui aura lieu au mois de mars prochain, à se transformer en Parti de la gauche européenne (PGE). Il s'agit d'un véritable tournant.

Franco Giordano, le nouveau secrétaire du PRC, interviewé par *Liberazione* fin décembre, donne clairement l'enjeu de la conférence constitutive du PGE italien. Il revendique comme positive la participation au gouvernement et déclare :

« Face à la "dégénérescence" de la politique due au berlusconisme, il nous faut mettre en œuvre les anticorps, qui ont un seul nom, les "mouvements", parce que la solution ne vient pas du seul gouvernement. »

Cette "gauche alternative", c'est la démocratie participative, les forums sociaux, c'est-à-dire la destruction du mouvement ouvrier organisé dans ses partis, ses syndicats ; il s'agit là de favoriser les "mouvements citoyens" dans lesquels disparaît la notion de classes antagonistes, pour "stimuler" avec des "anticorps" le gouvernement maastrichtien auquel le Parti de la refondation communiste participe.

POUR LE CONSENSUS SOCIAL

Face aux critiques qui surgissent de la part de nombreux militants et travailleurs sur la participation du PRC au gouvernement et ses conséquences, Giordano répond :

"Il faut retrouver le consensus social."

A propos de la "réforme" des retraites en préparation, qui est une question des plus délicates (le premier gouvernement Berlusconi avait chuté face à une grève générale sur les retraites), Giordano propose :

"Nous devons nous confronter avec les syndicats et qu'elle soit approuvée par les travailleurs. Nous devons nous appuyer sur une dynamique sociale et syndicale avancée, contre une politique inconsistante. La poussée sociale ne peut se substituer à la poussée politique, elles doivent se coordonner avec la politique, trouver l'interface."

Cette politique a un nom, sous le nouveau vocable de "gouvernance démocratique", c'est-à-dire le totalitarisme, le corporatisme cher à l'Union européenne, qui vise à transformer les organisations syndicales en acteurs-décideurs de la mise en œuvre de la politique de Bruxelles, en l'occurrence du sommet de Barcelone sur les retraites.

Le PRC, comme le précise le document préparatoire à la conférence, revendique sa participation au gouvernement. Notons que, dans tout ce document, il n'y a aucune critique de Romano Prodi, il n'est même pas cité, pas plus d'ailleurs que ne le sont les mots directives européennes ou traité de Maastricht.

UNE "THÉRAPIE DE CHOC" CONTRE L'EXISTENCE DES PARTIS

La première phrase du document donne le ton :

« La crise de la politique et la forme spécifique que celle-ci prend en ce qui concerne le système politique et la forme "parti" investissent aussi les forces qui se battent pour le changement. Refondation n'est pas en dehors de cette crise. »

Il faut donc une "thérapie de choc", et "la crise de la forme parti dans le contexte de la crise du système politique italien" est le leitmotiv de ce texte.

Un chapitre du document explicite ce que signifie le Parti de la gauche européenne :

"Le PGE est l'unique force politique en Europe à avoir eu des positions unitaires sur des thèmes discriminants comme la

guerre et le traité constitutionnel libéral (...). C'est justement grâce à cette opération politique que le non au traité a pris un caractère fortement de gauche, spécialement là où, comme en France, il a été soumis au vote populaire."

Certes, le PRC s'est prononcé contre le traité constitutionnel, "en l'état".

Mais notons que le PRC, qui a effectivement été l'un des organisateurs des grandes manifestations contre la guerre en Irak, a voté par deux fois au Parlement les crédits de guerre en Afghanistan et la mission au Liban, y compris la composante pabliste du PRC.

Notons également que le PRC n'a **jamais** mené campagne contre le "traité", n'en a même jamais parlé dans son quotidien national, *Liberazione*, lorsque le traité constitutionnel était soumis au Parlement italien. Normal, Bertinotti et le PRC préparaient l'Unione avec Romano Prodi, ex-président de la Commission européenne ! Notons également que sa composante pabliste, elle non plus, n'a jamais publiquement mené campagne de quelque manière que ce soit pour le non au traité constitutionnel. Normal, le SU aussi préparait la constitution du gouvernement de l'Unione avec Prodi !

Pas étonnant, d'ailleurs, puisque

"le PGE est le sujet politique qui, en Europe, exprime l'inspiration de la construction d'un autre monde possible, d'une autre Europe (...). Nous voulons traduire dans la réalité de notre pays la nécessité d'une subjectivité politique qui exprime le nouvel européisme populaire de gauche."

"Une autre Europe possible" dans le cadre du traité de Maastricht et en étant partie prenante active du gouvernement de Prodi !

QU'EST-CE QUE CE PARTI DE LA GAUCHE EUROPÉENNE ?

"Nous avons lancé le projet de construction d'un nouveau sujet. Nouveau surtout par rapport à la forme parti. Nous proposons une expérimentation concrète dans la direction d'une innovation des formes et de l'action politiques. Nous proposons un assemblage

de groupes dirigeants de parti et-ou de grandes associations, nous ne demandons pas à d'autres d'être cooptés dans le Parti de la refondation communiste, nous ne voulons pas dissoudre le PRC."

Il faut une "maison de la gauche européenne", un "réseau polycentrique", un "assemblage où tous peuvent se retrouver".

Il s'agit ainsi d'aller vers la décomposition du mouvement ouvrier et de ses organisations, de transformer syndicats et partis en ONG, en un "mouvement citoyen" qui nie l'existence des classes aux intérêts contradictoires et tout simplement le droit aux citoyens de constituer, comme ils l'entendent, des partis pour défendre leurs points de vue politiques forcément divers.

Rappelons que le Parti de la gauche européenne a été constitué à Athènes en octobre 2005 et qu'il comprend de nombreux partis, dont le PCF français, le PCE espagnol, Die Linke d'Allemagne et de nombreux PC des pays de l'Est. Le PGE est un "parti" reconnu par l'Union européenne, dont il reçoit à ce titre des subsides conséquents. Rien d'étonnant, là encore, puisque la destruction des partis constitués à travers l'histoire de la lutte des classes, le combat pour la démocratie, dans le cadre des nations, intégrant toutes les conquêtes sociales, est dictée par l'Union européenne.

L'Union européenne, le 11 novembre 2003, avait publié dans le *Journal officiel* de l'Union européenne le "règlement CE 2004/2003 du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 4 novembre 2003 relatif au statut et au financement des partis politiques au niveau européen".

Les considérants de ce règlement soulignent :

"1. L'article 191 du traité indique que les partis politiques au niveau européen sont importants en tant que facteur d'intégration dans l'Union et qu'ils contribuent à la formation d'une conscience européenne et à l'expression de la volonté politique des citoyens de l'Union (...).

4. Afin de pouvoir identifier un parti politique au niveau européen, il est important de fixer certaines conditions. Il est notamment nécessaire que les partis politiques au niveau européen respectent

les principes sur lesquels l'Union est fondée, qui sont repris par les traités et qui ont été reconnus par la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne."

Ainsi donc, un parti n'est-il reconnu par l'Union européenne (qui, par ailleurs, le finance avec largesse) que s'il se situe dans le cadre du traité de Maastricht. La transformation du PRC en Parti de la gauche européenne, ainsi financé par l'Union européenne, constitue effectivement un véritable tournant.

(Il ne s'agit pas d'une question italienne. En France, dans la campagne présidentielle, se retrouve la même offensive contre l'existence des partis. Ainsi, le PCF mène campagne autour de sa candidate dite des "collectifs antilibéraux" et supprime tout sigle, toute référence au PCF.)

VOTER EN INTERNE, MAIS CRITIQUER EN EXTERNE !

C'est dans ce cadre que le SU, en Italie, composante du Parti de la refondation communiste, a présenté un texte "alternatif" pour préparer la conférence nationale du PRC (qui a recueilli 14 voix au comité politique national) et vient de tenir à la fin du mois de janvier une conférence constitutive d'une association Sinistra Critica interne-externe.

Le Parti de la refondation communiste est en crise. Il existe une contradiction énorme entre, d'une part, la direction, les ministres du gouvernement, Bertinotti, et, d'autre part, la masse des travailleurs, de la population, qui a chassé Berlusconi et sa politique pro-européenne, fait plusieurs grèves générales, fait grève et manifesté contre la loi de finances.

Nous l'avons vu, le SU n'hésite pas à voter les crédits de guerre comme la loi de finances. Mais en Italie comme dans tous les pays de l'Union européenne, l'offensive brutale contre la classe ouvrière, les peuples et les nations entraîne, malgré les obstacles des appareils, une forte résistance de la classe ouvrière pour sa survie face au chaos. Le gouvernement Prodi, issu du vote qui a chassé Berlusconi (et donc, contre la politique qu'il a menée au nom

de l'Union européenne), est fragile. Aussi, le SU se prépare-t-il à toutes les éventualités, à celle du "dédoublé légitime", tel que l'ont pratiqué, il y a peu, les membres du SU au Brésil (2).

C'est la signification de la constitution les 27 et 28 janvier de "l'association interne-externe" Sinistra Critica, où ont participé des orateurs comme Cannavo, Malabarba, Turigliatto, et en présence de Cremaschi (dirigeant de la fédération de la métallurgie CGIL, la FIOM, minorité de la CGIL) et de Daniel Bensaid pour la LCR de France.

Sinistra Critica est une "opposition interne". Les deux élus, Cannavo et Turigliatto, qui ont voté les crédits de guerre et la loi de finances, ont présenté au comité politique national du PRC une motion de Sinistra Critica, publiée dans les documents préparatoires à la conférence du PRC du mois de mars prochain.

LE PARTI DE LA GAUCHE EUROPÉENNE "NE CONVAINC" PAS LE SU, MAIS PEU DE CHOSE LE SÉPARE DE LA MAJORITÉ DU PRC

Plus que jamais, les forums sociaux :

"L'heureuse saison née de Gênes ouvrait de grandes potentialités. Il s'agissait, en fait, de construire une gauche réellement alternative non seulement au libéralisme, mais aussi au capitalisme. A Gênes et à Florence, le PRC jouait un rôle actif au sein de la gauche européenne anticapitaliste et une alternative à la social-démocratie, exprimée tant sur le plan parlementaire que sur le plan de gouvernement."

Le SU joue un rôle majeur dans les forums sociaux, comme facteur de décomposition du mouvement ouvrier, de son ONGisation. C'est la place qu'il revendique : "un nouveau mouvement ouvrier", la destruction des partis et des organisations syndicales dissous dans "le mouvement des mouvements". Le PRC se revendique des forums sociaux, comme sous une autre forme il se revendique de la CES et de

(2) Lire l'article "La Vérité a 75 ans", *La Vérité*, n° 38-39, août 2004.

la nouvelle Confédération syndicale internationale (CSI), qui a été partie prenante du Forum social de Nairobi (3).

Le SU prend position pour un “parti européen”, supranational,

“un parti de lutte et non de gouvernement, interne au mouvement, un parti européen capable de construire une dimension européenne”.

Il faut donc un parti européen, un parti dont les règles sont fixées par l’Union européenne. Le SU, comme la majorité du Parti de la refondation communiste, comme tous les “antilibéraux” d’Italie et d’ailleurs, comme la CES, est un acteur essentiel pour une “autre Europe possible”... dans le cadre du traité de Maastricht !

Sinistra Critica émet des réserves sur la participation du PRC au gouvernement :

« La conférence du PRC est l’occasion d’une confrontation. Le parti se trouve dans une situation très délicate : à l’intérieur d’un gouvernement qui ne réussit pas à opérer une réelle discontinuité avec les gouvernements précédents (...). Les premiers 8 mois du gouvernement Prodi offrent en fait des éléments de jugement inégaux (...). Le parti a du mal à gérer “la lutte et le gouvernement”. »

Ou bien encore :

“Le Parti de la refondation communiste choisit pour la première fois d’être dans le gouvernement (...). Les premières mesures du gouvernement sont décevantes et contraires aux attentes générales. Il apparaît que les politiques sociales et militaires sont dictées par un libéralisme modéré” (séminaire de Sinistra Critica, octobre 2006).

Sinistra Critica émet donc des réserves sur la participation au gouvernement, et, pourtant, vote. La politique de Prodi, l’ex-président de la Commission européenne, politique de destruction de tout ce qui a été conquis, au nom de l’Union européenne, serait simplement “décevante”, “libérale modérée”, avec des “résultats inégaux” !

Dans ces critiques, elles aussi fort modérées, à aucun moment il n’est fait référence à l’Union européenne, à la politique maastrichtienne du gouvernement Prodi. Le texte ne dit pas un mot sur les deux votes de confiance au gouvernement Prodi.

L’OPPOSITION EXTERNE

La constitution de l’association Sinistra Critica,

“interne et externe au PRC, qui agira de manière autonome, pourra débattre avec toutes les composantes de la Gauche européenne, mais aura surtout en son centre l’activité dans les mouvements en particulier, comme la lutte contre la guerre”.

Sur la situation actuelle, Sinistra Critica critique la politique de l’Europe, qui remet en cause “des droits du travail conquis à la fin de la Seconde Guerre mondiale”.

Aucune référence n’est faite à l’origine de toutes ces mesures anti-ouvrières, l’Union européenne.

Le gouvernement est caractérisé comme dépendant des

“politiques économiques et financières aux règles néolibérales de l’UE, qui mettent au centre l’entreprise, la concurrence, la réduction du coût du travail, l’assainissement de la dette contre l’Etat social”.

Des “règles ultralibérales”, mais, à nouveau, pas un mot sur la nécessaire rupture avec les directives européennes et le traité de Maastricht.

“A distance de 10 mois, nous croyons que l’heure est arrivée d’un premier bilan de la participation du PRC à l’exécutif. Tant d’éléments politiques, économiques, nous amènent à affirmer que nous sommes dans un contexte où le PRC doit prendre en considération le retrait de sa délégation de l’actuel gouvernement et en tout cas de décider de voter contre le renforcement de la mission en Afghanistan et de proposer ce même vote aux forces alternatives.”

Le PRC doit prendre en considération... mais en attendant... le Secrétariat unifié vote, imperturbable, les crédits de guerre.

En aucune manière il ne s’agit de déga-ger une issue pour les masses :

“L’association est un instrument en plus, qui veut rassembler des énergies pour construire une critique constante

(3) Lire la résolution sur la CSI adoptée au Sixième Congrès mondial de la IV^e Internationale et publiée dans *La Vérité*, n° 53.

aux injustices du système capitaliste et aux banalités de son idéologie, et surtout contribuer au conflit social, à la participation démocratique aux luttes.”

Il faut “critiquer les injustices du système capitaliste”, mais le carcan de Maas-tricht, il ne faut pas y toucher !

LE SU PARTICIPE DE LA DÉCOMPOSITION DU PRC, DES PARTIS

Selon le SU, le PRC est à “la fin d’un cycle” :

« Après les phases de résistance, puis celle des mouvements, nous vivons aujourd’hui la “troisième phase de la refondation”, celle qui peut amener à sa dissolution ou un pas en avant vers une refondation axée sur la révolution sociale, l’opposition à la gauche social-libérale. »

« Au moment où Refondation “prend le pouvoir” en entrant au gouvernement, il accomplit une modification radicale dans sa propre histoire. Au-delà des opinions diverses, un cycle se clôt. Refondation n’est plus et ne sera plus comme avant. »

« Nous ne voulons en aucun cas d’une “refondation socialiste”. PRC est né en 1991 et a accompli jusqu’en 1998 une phase de résistance. Puis, il est allé de Seattle à Gênes vers la vraie refondation. Aujourd’hui, la troisième étape est en jeu, qui ne peut être celle de la participation au gouvernement, mais dans le renforcement de la perspective anticapitaliste révolutionnaire. Sans cette possibilité, Refondation meurt. »

Une association, pas un parti.

A partir de ce constat sur le PRC, s’agit-il d’ouvrir une issue vers une représentation politique de la classe ouvrière ? A cette étape, il n’en est pas question.

En conséquence, dit la motion adoptée à l’issue de la conférence constitutive de l’association externe-interne,

“l’association que nous constituons formellement aujourd’hui naît dans un contexte de grandes potentialités et de grands risques. C’est une association, pas un parti, une articulation différente de notre intervention.”

Il ne s’agit surtout pas, pour le moment, de construire un parti, et

“nous n’envisageons aucune séparation du PRC, nous continuons à travailler pour que le PRC sache faire un bilan et changer. C’est pour cela que nous avons fait un texte alternatif pour la conférence du PRC.”

En Italie, le SU se prépare à une situation à la brésilienne. Au Brésil, Miguel Rossetto (membre du SU) était ministre de la Réforme agraire ; son poste lui permettait de couvrir les assassinats de paysans sans terre, mais des voix s’élevaient au sein même de son organisation, le SU, pour le critiquer. Ces responsables “critiques” avaient alors quitté le PT et constitué le PSOL contre le PT. Le PSOL avait appelé à voter contre le PT au deuxième tour de l’élection présidentielle. Sa candidate, la très progressiste Heloïsa Helena, s’était prononcée contre la dépénalisation de l’avortement !

En Italie, on peut voter les crédits de guerre et la loi de finances, être partie prenante du gouvernement Prodi et être externe. Cette position “interne-externe” a-t-elle pour but de briser, en se réclamant frauduleusement de la IV^e Internationale, toute résistance de la classe ouvrière sur un terrain d’indépendance de classe, pour la défense des intérêts ouvriers et démocratiques, contre la barbarie que veut imposer l’impérialisme pour la survie du système pourrissant de la propriété privée des moyens de production ?

Dans cette situation où tous les partis politiques issus du mouvement ouvrier sont en voie de s’autodétruire, s’appuyant sur la volonté de survie de la classe ouvrière et du peuple italiens contre la politique destructrice de l’Union européenne, des milliers de militants, de cadres, rejetant cette soumission, cherchent une issue.

La IV^e Internationale a de grandes responsabilités. Elle cherche à ouvrir cette issue à partir d’une orientation indépendante, sur la ligne du front unique, pour aider à l’unité autour des revendications vitales de la classe ouvrière, pour la rupture avec l’Union européenne. Regroupée avec des militants de toutes origines dans le comité “pour la défense de la démocratie, des services publics, pour l’unité de la République italienne, pour la rupture avec l’Union européenne, pour l’union

libre des peuples d'Europe", elle mène campagne pour l'unité la plus large autour de l'appel "Nous lançons un cri d'alarme, il faut immédiatement stopper dans toute l'Europe la destruction accélérée de tous les systèmes de santé publique" et prépare la délégation aux institutions de Bruxelles le 31 mars 2007.

Au-delà, et travers ce combat constant pour l'indépendance de la classe ouvrière et de ses organisations, il s'agit d'entrer dans la discussion ouverte par une large couche de militants et de travailleurs, qui, en Italie aujourd'hui, posent le problème de la constitution d'un nouveau et authentique parti des travailleurs. Lequel, à notre avis, ne peut reposer sur une autre base

que la rupture avec les institutions de l'Union européenne.

Plus que jamais, en Italie comme ailleurs, deux logiques s'affrontent : d'une part, celle du régime de l'exploitation capitaliste, qui, dans la recherche d'un "coût du travail" toujours plus bas, détruit toutes les conquêtes arrachées par la classe ouvrière et ses organisations dans le cadre des nations ; d'autre part, celle de la classe ouvrière, des jeunes, des peuples et de l'humanité tout entière, qui veulent vivre, en finir avec l'exploitation et l'oppression.

Marie-Claude Schidlower

Le peuple italien veut la paix, il n'a pas chassé Berlusconi pour que se poursuive la même politique de guerre contre les peuples

Prodi, président du Conseil, ex-président de la Commission européenne, est aux ordres de Bush. Condoleezza Rice, au lendemain du vote des crédits de guerre, "exprime les remerciements des Américains au gouvernement italien pour les difficiles décisions qu'il a prises sur l'Afghanistan et sur les bases américaines" (*Il Corriere*, 26 janvier).

Prodi et son gouvernement aux ordres de Maastricht mènent une politique d'agression sans précédent contre la classe ouvrière, le peuple et la nation italienne. Cette politique de guerre contre le peuple italien est une politique de guerre contre tous les peuples au compte de l'impérialisme américain, de la "guerre sans fin" de Bush.

Prodi vient de décider l'extension de la base américaine de Vicenza (base militaire américaine pour l'Europe du Sud) et de nouvelles rallonges budgétaires pour la base américaine de Signorella. Immédiatement, l'ambassadeur américain déclare qu'il a "beaucoup apprécié le choix de Prodi". "L'Italie risque de devenir un porte-avions américain", déclare un député du PRC, Elettra Deiana. Elle a raison... mais cela n'empêche pas son parti d'être membre du gouvernement et de la majorité parlementaire !

Aussitôt après cette décision, des milliers de manifestants ont défilé à Vicenza pour exiger l'annulation de cette mesure. Sur les banderoles, on pouvait lire : "Honte" ; "Gouvernement Prodi, gouvernement de guerre." Parmi les manifestants, on comptait de nombreux militants du Parti de la refondation communiste, dont les responsables de la section de Vicenza. L'un d'eux, interviewé dans *La Repubblica*, déclare : "Nous allons vers la restitution des cartes de nos 500 adhérents." Les militants opposés à l'extension des bases américaines en Italie dénoncent ainsi le rôle joué par leur organisation au gouvernement. Loi de finances, politique de guerre, de soumission à l'impérialisme américain... Une crise réelle s'ouvre dans le Parti de la refondation communiste.

Bertinotti, ex-secrétaire général du PRC, président du Parti de la gauche européenne et président de l'Assemblée nationale, pro-Union européenne, considère que l'Europe et l'Italie doivent, au sein même de l'Europe, conquérir "une autonomie de l'Europe par rapport à d'autres puissances mondiales". Il ajoute : "Il me semble que l'Europe commence à s'engager dans cette voie."

Il déclare que, personnellement, il n'est pas pour l'extension de la base militaire ; d'ailleurs, comme président de l'Assemblée nationale, il a le pouvoir de présenter une motion pour deman-

der l'annulation de la décision. Pourtant, il ne le fait pas et précise qu'il invite "à écouter le peuple de Vicenza", même s'il pense "qu'il soit très difficile de trouver une solution" (*Il Corriere*, 21 janvier). Et de toute façon, "comme président, il a obligation de ne pas entrer dans le cœur des questions", car "la durée du gouvernement est fondamentale".

Dans le même temps, le Conseil des ministres a adopté le refinancement de la mission militaire en Afghanistan. Ferrero, ministre du Parti de la refondation communiste, un ministre Vert et un du PDCI se sont abstenus. Qui ne dit mot consent.

Ce refinancement doit être présenté dans les prochains jours au Parlement (rappelons qu'il y a six mois, toutes les composantes du gouvernement Prodi, dont les membres du SU, ont voté ces crédits de guerre).

Franco Giordano, secrétaire général du Parti de la refondation communiste, interrogé dans *Liberazione* sur le vote des députés et sénateurs du PRC, déclare : "Le décret du Conseil des ministres doit être modifié, il faut une mission civile et une conférence internationale de paix en présence de l'Iran et du Pakistan." Massimo D'Alema, ministre des Affaires étrangères (DS), convoque pour les 17 et 18 février une conférence sur l'Afghanistan, avec le Premier ministre Karzaï, "dans laquelle ont parlera aussi du tournant" (*La Repubblica*, 21 janvier).

Pas question, donc, de retrait des troupes militaires, et tous sont d'accord, Giordano comme D'Alema, pour une "conférence de paix", qui répond précisément aux vœux de Bush dans le cadre du plan Baker, ce qui signifie immédiatement l'envoi de 20 000 soldats supplémentaires en Irak.

Au Sénat, c'est la motion de la CDL (le parti de Berlusconi) qui a obtenu la majorité. "Nous approuvons les communications du gouvernement" contre la motion présentée par l'Unione : "Ayant pris connaissance des communications du gouvernement et du débat ouvert au sein de l'opinion publique, demande une conférence de l'administration de la défense nationale et des forces armées, des régions et collectivités locales afin d'arriver à une solution qui sauvegarde les intérêts de la défense nationale et ceux tout autant légitimes des populations locales." Pas question, donc, de retrait des troupes ni de fermeture des bases militaires américaines.

Des millions d'Italiens s'étaient mobilisés contre la guerre en Irak, contre la politique de Berlusconi en Irak, pour le retrait des troupes. Ce sont les mêmes millions d'Italiens qui ont fait grève, manifesté et chassé Berlusconi et sa politique dictée par l'Union européenne. Aujourd'hui, ces millions d'Italiens refusent toujours la guerre.

Et ce sont 200 000 travailleurs et jeunes, qui, malgré la politique de tous les partis membres du gouvernement, malgré tous les obstacles dressés, les menaces de violence, l'énorme mobilisation policière, ont manifesté le 17 février à Vicenza.

Toute la presse reconnaît que la manifestation a été pacifique : "Une manifestation tout entière contre le gouvernement Prodi et l'armée américaine" (*La Repubblica*, 18 février). "Vicenza n'est pas américaine", "L'Italie hors de l'OTAN", criaient les manifestants. Des pancartes montraient Prodi avec l'uniforme américain.

Le soir même de la manifestation, Prodi déclare que "la ligne ne changera pas". Il explique que "le gouvernement a dit et continuera à dire son non en cohérence avec les lignes générales de politique intérieure et extérieure qu'il s'est engagé à appliquer" (*La Stampa*, 18 février).

Le PDCI, qui participait à la manifestation, déclare : "Un gouvernement ne chute pas pour une base", tandis que Franco Giordano, au nom du Parti de la refondation communiste, qui appelait également à la manifestation, rassure Prodi : "Ici, personne n'est contre le gouvernement."

Le peuple italien a une nouvelle fois manifesté pour la paix, pour le retrait des troupes d'Afghanistan, pour l'arrêt de l'implantation des bases militaires américaines, comme il l'a fait pour défendre ses droits, toutes ses conquêtes sociales, contre la loi de finances dictée par Maastricht.

Membre du gouvernement, la "gauche radicale" critique... mais vote et réaffirme son soutien et sa participation au gouvernement Prodi.

C'est cette contradiction entre la classe ouvrière italienne, le peuple italien, et la politique du gouvernement Prodi qui doit être tranchée. Cela se peut-il sans dégager une issue fondée sur la rupture avec l'Union européenne, relais de l'impérialisme américain ?

Dernière minute

A l'heure où nous mettons sous presse, ce 22 février, Romano Prodi, président du Conseil italien, vient de remettre sa démission au président de la République, Giorgio Napolitano.

Romano Prodi a été mis en minorité au Sénat sur sa politique étrangère, obtenant 158 voix sur les 160 nécessaires (des sénateurs à vie se sont abstenus, ainsi que Rossi, ex-PDCI ; quant à Turigliatto, sénateur de Sinistra Critica, il est sorti au moment du vote et a annoncé sa démission de son poste de sénateur).

Une crise politique est ouverte, produit de la contradiction entre les aspirations des masses, qui ont chassé Berlusconi, et la politique du gouvernement Prodi mettant en œuvre la politique de l'Union européenne et de Washington (l'*International Herald Tribune* en profite pour mettre en cause "un système politique qui ne fonctionne plus" du fait du poids des partis politiques).

C'est le ministre des Affaires étrangères et vice-Premier ministre, Massimo D'Alema (DS), qui présentait la politique étrangère du gouvernement Prodi, une politique tout entière tournée contre les 200 000 manifestants rassemblés à Vicenza le 17 février.

A propos de la mission militaire en Afghanistan, il a déclaré : "Il s'agit de la paix, d'une mission politique et civile, le retrait des troupes nous éloignerait de l'Union européenne, nous isolerait."

A propos des bases de Vicenza : "Révoquer cette autorisation aurait été un acte hostile de notre part à l'égard des Etats-Unis" (L'Express en ligne, 21 février).

La motion de l'Unione présentée par D'Alema : "Le Sénat, après avoir entendu les communications du ministre D'Alema sur la politique étrangère inspirée du respect de l'article 11 de la Constitution, du rôle prioritaire de l'Union européenne, de la reconnaissance du rôle de l'ONU et des alliances internationales, les approuve."

Massimo D'Alema avait déclaré : "Si vous n'acceptez pas, le gouvernement rentre à la maison."

France 2 en ligne, le 21 février, note : "Après cet échec, le gouvernement n'était pas obligé de démissionner, car il n'avait pas engagé la question de confiance."

Romano Prodi a donc choisi de démissionner. Il préconise : "Il faut un accord en béton", pour pouvoir former "un gouvernement fort", afin de poursuivre la politique qu'il a décidée comme ancien président de la Commission européenne.

Franco Giordano, secrétaire général du PRC, déclare, peu après le vote au Sénat, que le PRC votera la confiance au gouvernement : "Je pense qu'il n'y a pas d'alternative et que les conditions sont là pour aller de l'avant."

Rossi, un des sénateurs qui s'étaient abstenus, déclare lui aussi qu'il votera la confiance.

Et Turigliatto ? Durant le débat au Sénat (La Repubblica en ligne, 21 février), il déclare à 12 h 14 : "Pour le moment, je reste ferme sur mon choix de sortir du Sénat. Mais si D'Alema déclarait sur Vicenza qu'il y a une suspension pour aller parler avec la communauté de Vicenza, en ce cas, je voterais la motion." Selon L'Humanité, "Turigliatto a expliqué qu'il soutiendrait la reconduction de la mission en Afghanistan (...) à la condition que D'Alema accepte de négocier sur Vicenza." La Repubblica précise : "A 13 h 47, D'Alema n'ayant pas décidé la suspension, Turigliatto annonce qu'il sortira et remet sa démission de sénateur." Certes, on ne peut que se féliciter qu'après avoir tout voté, le sénateur du Secrétariat unifié ne l'ait pas fait cette fois-ci. Mais où est l'issue ?

Ce 22 février est publié sur le site de Sinistra Critica une motion de soutien à Turigliatto : "Nous ne sommes pas heureux de ce qui est arrivé (...). Changer de politique est l'unique voie que le gouvernement a devant lui pour retrouver la confiance." Il n'est nullement question de remettre en cause le vote de confiance au gouvernement émis par Turigliatto sur la loi de finances mastrichtienne. Sinistra Critica préconise que le gouvernement Prodi "change de politique".

Mais y a-t-il une issue pour la classe ouvrière, le peuple, en Italie comme dans tous les pays d'Europe, sans avancer dans la voie de la rupture avec l'Union européenne et Maastricht ?

A nouveau, l'Allemagne au centre de la lutte des classes en Europe

Éléments pour un bilan intermédiaire après quinze mois de "grande coalition"

Par Max Schumacher et Werner Uhde

Immédiatement après l'accord conclu en Allemagne en octobre 2005 entre la CDU-CSU d'Angela Merkel et le SPD de Frantz Müntefering pour constituer un gouvernement de "grande coalition", *La Vérité*, n° 46, citait le commentaire d'une conseillère du département d'Etat américain à l'*International Herald Tribune*. Cette dernière déclarait :

« L'accord pour la formation d'une "grande coalition" donne à entendre qu'il y a une base pour un train de réformes économiques sur une voie dont aussi bien l'Europe que les Etats-Unis tireront profit. »

Daniel Gluckstein lui rétorquait (1) :

« C'est bien de cela qu'il s'agit. Mais quel sera le résultat ? Le 18 septembre, la classe ouvrière allemande a — malgré et contre Schröder — donné sa voix au SPD pour dire : "Nous voulons vivre !" Est-elle prête à tolérer passivement les attaques meurtrières que lui prépare sans aucun doute le gouvernement

d'Angela Merkel ? La participation de ministres SPD à ce gouvernement suffira-t-elle à bloquer le mouvement dans lequel les ouvriers, les syndicalistes et les camarades sociaux-démocrates essaient d'organiser leur légitime défense ? A nouveau, l'Allemagne est au centre de toutes les luttes de classe en Europe. »

Quinze mois après la signature du traité de coalition, nous voulons essayer de répondre aux questions ainsi soulevées.

I. TOUTE DÉCISION DU GOUVERNEMENT PROVOQUE LA RÉSISTANCE DE LA CLASSE OUVRIÈRE, IMMÉDIATEMENT

L'encre du traité de coalition n'était pas encore sèche que le gouvernement,

(1) Daniel Gluckstein, "Nouvelles notes sur le front unique", *La Vérité*, n° 46, octobre 2005, p. 21.

dès janvier 2006, se voyait sous le feu d'incessantes grèves, manifestations et actions de résistance de presque tous les secteurs, des services publics aux travailleurs de l'industrie. A partir de février 2006, les personnels hospitaliers, les soignants et les médecins font grève contre les baisses de salaires, les réductions de postes de travail, et pour la défense du système de santé, contre le cours suivi par le ministre SPD de la Santé, Ulla Schmidt. Parallèlement, des grèves se déroulent dans les services publics des Länder pour la défense de la convention collective nationale (2), contre son éclatement en autant de conventions collectives régionales ou communales. Ces grèves touchent aussi les établissements scolaires...

Le 7 avril 2006, la grève de Gate Gourmet, à l'aéroport de Düsseldorf, se termine après six mois de combats. Elle contraint Gate Gourmet et le Texas Pacific Group à renoncer à son objectif de baisser de 10 % les salaires.

A l'automne dernier, la direction du DGB (confédération syndicale d'Allemagne) appelait, le 21 octobre 2006, à des manifestations dans toute l'Allemagne pour "*faire pression*", afin "*d'infléchir*" la politique sociale du gouvernement de "grande coalition".

220 000 manifestants se sont saisis de l'appel de leur organisation et ont bouleversé les rassemblements que la direction syndicale avait prévu d'organiser, de concert avec les ONG et la "société civile".

La classe ouvrière organisée, en s'engouffrant dans ces rassemblements derrière les banderoles de ses syndicats, se les réappropriant, a transformé la journée en impressionnantes manifestations, montrant sans ambiguïté qu'elle n'était pas prête à accepter la destruction impulsée par le ministre de la Santé, Ulla Schmidt, au service d'Angela Merkel, des systèmes de sécurité sociale, en particulier de l'assurance maladie publique, sur l'autel de l'Union européenne.

Des milliers de travailleurs ont, dans le cadre de ces manifestations, signé l'appel à l'initiative de sociaux-démocrates et de syndicalistes s'adressant aux députés du SPD pour leur enjoindre de voter non à la réforme de la santé. Tous ceux qui signaient savaient qu'en le faisant, ils re-

mettaient en question la place du SPD dans la "grande coalition", dont le seul but est de faire passer le programme dicté par l'Union européenne.

A l'heure où nous écrivons cet article, les étudiants manifestent contre les frais d'inscription, les mineurs cessent le travail pour manifester à plus de 10 000 le 1^{er} février pour la défense de leurs mines dans la Ruhr et la Sarre, contre les décisions du ministre des Finances, Peter Steinbrück (SPD), et de la CDU-CSU, qui veulent — en application des consignes de l'Union européenne — supprimer toutes les subventions de l'Etat aux mines de houille en Allemagne et mettre un terme définitif à leur exploitation.

A peine le vice-chancelier social-démocrate, Frantz Müntefering, s'était-il déclaré prêt à exécuter les exigences formulées par l'OCDE et l'Union européenne, et à reculer l'âge du départ à la retraite, à peine avait-il annoncé qu'il présenterait un projet de loi allant dans ce sens que 250 000 métallos répondaient aux consignes de leur syndicat, l'IG-Metall. Dans toute l'Allemagne, ils ont manifesté contre la retraite à 67 ans.

Au même moment, c'est à plus de 25 000 qu'à nouveau, à l'appel de l'IG-Metall, les travailleurs d'Airbus ont manifesté contre les menaces de destruction de leur production en Allemagne du Nord.

Le 7 février, 25 000 travailleurs municipaux rejoignaient dans les rues de Berlin leurs collègues des entreprises d'approvisionnement en énergie déjà privatisées, pour manifester contre les plans dictés par l'Union européenne de dissociation, de mise en pièces de l'unité entre production, réseau et distribution de l'électricité et du gaz, encore en vigueur à Berlin.

Tous ces rassemblements, toutes ces manifestations et grèves ont le même contenu : la défense des conquêtes sociales arrachées par la lutte de classe, la défense des conventions collectives nationales, du système de sécurité sociale incluant l'assurance maladie et les retraites, reliées à la défense de l'indépendance des organisations de la classe ouvrière.

(2) La convention collective nationale des employés des services publics (BAT) jouait en Allemagne le rôle d'un statut.

En tant qu'organisations indépendantes et instruments de lutte de classe, elles demeurent l'obstacle majeur à la politique de la "grande coalition" et de l'Union européenne. En conséquence, le système soigneusement ajusté de répartition des rôles et des compétences entre le SPD et la CDU-CSU à l'intérieur de la "grande coalition" ne cesse de pousser la classe ouvrière à se heurter aux ministres sociaux-démocrates, Müntefering, Schmidt, Steinbrück... remettant en cause de fait la participation du SPD au gouvernement de "grande coalition".

Le fait que l'écrasante majorité de la classe ouvrière rejette la politique de la "grande coalition" au service de l'Union européenne est un trait majeur de la situation. Symétriquement, au fur et à mesure que la résistance de la classe prend forme, la pression augmente sur les directions des organisations de classe pour qu'elles s'intègrent dans la mise en œuvre de la politique de contre-réformes.

II. RÉFORME DU FÉDÉRALISME ET DESTRUCTION DE LA NATION

La "politique résolue de réformes" en Allemagne est, pour Merkel, la condition d'une présidence crédible du Conseil de l'Europe, car "il y va de la capacité d'avenir de l'Union européenne".

Soyons clairs, cette "capacité d'avenir" invoquée par Merkel exige avant tout une intégration plus poussée au dispositif mis en œuvre par l'impérialisme américain et sous la direction absolue de ce dernier. L'impérialisme américain doit absolument faire une percée en Europe. La "courageuse proposition", formulée par A. Merkel, d'établir une zone de libre-échange, un "marché intérieur transatlantique", qui garantisse au capital financier américain l'accès sans obstacle à l'Europe et à ses "partenaires" associés, répond à ce besoin, tout comme sa complète intégration dans la politique de guerre de Bush.

Cette politique exige l'accélération de la destruction des nations en Europe. Pour cela, il faut faire table rase des acquis sociaux de la classe ouvrière comme de ses conquêtes politiques inscrites dans le

cadre de la démocratie politique, telle qu'elle existe par exemple en Allemagne depuis la guerre.

Merkel a mis cet objectif au centre du programme de sa présidence du Conseil de l'Union européenne. C'est ainsi que, dix-huit ans après la réunification allemande, la nation est menacée de destruction.

L'effondrement social de l'est de l'Allemagne, provoqué par la privatisation-destruction de la production, baptisée "changement structurel", des années 1990, prend des aspects dramatiques. De la même manière, la mise en œuvre des contre-réformes comme la "réorganisation des systèmes de sécurité sociale", la désagrégation organisée des conventions collectives nationales et des relations normales et régulières de travail, ajoutées à la poursuite de la privatisation des services publics et à la liquidation des infrastructures sociales publiques qui restent de l'ancienne propriété sociale sont des crimes.

Que deviendraient ces Länder avec la "réforme du fédéralisme", qui vise à casser les institutions nationales, le système éducatif national, le système de santé, le statut unique des fonctionnaires ? Que deviendraient les citoyens de ces Länder privés du cadre juridique du "fédéralisme de coopération" (3), qui fait de l'unité des conditions de vie dans toute la République une obligation constitutionnelle ? Ils seraient définitivement condamnés à la misère la plus noire et à l'émigration forcée. Mais n'est-ce pas une préfiguration de ce qu'on veut faire de toute l'Allemagne ?

La "réforme du fédéralisme" est présentée officiellement comme une obligation pour rendre compatibles les institutions allemandes avec celles de l'Union européenne, le pacte de stabilité européen et le "fédéralisme de concurrence" devant les nouveaux principes constitutionnels imposés par Bruxelles.

Le 8 mars 2007, la commission pour la "réforme du fédéralisme II" doit se mettre

(3) La loi fondamentale allemande (Constitution) définit l'Etat fédéral comme un Etat social. Elle impose une règle de péréquation financière entre les Länder, afin que l'Etat fédéral garantisse une égalité d'accès aux droits sociaux pour tous les citoyens de la République fédérale.

au travail. La modification correspondante de la Constitution doit être adoptée d'ici à 2009, année électorale. Au nom du "pacte national de stabilité", l'Etat fédéral, les Länder et les communes seraient chacun directement soumis au diktat du pacte européen de stabilité et à sa politique de consolidation budgétaire. Les Länder deviendraient totalement autonomes. Dotés d'une "souveraineté fiscale", ils seraient poussés — de même que les villes et les communes — à une impitoyable course à la privatisation et à la liquidation de toutes leurs missions sociales, à un dumping social et sur les salaires sans comparaison avec ce qui se fait aujourd'hui.

Pour cela, il est prévu de remettre en cause le système de sanctions, déjà établi pour accompagner la première phase de la réforme du fédéralisme, qui répartit encore sur tous les Länder et sur l'Etat fédéral les sanctions encourues en cas de violation des critères de déficit. Les restes d'un fédéralisme de solidarité doivent être radicalement éliminés. Le Land — ou la commune — "responsable" de l'endettement doit supporter seul la sanction et éventuellement courir le risque d'être déclaré en faillite. Pour éviter cela, tout endettement devrait être empêché et interdit par un "système d'avertissement". Le gouvernement fédéral est chargé d'intervenir directement comme instrument subsidiaire de l'Union européenne dans les prérogatives budgétaires qu'avaient jusqu'ici les parlements des Länder et les conseils municipaux.

La Cour constitutionnelle fédérale de Karlsruhe a déjà anticipé cette situation par son jugement et son "programme de recommandations" adressé au Land de Berlin surendetté. Berlin est exclu du fédéralisme de solidarité, la capitale de l'Allemagne est interdite de toute solidarité entre Länder et exclue de toute assistance de la part de l'Etat fédéral. Interdit de tout nouvel endettement, le Land est sommé de privatiser et de vendre intégralement la propriété publique, d'arrêter le financement des missions de l'Etat au profit du financement des intérêts de la dette.

La situation de Berlin est illustrative de ce qui se passe dans toute l'Allemagne. La "grande coalition" CDU-CSU/SPD décide d'abandonner Berlin à la curée des spécu-

lateurs. Le gouvernement SPD-PDS (4) décide d'exécuter strictement les injonctions de la chancellerie.

Le PDS, qui se fait connaître dans toute l'Europe par ses discours "gauche" sur "l'Europe sociale" et qui siège dans le gouvernement du Land, déclare sans ambages :

"Sans aucun doute, Berlin poursuivra dans les années à venir ses efforts de consolidation comme prévu, en tenant compte de la dimension sociale (...). Il faut sans aucun doute que l'Etat fédéral intervienne aussi. Karlsruhe a insisté pour une réforme des relations financières entre l'Etat fédéral et les Länder. Nous en profiterons à fond pour poser ces problèmes dans la deuxième phase de la réforme du fédéralisme."

C'est exactement ce que veut le ministre fédéral des Finances, Steinbrück (SPD), qui, dans le gouvernement de "grande coalition", a pour fonction de se conformer aux exigences de l'Union européenne et d'imposer une consolidation renforcée du budget, dans le respect des critères de déficit et du pacte de stabilité européen.

III. À L'ORDRE DU JOUR : LE BRADAGE GÉNÉRAL DU SERVICE ET DE L'INFRASTRUCTURE PUBLICS

Pour ce qui est des services publics comme monopoles d'Etat — dont il ne subsiste pour l'essentiel que le chemin de fer (DB AG), la poste et Télékom —, il s'agit de les détruire, ou plutôt de détruire ce qu'il en reste, comme d'ailleurs les noyaux de fonctionnaires, avec leurs droits qui subsistent, bien que fortement entamés.

Télékom veut transférer 45 000 agents à des investisseurs financiers américains, et ainsi détruire les conquêtes contenues dans la convention collective. Les accords salariaux doivent être revus à la baisse et 32 000 emplois devraient disparaître d'ici à 2008.

(4) Le SPD (Parti social-démocrate) gouverne Berlin dans une coalition avec le PDS, parti issu de la SED, qui gouvernait la RDA avant la chute du Mur en 1989.

La poste doit, pour se conformer au diktat de l'Union européenne, être totalement libéralisée d'ici à 2007. Le gouvernement dicte aux 60 000 fonctionnaires un allongement du temps de travail de 38,5 heures à 41 heures. Parallèlement, ils subissent, ainsi que les 130 000 employés — qui n'ont pas le statut de fonctionnaires —, la pression massive de la concurrence privée, du dumping sur les salaires et les conquêtes sociales. 10 000 emplois sont directement menacés.

En ce qui concerne le chemin de fer, les externalisations, la régionalisation et les privatisations ont fait de la convention collective nationale un salmigondis de plus de 250 conventions...

Mais il est un aspect essentiel, qu'il nous revient de souligner pour tout le mouvement ouvrier européen : la mise en pièces de la poste a été accompagnée dès le début de la mise en pièces du syndicat des postiers, le DPG, au nom de sa "nécessaire intégration" dans le cadre du syndicat unifié des services, Ver.di. Tout cela pour réussir à casser la convention collective, qui, en Allemagne, tenait lieu de statut.

La même chose s'est produite avec le syndicat des cheminots, GdED, qui organisait les cheminots de toute l'Allemagne. L'organisation qui lui a succédé contenait déjà dans son nom les éléments annonçant le démontage voulu par l'Union européenne, comme le prouvent les lettres TSN (pour transport, rail et réseau) figurant dans son nom : TRANSNET.

C'est le seul et premier syndicat de la confédération des syndicats (le DGB) qui, avec le syndicat jaune de fonctionnaires (GBDA), est financé directement par la société des chemins de fer allemands. Elle est aussi la seule organisation du DGB qui se positionne ouvertement et activement pour la privatisation et l'entrée en Bourse. Elle est aussi la seule dont la fraction dirigeante veuille la rupture avec le DGB. Aucun autre syndicat en Allemagne ne s'appuie de façon aussi décidée sur les structures et le fonctionnement de la CES. Aucune autre organisation ne montre aussi clairement quelles énormes menaces l'intégration corporatiste à la politique de l'Union européenne, du gouvernement et des trusts représente pour la classe ou-

rière. Ce qui provoque aujourd'hui une véritable révolte de bas en haut de l'organisation syndicale.

C'est la raison pour laquelle des militants et des responsables ont décidé de relier étroitement le combat contre la privatisation et contre le démontage du rail, et pour la renationalisation, au combat pour la défense du syndicat des cheminots, partie intégrante de la confédération.

IV. POUR RÉUSSIR CE BRADAGE, IL FAUT ALLER AU TERME DE LA DESTRUCTION DU DROIT DES CONVENTIONS COLLECTIVES

Depuis des années, les gouvernements ont pratiqué sous la pression de l'Union européenne la déréglementation du droit des conventions collectives et des rapports collectifs codifiés par la loi.

Ainsi, l'introduction de portions de "flexibilité" dans les conventions collectives en application des lignes directrices sur l'emploi menace de destruction les conventions collectives et a fait croître ces quinze dernières années un secteur à bas salaires, qui concerne plus de 7 millions d'emplois précaires, sans droits, travaillant dans des conditions relevant de l'esclavage.

Cependant, malgré toutes ces attaques, le squelette des conventions collectives subsiste. Tous les combats tournent autour de leur défense et posent la question de la reconquête de véritables conventions collectives.

Le ministre du Travail et des Affaires sociales, Müntefering (SPD), le sait. C'est la raison pour laquelle il a annoncé pour mars des mesures concrètes pour la réorganisation du secteur à bas salaires.

En application du Livre vert (5), il va tenter d'élargir encore ce secteur. Ensuite, sur la base de la destruction des conventions collectives, il proposera d'introduire

(5) Le Livre vert de la Commission européenne, intitulé "Moderniser le droit du travail pour relever les défis du XXI^e siècle".

comme garde-fou un salaire minimum (6). Ainsi, Müntefering met en place un secteur à bas salaires “régulé”, basé sur le concept du “travail décent” prôné par l’Union européenne et la Confédération syndicale internationale (CSI), et repris par une partie de la direction du syndicat de la métallurgie, l’IG-Metall.

Ce serait la rupture définitive avec le système des emplois protégés par des lois et des conventions collectives, ce serait la fin des droits acquis par les travailleurs de la fonction publique, qui est liée au droit du travail, et également la fin du rôle joué par les syndicats dans ce système.

V. LE PROGRAMME DE LA “GRANDE COALITION” EXIGE L’INTÉGRATION DES ORGANISATIONS OUVRIÈRES

Dans la mesure où la résistance de la classe tend à augmenter, la pression sur les directions des organisations pour qu’elles s’intègrent comme un facteur agissant de la mise en place des contre-réformes atteint un niveau maximum. Il faut imposer par la force et contre la volonté des peuples la “Constitution” refusée par les peuples français et hollandais. C’est le cœur du programme de la présidence allemande du Conseil européen, c’est la position de tous les partis au Parlement. Qu’ils veuillent donner à l’enfant un nouveau nom (tel le président du SPD, Beck, qui réclame une loi “fondamentale pour l’Europe”), ou bien qu’ils demandent une nouvelle Constitution sur la base d’un prétendu rejet du projet (telle la Gauche.PDS dans sa motion du 14 décembre 2006 : “Le gouvernement doit initier un large débat social sur l’avenir de l’Union européenne et sur un projet de traité constitutionnel acceptable”), ils se plient tous aux exigences de Merkel et de Bruxelles.

Les objectifs formulés par la stratégie de Lisbonne, qui doit “garantir la solidité des finances publiques à long terme grâce à la stimulation de l’économie, et surtout par la réduction des déficits, par la réforme des systèmes de retraite et de santé”, doivent s’imposer.

Après la “rencontre informelle” des ministres européens du Travail, le vice-chancelier Müntefering a expliqué, le 19 janvier 2007, en termes clairs, comment il comptait, sur la base de l’intégration des syndicats, mettre en pièces des conventions collectives. Les ministres s’étant prononcés pour des “salaires décents”, les salaires décents étant une “*marque importante du travail décent*”, les “partenaires sociaux”, c’est-à-dire les syndicats, devront être mis “*en face de leurs obligations*”. Dans leur déclaration du 19 janvier, les ministres, sous la direction de l’ex-président du SPD, exigent des syndicats et des Etats membres “*de faire le nécessaire pour fixer des salaires décents*”.

Nous sommes là au cœur des problèmes, au cœur des contradictions qui traversent tous les syndicats, à tous les niveaux, jusqu’au sommet de la confédération.

D’un côté, les demandes du DGB en direction de la présidence allemande 2007 correspondent aux principes de la CSI, qui invite à “*soutenir des initiatives nationales et internationales, et en coopération avec les employeurs et les gouvernements*” (point 29 des statuts de la CSI). Donc, une direction du DGB qui estime que l’Union européenne se trouve dans une “*situation critique*”, dans sa “*plus grande crise de légitimité*”, mais qui fait des offres de service au gouvernement de “grande coalition” :

“Les syndicats allemands se sont toujours prononcés pour l’intégration européenne et proposent au gouvernement leur participation pour surmonter la crise.”

Et, de l’autre côté, l’aveu de Sommer, le président du DGB, qui reconnaît dans une interview à *Die Zeit* qu’on

“fait souvent passer avec l’aide de l’Union européenne ce qu’on ne peut pas faire passer seul en termes de démontage social. On s’y prend par la bande.”

On retrouve là la même contradiction que celle qui s’est exprimée lors des

(6) Il n’existe pas en Allemagne de salaire minimum. Les salaires minima des différentes branches sont fixés dans le cadre des conventions collectives. C’est la déréglementation et l’ouverture de brèches de plus en plus larges dans les conventions collectives qui ont fait émerger cette exigence défendue par ceux qui renoncent à revendiquer le retour aux conventions collectives.

Le parti de la "Gauche.PDS" sur la ligne de l'Union européenne contre le service public

Cela dépasserait le cadre de cet article s'il fallait expliciter la position de la "Gauche.PDS" sur toutes les attaques mentionnées. Il suffit, pour éclairer son orientation et sa fonction, de citer la déclaration qu'elle a faite en commun avec le WASG au Parlement, sous l'autorité de ses deux présidents, G. Gysi et O. Lafontaine (1) :

"Pour la Gauche, le service public a un avenir important s'il devient de manière conséquente un service d'intérêt public pour la population (...). Pour un tel développement, les mesures suivantes sont, selon la position de la gauche, nécessaires :

1. Nous avons besoin d'une offensive de modernisation en profondeur, où tout doit être soumis à une révision ; les devoirs, l'organisation du travail, les systèmes de communication et d'information, etc.

2. Nous avons besoin d'une offensive générale de qualification, avec pour objectif la maîtrise des nouvelles technologies et procédés, ainsi qu'une compétence sociale élevée.

3. Nous avons besoin d'une offensive pour un nouveau droit de la fonction publique, et en particulier pour son unification, pour la suppression progressive du fonctionariat et pour l'intégration de la notion de rentabilité dans la carrière et les salaires (...).

Par ailleurs, la question de savoir si tous les services publics doivent rester dans le domaine public ne doit pas faire l'objet d'un tabou. Mais toutes les décisions doivent être le résultat d'un processus d'évaluation collectif ouvert et sans a priori. Pour la Gauche, ce qui est le plus important, c'est que les services rendus — aux plus faibles en particulier — le soient avec une qualité de haut niveau. L'idée selon laquelle avec les privatisations tout est moins cher se révèle souvent être fausse. Les coûts d'ensemble pour le public après de tels transferts sont souvent plus élevés que lorsque le service est directement rendu par le public" (2).

Cette position est au millimètre près la ligne développée par l'Union européenne contre le service public et défendue par la CES dans sa proposition d'une nouvelle directive sur les services d'intérêt public dans laquelle le service public n'existe plus. Dans l'article 8, qui a pour titre "Libre choix de l'opérateur", on lit : "La collectivité, les Etats membres, les régions et les autorités locales (...) ont la compétence et la responsabilité du choix dans la fourniture du service d'intérêt général : qu'il soit en régie d'Etat, ou bien en régie propre, ou bien en partenariat public-privé, ou sous la forme d'un syndicat intercommunal, ou bien donné sous contrat."

Résumons la position du PDS :

- Non à la défense du service public.
- Pour une offensive de modernisation qui transforme le service public en une agence de service concurrentielle pour nécessairement, ces derniers devant payer.
- Flexibilité, destruction du droit public, suppression du droit des fonctionnaires, destruction de la convention collective au moyen de primes de productivité et de différenciation sans fin aux niveaux régional, communal.
- Et, finalement, soumission, en ce qui concerne la décision pour ou contre le service public, au droit européen des finances publiques dans le cadre du pacte de stabilité et de consolidation.

Dans ce sens, le PDS est prêt, aux côtés de la direction Wowereit du SPD à Berlin, à mener la guerre contre la population de Berlin au nom des recommandations de la Cour constitutionnelle, c'est-à-dire au nom des recommandations de la Commission européenne.

(1) Gregor Gysi a été le dernier président du SED, le parti de la bureaucratie stalinienne en RDA, et il a été le premier président de l'organisation qui lui a succédé, le PDS. Oskar Lafontaine est sorti du SPD, pour, avec d'autres membres du SPD et du PDS, et avec des représentants des amis allemands de Krivine-Besancenot, se rassembler dans le WASG, qui existe pour l'essentiel dans les anciens Länder.

(2) http://www.linksfraktion.de/thema_der_fraktion

manifestations du 21 octobre. Effectivement, l'appel à manifester pour "infléchir" la politique sociale du gouvernement de "grande coalition" s'était transformé à l'issue de la journée, dans un discours du même Sommer, prononcé devant les manifestants ultra-mobilisés, en un avertissement solennel au gouvernement de "grande coalition". Il s'agit de la contradiction d'une organisation dont la force réside dans ses milliers d'adhérents organisés en syndicats et en fédérations syndicales confédérés pour défendre leurs conquêtes — à commencer par leurs conventions collectives, qui forment le socle de tout l'édifice social en Allemagne et qu'on demande de sacrifier sur l'autel de l'Union européenne et de la coopération des contre-réformes.

L'avertissement lancé par Sommer le 21 octobre, au soir de la journée qui a rassemblé dans la rue 220 000 travailleurs, a été entendu par l'immense majorité des militants et responsables comme une invitation au combat. Ils ont été nombreux à lui répondre en s'adressant à lui pour lui demander d'appeler à une manifestation nationale à Berlin pour empêcher le vote de la loi de "réforme de la santé" au Bundestag. Leur demande n'a pas été entendue et la "grande coalition" a pu faire passer sa "réforme" le 2 février. Mais le problème demeure, il se pose immédiatement à nouveau avec une plus grande acuité. En effet, Müntefering, profitant de l'avantage, veut immédiatement faire passer la loi repoussant l'âge de la retraite à 67 ans. Les travailleurs, les syndiqués, les instances syndicales sont conduits à se tourner à nouveau vers la direction du DGB. *"Est-il possible de tout laisser détruire ?"*, disent-ils. *"Après la santé, les retraites..., ne revient-il pas à la direction du DGB d'appeler toutes et tous à empêcher cela ?"*

VI. L'OFFENSIVE CONTRE TOUS LES DROITS VA DE PAIR AVEC LA DESTRUCTION DE L'INDUSTRIE

Que 250 000 travailleurs de la métallurgie aient répondu début février à l'appel à des actions diverses lancé par

l'IG-Metall contre le projet de loi qui veut repousser l'âge de départ à la retraite à 67 ans est significatif de la situation. Les métallos, frappés comme tous les travailleurs par la remise en cause du système de santé, d'assurance chômage et du droit à la retraite après une vie de dur labeur, sont maintenant directement menacés dans leur emploi. Ils le savent.

En effet, dès la formation du gouvernement de "grande coalition", il y a eu simultanément, de la part du patronat, une vague de dénonciations des conventions collectives et l'annonce, au nom de la nécessaire compétitivité, de "restructurations", qui sont une destruction pure et simple de la production et des emplois.

Une nouvelle phase de désindustrialisation commence. Dans tous les cas, elle est, nous ne le répéterons jamais assez, organisée par l'Union européenne, qui interdit toute subvention de l'Etat parce que "faussant la libre concurrence" et toute protection de l'Etat au nom de la "libre circulation des capitaux". Premiers résultats :

- Le démantèlement des noyaux industriels de Siemens par intervention directe de l'impérialisme américain (enquête de corruption) et par la mainmise des investisseurs financiers américains. Siemens veut maintenant séparer l'équipementier automobile VDO, le mettre en Bourse et abaisser la convention collective. VDO emploie 53 000 ouvriers dans le monde, dont 20 000 en Allemagne.

- Les graves attaques contre Airbus, directement organisées par l'impérialisme américain, qui mène son offensive dans le cadre des négociations avec l'Union européenne sur le dossier Boeing-Airbus, sous couvert de l'OMC. Ils veulent démanteler Airbus et le vendre segment par segment. Des dizaines de milliers d'emplois sont menacés dans toute l'Europe, avant tout en Allemagne et en France.

- La décision, caractérisée par la bourgeoisie elle-même d'"historique", de liquidation définitive des mines de houille d'ici à 2018. 34 000 mineurs travaillent encore aujourd'hui en Rhénanie-du-Nord-Westphalie et en Sarre. Avec les sous-traitants, ce sont jusqu'à 80 000 emplois qui sont menacés. Les mines et l'acier étaient le "berceau de l'industrie de la Ruhr" et

restent aujourd'hui encore les piliers de la base industrielle de l'économie nationale et de la classe ouvrière industrielle. Il leur faut maintenant, avec la destruction de la RAG (7), l'entreprise qui regroupe les houillères et qui englobe de nombreuses entreprises industrielles autrefois publiques et entre-temps privatisées, "aller en Bourse" pour livrer ces entreprises aux appétits de la spéculation.

• Enfin, l'offensive est engagée par l'Union européenne pour faire sauter définitivement la loi Volkswagen, qui donne au Land de Basse-Saxe une minorité de blocage dans toutes les décisions portant sur la production et les sites, par exemple contre la cession à des investisseurs financiers. Ne doutons pas qu'un nouveau processus de démantèlement de l'ensemble de l'industrie automobile — pilier de l'industrie allemande — est enclenché.

Personne ne peut empêcher que se pose de plus en plus concrètement la question de la rupture avec l'Union européenne, dans les mines mais aussi dans la métallurgie. La revendication de "mise sous la protection de l'Etat" des emplois d'Airbus à Hambourg, de Volkswagen à Wolfsburg, prévue dans la loi fondamentale de 1947, qui tient lieu de Constitution en Allemagne, va inéluctablement surgir.

7. QUELLES PERSPECTIVES ?

La classe ouvrière allemande est indiscutablement devant des échéances décisives. Mais de la même façon que, malgré les attaques dont elles ont été l'objet, le cadre des conventions collectives demeure le cadre qui structure la classe ouvrière, le DGB, ses fédérations et ses syndicats demeurent le cadre qui l'organise. Et si les syndicats se trouvent à la croisée des chemins, ils restent aujourd'hui plus que jamais les garants de la puissance de la classe ouvrière réunifiée. Ils sont le cadre où se formulent les exigences d'indépendance de la classe ouvrière face à l'exploitation capitaliste. Mais sur un autre plan, le plan directement politique, les choses n'y sont pas aussi simples qu'il y paraît.

Certes, le SPD a subi ces dernières années les coups terribles portés par la direction Schröder, qui, avec les lois Hartz

notamment, a ouvert la voie à l'offensive actuelle contre tout le système de protection sociale existant depuis la guerre.

La crise qui a éclaté dans les sommets du SPD au moment de la signature du traité de "grande coalition" n'a jamais été surmontée.

Le large et persistant mouvement de résistance de la classe ouvrière et de la population dans les manifestations et les grèves, contre la réforme de la santé, notamment, s'est frayé une voie au sein du parti, malgré tous les obstacles dressés par l'appareil dirigeant. Une majorité de députés et de représentants de la direction du SPD refusaient la "réforme", de même que la grande majorité des membres du SPD. Des milliers d'entre eux, des instances du SPD ont signé et soutenu la "*Lettre ouverte aux députés du SPD pour qu'ils votent non*".

Les sommets de la "grande coalition", les gouvernements européens et l'Union européenne ont réagi avec panique devant le danger d'un échec de cette contre-réforme. De l'adoption de cette loi en Allemagne dépendait, selon Merkel, la réalisation de cette politique dans toute l'Europe. La contrainte que les dirigeants du SPD, Müntefering, Beck et Struck, ont exercée sur les députés du SPD pour arracher leur approbation a été énorme.

Le 2 février, le Bundestag a donc voté, contre la volonté de l'immense majorité de la population, la nouvelle "réforme de la santé", intitulée "*loi de renforcement de la concurrence*", qui doit être approuvée le 16 février au Bundesrat (chambre haute). Une chose est très importante : 30 députés du SPD (20 contre, 6 abstentions, 4 n'ont pas pris part au vote) ont bravé l'ordre qui leur était donné par une direction du SPD totalement inféodée à la "grande coalition" dirigée par Merkel (CDU). Rien n'y a fait. Ni le déchaînement d'un Peter Struck (chef de la fraction parlementaire) dans la presse ni les menaces d'exclusion de la commission santé du Bundestag. Ainsi, le député Lauterbach réaffirmait dans la presse, le jour du vote, que la "réforme" était hautement dangereuse, que dire non, pour lui,

(7) RAG : société anonyme des charbonnages de la Ruhr.

était une *“question de conscience, comme la question de l’engagement de la Bundeswehr dans un pays lointain”* (Tagespiegel). Quant à son collègue Wolfgang Wodarg, il a ajouté :

« Le maintien de notre assurance maladie solidaire est plus important que le maintien de la “grande coalition”. »

Tout est dit.

Face à l’échéance que représente le dépôt d’une loi qui repousse l’âge de la retraite à 67 ans, les choses risquent-elles de se calmer ? A l’évidence, non. Existe-t-il une autre solution que de reprendre inlassablement, en s’appuyant sur la résistance qui cherche sa voie dans les organisations syndicales, dans les entreprises, sur le terrain de la lutte de classe, la ba-

taille en direction des instances, des députés du SPD, pour qu’ils se libèrent de la tutelle de la “grande coalition” exécutrice des décisions de l’Union européenne et qu’ils ouvrent une issue positive au SPD menacé d’effondrement ?

Tout ce qui précède prouve qu’on arrive au point de rupture, que des forces considérables qui ont hésité jusqu’à maintenant sont prêtes à franchir le pas et à exiger publiquement la rupture avec Merkel.

Une situation pleine de promesses s’ouvre pour tous ceux qui se placent sur le terrain d’un combat audacieux pour la réalisation du front unique ouvrier.

Max Schumacher et Werner Uhde

LA VERITE

Bulletin d'abonnement

Un an, 6 numéros : 28 euros. Pli clos 33 euros

Nom, prénom :

Adresse :

.....

Code postal : Ville :

Complément d'adresse :

Chèques à l'ordre d'APIO à envoyer à :
La Vérité (administration, service abonnements),
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

Contribution sur le problème national dans la région balkano-danubienne

Par Florin Constantin

Vue sur le présent

Décembre 1989, Timisoara, ouest de la Roumanie : un prêtre hongrois de l'Eglise réformée, Laszlo Tökes, résiste au régime totalitaire de Ceausescu. Il refuse son "déplacement" ordonné par les autorités et il est soutenu par des centaines de ses coreligionnaires. Le 15 décembre, la milice intervient en force et réprime les résistants. Le lendemain, des milliers de Roumains, Hongrois, Allemands et Serbes de Timisoara sortent dans les rues de la ville. La répression est féroce. La police et l'armée tirent contre la foule et tuent des centaines de travailleurs et d'étudiants. Le signal a été donné, toute la Roumanie se lève contre le régime criminel de Ceausescu, dans la plus sanglante page des révolutions de la "chute du Mur de Berlin". Véritable ironie de l'histoire, tout est parti d'un prêtre *hongrois*, qui a eu le courage de dire non. Une fois de plus, il est impossible de séparer les destinées des Roumains et des Hongrois de la région.

Le 22 décembre, Ceausescu tombe. Le 25, il est exécuté avec sa femme. Les Roumains ont résolu le problème du totalitarisme, mais rien de plus... Dans l'est

de la Transylvanie, dans les régions habitées majoritairement par des Hongrois, des miliciens (l'ancien nom des policiers) sont chassés, voire tués d'une manière atroce. La tension entre minorité et majorité monte.

UN MOMENT CRITIQUE

Mars 1990 : c'est à Târgu Mures, ville où vivent approximativement le même nombre de Hongrois et de Roumains, qu'a lieu l'explosion. Le 15 mars 1990, les Hongrois de Roumanie peuvent fêter pour la première fois le Jour de la nation hongroise. Suite aux diverses manipulations chauvines, le 19 mars, des groupes de paysans roumains de deux villages voisins se déplacent en bus à Târgu Mures "*pour renverser le drapeau hongrois du bâtiment de la mairie*" (où, de toute façon, il n'a jamais été dressé). Ils vandalisent le siège de l'Union démocrate hongroise de Roumanie, tout comme d'autres bâtiments de l'opposition de l'époque. Le jour suivant, des jeunes Hongrois sortent dans la

rue pour contre-manifester. Les combats de rue font rage. Les statistiques officielles font état de 5 morts et de presque 300 blessés. Les événements sont rapidement médiatisés, ce qui entraîne une multitude de provocations... Cependant, ces provocations n'ont pas d'incidences sur les masses.

MAIS LES PROBLÈMES DEMENTENT

La situation se calme, mais les problèmes demeurent. Décembre 2006 : la Roumanie se prépare à entrer dans l'Union européenne ; la Hongrie, quant à elle, en est déjà membre de plein droit depuis 2004. Une partie de la minorité hongroise de Roumanie continue à se sentir opprimée. Ses principales revendications, au niveau national, portent toujours sur l'autonomie culturelle, c'est-à-dire principalement sur le droit d'avoir ses propres institutions culturelles et d'éducation autonomes. Elles portent aussi sur l'utilisation de la langue hongroise dans la vie et dans les institutions publiques, et sur l'exercice complet du droit à étudier en hongrois. Conformément à des statistiques publiées en Hongrie,

“dans les conditions où les Hongrois représentent 6,6 % de la population de Roumanie, seulement 4,4 % des étudiants de l'enseignement supérieur sont des Hongrois et seulement 1,6 % ont l'opportunité d'étudier en hongrois” (1).

PROVOCATIONS D'UN CÔTÉ...

Plusieurs organisations de Hongrois de l'est de la Transylvanie, pour la plupart des Sicules (c'est-à-dire des habitants de ce qu'ils appellent “le Pays des Sicules”, qui couvre deux départements de Roumanie — Harghita, où les Hongrois représentent 85 % de la population, et Covasna, où ils représentent 70 %, et, en plus, une partie du département de Mures) — ont formulé des revendications portant sur l'autonomie territoriale. Le Conseil national des Sicules (Székely Nemzeti Tanács), la plus importante organisation de la

minorité des Sicules, propose depuis des mois un référendum (2), afin de procéder à l'autodétermination des régions habitées majoritairement par des Sicules.

Le plus intéressant est que l'Union démocrate hongroise de Roumanie (UDMR) a repris le slogan de “l'autonomie du Pays sicule”, sans trop le développer, mais en faisant référence à la future “Europe des régions”. L'Union démocrate hongroise de Roumanie (UDMR) est au gouvernement depuis dix ans : entre 1996 et 2000 avec la droite, entre 2000 et 2004 avec le Parti social-démocrate, et, après 2005, de nouveau avec la droite. Elle est parmi les plus farouches défenseurs de l'Union européenne, donc de l'Europe des régions (3).

... ET DE L'AUTRE, DE DROITE À GAUCHE...

Les réponses “bienveillantes” des extrémistes de la majorité roumaine ne se font pas attendre. Les représentants du Parti Grande Roumanie (PRM) demandent depuis des années la dissolution de l'Union démocrate hongroise de Roumanie (UDMR) ou d'autres organisations sociales ou culturelles de la minorité hongroise, et ils renvoient régulièrement les Hongrois en Hongrie. A part celles du PRM, il faut dire que les positions chauvines ont été présentées depuis longtemps par des représentants de tous les partis politiques, y compris du parti social-démocrate, membre de l'Internationale socialiste, ou du Parti Alliance socialiste, membre de la Gauche européenne. Ce dernier, par exemple, vient de changer une partie de son site Internet. L'entête, à la date où cet article est écrit, le 13 décembre 2006, a comme slogan : “*Performansă - Continuitate - Românism*” (Performance - Continuité - Roumanisme) et appose le drapeau de la Roumanie à côté

(1) http://mkdsz.hu/index.php?option=com_content&task=view&id=3760&Itemid=137

(2) http://www.sznt.ro/index.php?option=com_content&task=view&id=92&Itemid=27

(3) AFP : “*Les autonomistes hongrois de Roumanie comptent sur l'Europe des régions*” (dépêche reprise par le journal *Curierul National*, 8 avril 2004).

de celui de l'Union européenne. Le PAS publie sur son site Internet le communiqué suivant (4) :

“Arrêtez les manifestations des nationalistes hongrois !

Le Parti Alliance socialiste condamne avec fermeté les graves attitudes antiroumaines qui se manifestent de plus en plus souvent en Transylvanie, surtout dans les départements Covasna, Harghita, Mures, et même dans la ville de Cluj-Napoca.

Nous en sommes arrivés au point de penser que nous ne sommes plus maîtres dans notre pays. On change les noms des rues et des villes, on enlève le drapeau roumain des institutions, on érige des monuments pour éterniser la mémoire des personnalités étrangères, qui n'ont aucun rapport avec l'endroit choisi ou avec le passé historique roumain, pendant que les monuments historiques roumains sont en train de se dégrader ou sont même démolis. On diffuse dans des institutions culturelles et même dans des écoles des films et des documents où l'on soutient que la Transylvanie n'appartient pas à la Roumanie. Dans les églises, on chante l'hymne de la Hongrie et on demande aux ethniques roumains d'apprendre la langue hongroise (...).

Si les manifestations ultranationalistes et chauvines de certains minoritaires hongrois sont connues, et nous avons la certitude qu'elles sont encouragées par les leaders de l'UDMR, le Parti Alliance socialiste exprime son inquiétude face à la passivité et même la complicité des autorités de l'Etat roumain (gouvernement, Parlement, présidence) face aux actions antiroumaines.

Le bureau de presse du Parti Alliance socialiste, 8 octobre 2006.”

Et le parti qui publie cela est membre du Parti de la gauche européenne, dirigé par l'Italien Bertinotti.

... MAIS SILENCE COMPLET SUR LA LUTTE DE CLASSE !

D'accord avec : *“Nous en sommes arrivés au point de penser que nous ne sommes plus maîtres dans notre pays.”* Mais, visiblement, le PAS se trompe de cible ! Comment comprendre, pour un parti qui se réclame de la gauche et de la classe ouvrière, tout ce tapage fait sur les

“symboles nationaux” et le manque total de référence aux éléments de la lutte de classe dans les régions majoritairement hongroises de Roumanie, aux éléments de solidarité avec la classe ouvrière roumaine engagée dans la défense des droits et des garanties sociales ?

Le 25 novembre 2005, date du dix-huitième jour de la grève générale des enseignants, la presse fait état de la radicalisation du mouvement dans certaines régions du pays et de l'augmentation constante du nombre des grévistes, y compris dans les départements où les Hongrois sont majoritaires. Le journal *Gândul* cite la dirigeante de la Fédération des syndicats libres de l'enseignement du département de Harghita, Kocs Ilona, qui, après avoir réaffirmé la détermination des 3 000 syndicalistes de son organisation de continuer la grève générale en dépit des pressions, des intimidations et des promesses des gouvernants, déclare :

“La révolte des gens est de plus en plus grande, car ils en ont marre de tous ces mensonges.”

Novembre 2006 : grève d'avertissement dans la santé. La presse (*MuresInfo*, 21 novembre 2006) rapporte (5) :

“En Harghita, les syndicalistes du syndicat Sanitas, mais aussi leurs collègues non affiliés au syndicat, de tous les hôpitaux du département, ont participé aujourd'hui à la grève d'avertissement déclenchée au niveau national en signe de protestation face aux salaires insuffisants et contre le non-financement du système de santé.

Dans le département de Covasna, approximativement 90 % des membres du syndicat sont entrés aujourd'hui en grève d'avertissement.

Le président de Sanitas Covasna, Joo Stefan, a déclaré que 1 700 membres, sur 1 800, ont confirmé leur participation à la grève.”

Il s'agit là de deux départements où la minorité hongroise est nombreuse.

Syndicalistes roumains, hongrois, tous ensemble pour la défense du système public de santé de Roumanie, conquête de 1945-1948.

(4) <http://www.pasro.ro/comunicatarticol.php?ID=25>

(5) http://www.muresinfo.ro/stiri/stiri.php/dt/2006-11-21/Stirile_zilei/

Les enseignements de l'histoire

LA CONFÉDÉRATION DANUBIENNE DE KOSSUTH ET BĂLCESCU

Le problème de la cohabitation entre les Roumains et les Hongrois vivants en Transylvanie a été identifié comme un sérieux obstacle à l'émancipation des deux peuples depuis plus de 150 ans. Pendant la révolution démocratique-bourgeoise de 1848, les révolutionnaires hongrois ont inclus la Transylvanie dans leur Etat républicain, mais sans accorder de droits spécifiques aux minorités, surtout aux Roumains, qui étaient déjà majoritaires en Transylvanie. En conséquence, les révolutionnaires roumains s'attaquent plus aux républicains hongrois qu'aux armées autrichiennes. Devant l'invasion massive austro-russe de la Hongrie et de la Transylvanie, le gouvernement provisoire du dirigeant démocrate-révolutionnaire hongrois Kossuth déménage pour Szeged, où a lieu une rencontre historique entre Lajos Kossuth et Nicolae Balcescu, dirigeant roumain de la révolution en Valachie, qui, à l'époque, était déjà matée. Le 14 juillet 1849, les deux signent une convention d'alliance (6) entre les révolutionnaires des deux pays.

Voilà des extraits du document :

“L'opinion du gouvernement hongrois comme celle aussi des patriotes qui ont dirigé et dirigent même maintenant le mouvement libéral en Roumanie (Moldo-Valachie) est que les deux nations, magyare et roumaine, par leur position topographique, par la similitude de leurs intérêts et surtout par le danger dont toutes les deux sont menacées du côté du panslavisme, doivent s'entraider réciproquement et combattre aujourd'hui sous le même drapeau l'ennemi commun pour la défense de la liberté, comme autrefois elles combattaient de même pour la défense de la chrétienté.

Ces considérations ont amené les patriotes moldo-valaques à proposer au gouvernement hongrois de leur permettre de former une légion pour combattre en Hongrie contre la coalition qui menace la liberté commune, et le gouvernement a

accepté cette demande et la confirme, par le présent acte, sous les conditions ci-dessous mentionnées (...).

La légion s'engage pour la durée de la guerre. Quand l'intérêt de sa patrie le réclamera, la légion pourra, avec le consentement du gouvernement hongrois (qui, toutefois, ne le refusera pas), se rendre dans sa patrie avec armes, bagages et munitions. Le gouvernement promet, dans ce cas, d'aider les patriotes roumains pour obtenir la liberté de leur patrie autant que les intérêts communs le lui permettront.

La légion jure fidélité à la Roumanie et à la Hongrie. Elle s'engage à combattre pour la liberté et l'indépendance, mais jamais contre la nationalité d'aucun peuple, principe qui lui est aussi cher qu'à la brave et magnanime nation hongroise.

Les détails seront réglés par M. le lieutenant général Bem, qui y est autorisé.”

**Fait en deux ex. à Szegedin,
le 14 juillet 1849.**

**L'agent de l'émigration roumaine,
N. Balcescu.**

**Le délégué spécial de l'émigration,
Cesar Bolliac.**

**Approuvé en principe,
L. Kossuth,**

gouverneur de l'Etat hongrois.

Un autre détail intéressant est celui du nom du commandant désigné de la légion roumaine, Skender Bey Ilinski. Un bon nom balkanique — albanais, turc et slave en même temps...

La légion roumaine ne verra jamais le jour. L'échec de la révolution hongroise mettra fin à ce projet.

Pourtant, en janvier 1850, Balcescu continue l'idée de coopération formelle et fédérale des nations de la région et formule une Constitution pour les Roumains, les Magyars et les Slaves du sud, avec un plébiscite pour remplacer les frontières historiques par de nouvelles frontières ethniques dans chaque Etat (7). Les blocs de

(6) <http://www.history-cluj.ro/>

(7) <http://www.ohiou.edu/~Chastain/dh/danconf.htm>

nationalités formeraient des territoires sur la base de la même culture et de la même langue. Un Parlement central, composé de cinquante membres de chaque nation, cent cinquante membres en tout, se réunirait annuellement pour délibérer sur les affaires communes de défense, les affaires étrangères, le commerce et les communications. Chaque année, une nation différente accueillerait le Parlement, dont la langue serait française ou allemande. Mais quand Ghica, l'émissaire de Balcescu, a approché Kossuth, qui était en exil en Turquie, avec la proposition des Roumains, il l'a rejetée, bien que les émigrés hongrois l'aient endossée à Londres.

Kossuth parle aussi de ce problème dans sa lettre du 15 juin 1850 à Laszlo Teleki. Son projet de Constitution danubienne propose une fédération interne, pas un système confédéral. Les idées démocratiques de Kossuth formulées dans cette Constitution ont formé la base de projets pour le bassin danubien pendant le reste de sa vie, qu'il a finie en exil en 1894.

LA "FÉDÉRATION BALKANIQUE" DES SOCIALISTES

L'idée de fédération dans la région balkano-danubienne a été formulée non seulement par les penseurs hongrois ou roumains, mais aussi par des démocrates bulgares ou serbes. Au début, les démocrates, puis les socialistes, pas seulement de la région, mais aussi de l'Europe, voyaient cette fédération limitée exclusivement aux peuples slaves (Bulgares, Serbes, Croates, etc.). Ce sera Christian Rakovsky, militant d'origine bulgare, mais leader des socialistes roumains, qui élargira la perspective d'une Fédération balkanique en dehors du cadre slave défendu dans la II^e Internationale par Kautsky (8) et les "austro-marxistes". Première conséquence concrète, les socialistes macédoniens, sur cette perspective, s'unirent avec la Fédération juive socialiste pour créer la Fédération socialiste macédonienne, dont l'organe, *Rabotniceski Vestnik*, sera publié à Salonique, où travaillaient 30 000 ouvriers, dans les langues de chaque communauté — bulgare, juive, grecque et turque.

A l'époque, Trotsky écrivait à ce sujet, dans la *Kievskaya Mysl* (3 janvier 1909), dans un article sur la révolution des "Jeunes Turcs" de 1908 :

"Ce n'est pas sa diversité nationale, mais le fait qu'elle soit émiettée dans de nombreux Etats qui pèse sur elle comme une malédiction. Les frontières douanières la divisent artificiellement en fragments séparés. Les machinations des puissances capitalistes s'unissent aux intrigues sanglantes des dynasties balkaniques. Si ces conditions se perpétuent, la péninsule des Balkans demeurera une boîte de Pandore. Ce n'est qu'un Etat unique de toutes les nationalités balkaniques, sur une base démocratique et fédérale d'après le modèle de la Suisse et des Etats-Unis, qui peut apporter la paix intérieure aux Balkans et assurer les conditions d'un large développement des forces productives."

LA CONFÉRENCE SOCIALISTE BALKANIQUE DE BELGRADE DE 1910

En janvier 1910, les socialistes serbes convoquèrent à Belgrade la Première Conférence socialiste balkanique, où étaient présents des délégués de tous les Balkans : Croatie, Serbie, Bosnie, Monténégro, Turquie, Roumanie, Bulgarie, Macédoine et Slovénie. Les positions exprimées furent très différentes. La conférence décida pourtant de préparer en commun une Seconde Conférence socialiste balkanique et de lancer une campagne pour populariser la perspective de la Fédération socialiste des Balkans.

Sur ce sujet, Trotsky écrit, en 1910, dans *Scènes de la vie politique bulgare* :

"Nous libérer du particularisme et de l'étroitesse, abolir des frontières qui divisent des peuples en partie identiques par leur langue et leur culture, en partie liés ensemble au plan économique. Finalement, balayer les formes de domination étrangère, directe et indirecte, qui dénie aux peuples le droit de décider eux-mêmes de leurs destinées. C'est par ces formulations négatives que le congrès

(8) "Die nationalen Aufgaben der Sozialisten unter den Balkanslawen" ("Les tâches nationales des socialistes parmi les Slaves des Balkans"), *Der Kampf*, 1908.

des partis et groupes sociaux-démocrates du sud de l'Europe définissaient leur programme lorsqu'ils se réunirent à Belgrade du 7 au 9 janvier 1910 (...). Le programme positif qui en découle est celui d'une République fédérale balkanique. Le programme du prolétariat est dirigé contre les dynasties balkaniques et les cliques politiques, contre le militarisme des États des Balkans tout autant que l'impérialisme européen, contre la Russie officielle tout autant que contre l'Autriche-Hongrie des Habsbourg. Sa méthode n'est pas celle des combinaisons diplomatiques, mais celle de la lutte des classes. Ce n'est pas celle des guerres balkaniques, mais bien celle des révolutions balkaniques (...). Le programme d'une République fédérale balkanique à une signification pratique sérieuse. Il ne guide pas seulement l'agitation politique quotidienne en lui donnant une base de principe unifiante, il forme aussi (et c'est encore plus important) la base sur laquelle les organisations ouvrières nationales de la péninsule se rapprochent les unes des autres, et de cette manière crée une section balkanique unifiée du mouvement social-démocrate international.»

Dans son article *“La question balkanique et la social-démocratie”* (la Pravda, 1^{er} août 1910), Trotsky explique de nouveau que seule la République fédérale balkanique pouvait permettre aux peuples des Balkans de vivre ensemble conformément à leurs intérêts et à ceux de leurs voisins :

« La péninsule balkanique, qui est approximativement aussi grande que l'Allemagne, mais qui a seulement le tiers d'habitants (22 millions), est divisée en six États : Grèce, Turquie, Roumanie, Bulgarie, Serbie et Monténégro, sans oublier les provinces austro-hongroises de Dalmatie, de Bosnie et d'Herzégovine. Dans ces six États indépendants, chacun d'eux a sa propre dynastie, sa propre armée, sa propre monnaie et son propre système douanier, il y vit plusieurs nations, plusieurs races, divisées elles-mêmes en plusieurs fragments : Grecs, Turcs, Roumains, Bulgares, Serbes, Albanais, Juifs, Arméniens, Tsiganes... Les frontières entre les États lilliputiens de la péninsule balkanique furent tracées non pas en accord avec les réalités nationales ou les exigences nationales, mais comme étant le résultat des guerres, des intrigues diplomatiques et des intérêts dynastiques. Les grandes puissances — en

premier lieu la Russie et l'Autriche — ont toujours eu un intérêt direct à dresser les peuples balkaniques et les États les uns contre les autres, et d'ailleurs, quand elles affaiblissent un nouvel État ou un autre peuple, elles le mettent aussitôt sous la dépendance de leur influence économique et politique. Les petites dynasties au pouvoir dans ces “parcelles brisées” ont servi et continuent à servir de levier aux intrigues diplomatiques européennes. Et ce mécanisme tout entier, fondé sur la violence et la perfidie, constitue un énorme fardeau, pesant de tout son poids sur le dos des peuples balkaniques, et entrave leur développement économique. Ainsi, contre leur gré, les Serbes sont éparpillés dans cinq États. Ils forment un petit “royaume” et une minuscule principauté, appelés Serbie et Monténégro, séparés l'un de l'autre par le Sandjak de Novi Pazar, qui, bien qu'habité par des Serbes, dépend de la Turquie. Beaucoup de Serbes vivent en Macédoine assujettie à la Turquie. Et pour finir, une grande proportion de Serbes est incluse à l'intérieur des frontières de l'Autriche-Hongrie. Pour toutes les autres nationalités qui vivent dans les Balkans, l'inventaire est similaire. Cette péninsule, richement dotée par la nature, est absurdement coupée en petits morceaux. Les biens et les personnes, qui vont et viennent à l'intérieur de la péninsule, se heurtent constamment contre les haies hérissées par les frontières des États. Et ce découpage de nations et d'États en de nombreux lambeaux rend impossible la création d'un marché balkanique uni, qui pourrait fournir les bases à un grand développement culturel et industriel des Balkans. Au sommet de tout cela, on trouve un militarisme éreintant, dont le but était de garder des Balkans divisés, et qui a fait naître un danger de guerres fatal au progrès économique de la péninsule — guerres entre Grèce et Turquie, Turquie et Bulgarie, Roumanie et Grèce, Bulgarie et Serbie. »

LES GUERRES BALKANIQUES

L'histoire donne raison à Trotsky. Entre 1912 et 1913, deux guerres balkaniques ont lieu, et tous les pays de la région y sont impliqués. La première guerre oppose l'alliance appelée Ligue balkanique (Bulgarie, Grèce, Monténégro et Serbie) à la Turquie, qui est défaite et

qui perd la majorité de ses territoires en Europe.

La deuxième guerre oppose la Grèce, la Serbie, le Monténégro, la Roumanie et la Turquie à la Bulgarie, qui en sort avec un territoire réduit d'un tiers.

Le 12 octobre 1912, le Bureau socialiste international publie le manifeste suivant :

“Seul, dans la tourmente des Balkans, le socialisme a travaillé pour la paix du monde.

Nos camarades d'Orient, malgré les passions déchaînées, malgré leur infériorité numérique fort compréhensible dans des milieux à développement capitaliste arriéré, n'ont pas hésité un seul instant, tant dans la rue qu'au Parlement, à faire appel au calme et à combattre les menées belliqueuses des classes capitalistes.

A la Skupcina de Serbie, les deux députés socialistes, Lapcevic et Kaclerovic — seuls contre toute la bourgeoisie — ont protesté énergiquement contre la guerre.

A la Sobranje de Bulgarie, l'unique député socialiste, Sakasoff, seul également contre toute la bourgeoisie, a élevé la voix pour la paix, et, au sortir du Parlement, il a été assailli par la meute chauvine.

Nos camarades serbes et bulgares, qui ont bien mérité de l'Internationale ouvrière, ont montré que seule l'entente interbalkanique avec la Turquie — telle qu'elle a été précisée par les conférences des 7-8 et 9 janvier 1910 et du 18 octobre 1911, et telle qu'elle est rappelée dans le manifeste commun des socialistes de Turquie et des Balkans — était de nature à résoudre le conflit d'une manière durable...

Avec nos camarades des Balkans, nous protestons contre la violence armée et nous luttons pour le désarmement et l'arbitrage.

Avec nos camarades des Balkans, nous protestons contre l'hypocrisie des puissances qui se posent en protectrices des nations balkaniques et font des parades pacifistes, alors qu'elles étranglent la Pologne, la Finlande et la Perse, et paient les équipes du brigandage monténégrin.”

Pendant les guerres balkaniques, Lénine développe aussi dans ses articles sur les Balkans le concept du droit à l'autodétermination des peuples, qu'il lie

pourtant d'une manière indissoluble à l'émancipation sociale. Il écrit :

“Si les peuples des Balkans se libèrent complètement des propriétaires fonciers et de l'absolutisme, ils obtiendront du même coup inévitablement leur libération nationale complète et la pleine liberté de disposer d'eux-mêmes. En revanche, s'ils continuent à subir le joug des gros propriétaires fonciers et des monarchies, l'oppression nationale subsistera inévitablement plus ou moins” (9).

La deuxième guerre balkanique finit avec la paix de Bucarest, sur laquelle Trotsky écrit dans la *Kievskaya Mysl* (8 juillet 1913) :

“La paix de Bucarest est constituée de subterfuges et de mensonges. Elle fournit un fond crédible à une guerre cupide et des plus futiles. Mais quoi que cette guerre a ambitionné, elle n'est pas finie. Suspendue en raison d'aspirations proférées, la guerre reprendra aussitôt que le sang frais coulera dans les artères.”

LES GUERRES MONDIALES ET LES “TRAITÉS DE PAIX”

La Première Guerre mondiale verra les pays balkaniques partagés, de nouveau, dans les deux camps.

En 1917, Trotsky écrit dans son *“Programme de paix”*, dernier chapitre de ses écrits sur *La Guerre et la Révolution* :

« Nous avons essayé, ci-dessus, d'établir que l'union économique et politique de l'Europe était la base indispensable de la possibilité de l'autodétermination nationale. De même que le slogan “Indépendance nationale” pour les Serbes, les Grecs, Bulgares, etc., n'est que pure abstraction sans le slogan complémentaire “République fédérative balkanique”, de même, à l'échelle européenne, le droit à l'autodétermination ne prendra consistance que dans les conditions d'une République fédérative européenne (...). Les Etats-Unis d'Europe, sans monarchie, sans armée permanente et sans diplomatie secrète, voilà la clause la plus importante du programme de paix prolétarien (...). Si les puissances capitalistes se réunissaient en un trust, ce serait un

(9) *“La signification sociale des victoires serbes et bulgares”, la Pravda, n° 162 (7 novembre 1912).*

pas de fait par rapport à la situation actuelle, car ce serait une base matérielle et collective pour le mouvement ouvrier. Dans ce cas, le prolétaire n'aurait plus qu'à se battre non contre le retour à un gouvernement national, mais pour la conversion d'un trust en une République fédérative européenne (...). Maintenant, après l'immense espoir suscité par la révolution russe, nous sommes fondés à penser que, dans le cours de cette guerre, un grand mouvement ouvrier se développera dans toute l'Europe. Il est clair qu'il ne peut espérer en la victoire qu'en étant paneuropéen. S'il demeure dans les cadres de la nation, il s'expose à sa perte. Nos sociaux-patriotes appellent l'attention sur le danger que le militarisme allemand fait courir à la révolution russe. Ce danger est incontestable, mais il n'est pas le seul. Les militarismes anglais, français, italien ne sont pas moins dangereux que la machine de guerre des Hohenzollern. Pour se sauver, la révolution russe doit s'étendre sur toute l'Europe. Si le mouvement révolutionnaire touchait l'Allemagne, le prolétariat de celle-ci devrait chercher et trouverait un écho révolutionnaire dans les pays "hostiles" de l'Occident, et si, dans un de ces pays, les prolétaires arrachaient le pouvoir à la bourgeoisie, ils seraient obligés de venir au secours de leurs frères des autres pays, ne fut-ce que pour conserver le pouvoir. En d'autres termes : l'établissement de la dictature du prolétariat n'est "pensable" que dans son expansion dans toute l'Europe, donc sous forme d'une République fédérative européenne. L'Union européenne non réalisée par le fer et par les accords diplomatiques sera le problème inéluctable posé au prolétariat victorieux.

Etats-Unis d'Europe, tel est le slogan de l'époque où nous venons d'entrer. Quelles que soient les opérations militaires, quels que soient les bilans que dressera la diplomatie, quel que soit le tempo du développement du mouvement ouvrier, le slogan "Etats-Unis d'Europe" recevra une énorme signification en tant que formule de la lutte du prolétariat européen pour conquérir le pouvoir. Dans ce programme est inclus le fait que le gouvernement national a vécu en tant que base du développement de la production, de la lutte de classe. Il se transforme en dictature du prolétariat. Notre refus de la "défense de la patrie" cesse d'être un acte purement négatif de self-défense idéologique et politique, mais reçoit toute sa signification révolutionnaire dans le

cas seulement où nous opposons à la défense conservatrice d'une patrie nationale surannée la conception beaucoup plus haute de "patrie" de la révolution, la République européenne, dont seul l'avènement permet au prolétariat de révolutionner et d'organiser le monde. »

Après la Première Guerre mondiale, les traités de Versailles et de Trianon découpent de nouveau l'Europe, surtout sa partie orientale. La Hongrie perd un peu plus de la moitié de son territoire. L'armée roumaine envahit la Hongrie, provoque la chute du gouvernement de la république des conseils ouvriers et occupe Budapest pour trois mois. En novembre, l'armée roumaine se retire jusqu'à la rivière Tisza, suite à une décision de la Conférence de la paix. En moins d'un mois est signé un traité sur la protection des minorités, entre l'Entente et la Roumanie. Le 4 juin 1920, est signé, à Trianon, le traité de paix avec la Hongrie, à la suite duquel la Transylvanie, prise au sens le plus large (102 093 km²) est rattachée à l'Etat roumain avec 5 257 476 habitants (dont 1,7 million de Hongrois et 600 000 Allemands [10]). Au total, presque 3 millions de Hongrois se retrouveront en Roumanie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie et Pologne.

Fondé en 1921, le Parti communiste roumain doit, après une courte période de légalité, passer dans la clandestinité. Cependant, il garde une influence dans la plupart des syndicats, qui sont dirigés par l'appareil du parti social-démocrate, jouissant d'un statut légal. Le Parti communiste déploie également son activité dans d'autres organisations, tel le Bloc des travailleurs urbains et ruraux, dont les membres sont aux deux tiers des Transylvaniens. Parmi les membres et les dirigeants de ce bloc, il y a en assez grand nombre des ouvriers et les intellectuels hongrois — dont beaucoup ont adhéré au mouvement ouvrier à la veille de 1918, ou qui avaient pris part aux combats de la république hongroise des conseils. En 1924, le III^e Congrès du Parti communiste affirme le droit des peuples à l'autodétermination, ainsi que le droit à la séparation (11). Il précise en outre que, par l'union de diffé-

(10) <http://mek.oszk.hu/02100/02114/html/263.html>

(11) *Documente din istoria Partidului Comunist din România, 1923-1928* ("Documents de l'histoire du PCR"), volume II, Bucaresti, 1953, p. 258.

rentes provinces, la Roumanie “s’est transformée d’Etat national en Etat multinational” et en déduit la nécessité de mettre un accent particulier sur le resserrement des relations avec les travailleurs appartenant aux minorités nationales. Plus tard, le parti révoquera cette résolution, mais l’exigence d’une solution démocratique de la question nationale restera jusqu’au bout une caractéristique de sa politique.

Le problème national reste au centre des discussions dans les groupes liés à l’Opposition de gauche, comme celui des bolcheviks-léninistes, dont est membre David Korner, plus connu sous le nom de Barta, qui émigrera plus tard en France. Celui-ci tirera comme conclusion de cette période, en 1949, dans *Lutte de classe* :

« La suppression de toutes les frontières économiques et politiques et la création d’un Etat fédéral des Balkans et d’Europe centrale a donc toujours été la condition préalable de leur émancipation politique et économique. Aussi, malgré sa stalinisation, la III^e Internationale mettait-elle, entre les deux guerres, le mot d’ordre de Fédération balkanique et d’Europe centrale au centre de la propagande.

La guerre de 39-45 s’étant terminée par l’occupation de la presque totalité de l’Europe centrale et des Balkans par les armées de Staline, et l’arrivée au pouvoir, sous sa protection, des partis staliens, on pouvait supposer que ce problème au moins serait résolu dans un sens progressif. Mais au lieu de favoriser l’unification des pays gravitant dans sa sphère d’influence, Moscou dressa, à son

tour, des obstacles militaires et économiques entre les peuples de l’Est pour les maintenir sous sa sujétion. Elle a imposé des frontières aussi nombreuses et pas plus justes que les anciennes, puisque tracées selon le critère militariste du vainqueur et du vaincu ; elle prélève, sous prétexte de réparations, un lourd tribut sur les anciens “alliés” de l’Allemagne, que leurs maîtres successifs avaient déjà réduits à la misère complète ; elle interdit toute entente économique directe entre les Etats. Etouffant dans les étroites limites de leurs économies naines, les pays de l’Est n’ont ainsi d’autre partenaire possible que l’URSS, envers laquelle leur isolement et leur faiblesse les condamnent à la soumission complète.

L’oppression à laquelle l’URSS soumet les peuples balkaniques est telle qu’elle est arrivée à entrer en conflit non pas avec de quelconques représentants de l’ancienne bourgeoisie balkanique, mais avec les leaders les plus influents des partis staliens. Quand, en 1947, Dimitrov osa parler, dans un discours public, de Fédération balkanique, il fut rappelé à l’ordre par Moscou, et cela suffit pour qu’il se rétractât aussitôt. Ensuite, Tito, partisan, lui, d’une Fédération danubienne, fut plus heureux que Dimitrov, en ce sens qu’il put résister aux injonctions de Moscou. Mais il n’a pu se maintenir qu’en spéculant sur les antagonismes des deux camps de guerre : Amérique-URSS. Ce qui n’améliore nullement la situation ni de la Yougoslavie, ni des Balkans, ni de l’Europe » (12).

(12) http://www.marxists.org/francais/barta/1949/03/LDC02_030049.htm

“Etats-Unis d’Europe” et Union européenne

Nombre de militants “de gauche” d’aujourd’hui cherchent à tout prix des parallèles entre le mot d’ordre “*Etats-Unis socialistes d’Europe*”, que Trotsky et les trotskystes ont soutenu, et celui d’une “Europe sociale”, c’est-à-dire d’une Union européenne “sociale”, mot d’ordre partagé par les réformistes, les staliens

et le centrisme réactionnaire... Leur phraséologie fait référence à l’histoire, au mot d’ordre de “fédération” ou “confédération” balkanique, mais dans le cadre de l’intégration européenne, donc *dans* ou *avec* l’Union européenne. Catherine Samary, dirigeante de la LCR de France et du Secrétariat unifié, écrit dans “*Explo-*

sion ou confédération”, article publié en mai 1999 dans *Le Monde diplomatique* :

« Le droit d'autodétermination n'implique d'ailleurs pas une solution unique, et notamment un “à chacun son Etat ethnique”. Il s'agit pour chaque communauté de pouvoir choisir le cadre politique qui défend le mieux ses droits. Sa reconnaissance constitue donc un préalable à une recomposition progressiste de l'espace balkanique, laquelle ne peut se penser que dans le cadre d'une construction démocratique de l'Europe (...). Ne devrait-on pas, au moins, chercher dans le cadre d'une conférence balkanique les conditions d'une politique de “sécurité” en Europe, fondée sur une aide incitant les Etats de la région à stabiliser leurs relations entre eux et avec l'Union européenne ? C'est également à cette échelle, et dans le cadre d'une telle aide, qu'il serait possible de défendre le droit de retour des populations déplacées. »

Alors, il faudrait une “politique de sécurité en Europe” pour inciter les Etats balkaniques à “stabiliser leurs relations entre eux et avec l'Union européenne” ? Mais c'est exactement ce qui se passe maintenant, sous la pression directe de l'impérialisme américain, avec l'intégration de la Bulgarie et de la Roumanie dans l'Union européenne et avec l'offensive pour intégrer les Etats des Balkans occidentaux (Croatie, Bosnie, Monténégro) dans l'Union européenne.

D'ailleurs, la même Samary signa, avec d'autres membres de la LCR, pendant la guerre du Kosovo, une lettre envoyée au journal français *Le Monde*, qui soutenait l'autodétermination du Kosovo. Ce document regrettait, par exemple, qu'aucun des gouvernements qui ont soutenu les frappes aériennes de l'OTAN n'ait fait pression sur Belgrade pour imposer l'indépendance du Kosovo et demandait, pour la région, la création d'une police multinationale dans le cadre de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (!). Il fallait donc donner un coup de main (“de gauche”) à la liquidation de la Yougoslavie...

Le rôle de l'Union européenne dans la destruction des Balkans, au long des dernières années, est bien connu. Nous avons parlé plus d'une fois des programmes d'ajustement structurel imposés par les traités d'association à l'Union ou par les

traités d'adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie, du soutien direct à l'occupation militaire américaine de la région, etc. Le dernier exemple est celui de l'intervention directe de l'Union européenne dans la politique de la Serbie et du Monténégro en organisant et en finançant le prétendu référendum pour l'indépendance du Monténégro et pour consolider le pouvoir en place du mafieux Djukanovic à la direction du nouvel Etat, qui a maintenant comme monnaie “nationale” l'euro...

La réponse de l'Union européenne au problème national dans les différentes parties du nouvel “empire” — comme l'Espagne, l'Irlande du Nord ou même la Slovaquie —, c'est-à-dire la régionalisation, la destruction des Codes du travail, la liquidation des emplois, des systèmes de sécurité sociale, etc., montre la faillite complète des illusions que certains pourraient avoir à ce sujet.

Prenons comme exemple, de nouveau, le cas des minorités hongroises. Le nouveau cadre européen n'a aucune chance et aucune volonté à offrir une issue. En Slovaquie, par exemple, pays intégré dans l'Union européenne en 2004, les relations interethniques se sont dégradées encore plus après l'adhésion. Le point de départ était marqué par les “réformes” des années 1990 (13).

« 1. Une loi officielle sur la langue a été promulguée, fournissant le cadre légal pour l'usage officiel de la langue slovaque non seulement dans les communications officielles, mais aussi dans le commerce de tous les jours, dans l'administration de corps religieux, et même dans le domaine de ce qui est normalement considéré comme de l'interaction privée, par exemple les communications entre le malade et le médecin.

2. Les juridictions administratives de Slovaquie ont été géographiquement modifiées dans un cas clair de truquage. Le système administratif gouverné par les lois créées en 1991 a inclus dix-sept juridictions primaires et deux juridictions secondaires avec une majorité hongroise. La loi de 1996 a éliminé ce système d'administration. Dans le système réorganisé, seulement deux juridictions administratives primaires ont une population de majorité hongroise. De plus, huit juridictions administratives secondaires ont

(13) <http://www.slovakia.org/society-hungary.htm>

été créées, dont cinq avec les populations hongroises, entre 10 et 30 %, qui joueront un rôle de subalterne direct du gouvernement.

3. Le Parlement slovaque a approuvé une loi accordant un statut légal spécial pour *Matica Slovenska*, une organisation ultranationaliste, afin qu'elle exerce une certaine juridiction administrative par-dessus les questions ethniques, qu'elle ait la possibilité d'intervention dans la vie culturelle de la population non slovaque, de même que dans les questions éducatives qui y sont apparentées. De plus, la loi permet à cette organisation chauvine de créer autant d'entités légales qu'elle en a besoin pour remplir les objectifs de l'organisation. Actuellement, *Matica Slovenska* contrôle un budget constituant 5 % du budget slovaque total pour les affaires culturelles, c'est-à-dire 145 millions de couronnes slovaques. En même temps, la population hongroise de Slovaquie, qui est de plus de 10 % de la population totale, reçoit une allocation budgétaire négligeable pour les questions culturelles, d'approximativement 0,1 %.

4. Une loi réglant les droits des citoyens non-slovaques de Slovaquie a été promulguée. C'est la première loi raciste de Slovaquie depuis les règlements qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale contre la minorité hongroise, légalisant la privation de ses droits. Cette loi spécifie que, afin de gagner le statut slovaque à l'étranger, un individu doit présenter une preuve d'ethnicité slovaque pour trois générations. Cela signifie qu'une personne, ou un descendant, bien que né en Slovaquie et habitant maintenant dans un autre pays, à moins qu'il ou

elle ne soit pas d'origine slovaque, c'est-à-dire pas ethniquement Slovaque, est, en vertu de cette loi, placé dans une position désavantageuse. Cela a des implications sérieuses en ce qui concerne l'accès à l'emploi et à l'héritage.

5. Dans ce cadre, il est à peine étonnant que, le 12 mars 1997, le sous-secrétaire à l'Éducation ait envoyé une circulaire aux directeurs d'école concernant les règlements suivants : dans les écoles hongroises, la langue slovaque devrait être exclusivement enseignée par les enseignants ethniquement slovaques ; les mêmes critères d'exclusion s'appliquent aux écoles non slovaques pour l'enseignement de la géographie et de l'histoire (le sous-secrétaire a modifié ce règlement par la suite en remplaçant le terme "exclusivement" par "principalement").

Dans les régions où la communauté hongroise dépasse 40 % de la population totale, les enseignants des écoles slovaques reçoivent un salaire supplémentaire.

Dans toutes les communautés qui incluent une population hongroise et où il n'y a pas d'école ou il n'y a pas d'école slovaque, dans la mesure du possible, une école slovaque devrait être ouverte, mais pas une école hongroise. »

D'après nos connaissances, la situation n'a pas changé après l'adhésion à l'Union européenne. Il faut ajouter que ces propos sont publiés sur le site *slovakia.org*, "guide sur la République slovaque" et "site le plus populaire sur la Slovaquie", un site semi-officiel, orné, à côté du drapeau slovaque, de celui de l'Union européenne.

Conclusion

Quelles solutions, quel mot d'ordre ?

Léon Trotsky écrivait dans le *Programme de transition* :

"Il faut aider les masses, dans le processus de leurs luttes quotidiennes, à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste. Ce pont doit consister en un système de **revendications transitoires**, partant des conditions actuelles et

de la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat."

Les revendications spécifiques actuelles des minorités nationales dans les Balkans, mais aussi dans le monde entier, portent sur des droits imprescriptibles : droit à la

langue, droit à la culture, droit à l'éducation. Elles se lient avec les droits sociaux, qui, dans cette phase terminale du capitalisme, sont de plus en plus bafoués par les gouvernements à la solde de l'impérialisme américain. Notre tâche est de formuler les revendications transitoires capables de nous offrir une issue politique pour la construction de véritables organisations de masse dans lesquelles les travailleurs, les militants des minorités nationales se retrouvent pleinement. Et cette tâche, en Europe et dans les Balkans, est rendue plus difficile par l'existence des institutions de l'Union européenne, qui n'est même pas une "prison des peuples", comme l'était, par exemple, l'Empire austro-hongrois, mais un véritable camp d'extermination, où, par des mesures antisociales, la survie biologique des nations et des peuples est directement remise en cause.

L'émancipation nationale est reliée à l'émancipation sociale. En ex-Yougoslavie, en Roumanie, en Bulgarie et ailleurs, les travailleurs des minorités nationales combattent aux côtés des travailleurs de la majorité pour la sauvegarde de ce qui reste des conquêtes sociales et démocratiques issues des révolutions des années 1945-1948 ou des mobilisations des années 1989-1990. Que l'on parle du droit à la santé, du droit à l'éducation, au logement, etc., conquis après l'expropriation du capital, ou du droit d'élire librement ses représentants après 1989, en tout cas en Roumanie, tout cela est déjà en train d'être liquidé partout en Europe de l'Est, tout cela mobilise les peuples et les travailleurs pour résister aux plans de destruction opérés par les gouvernements et l'Union européenne.

La division ethnique ne sert qu'aux oppresseurs. La reconnaissance des droits des minorités, la lutte active pour ces

droits, y compris du droit à l'autodétermination, sont fondamentales pour trouver une solution positive au problème national. Et sans que cela ne soit contradictoire, nous sommes contre la création des petites entités fondées sur une base ethnique, que l'impérialisme ne peut qu'encourager pour accroître sa domination et détruire les cadres sociaux construits au niveau national.

Nous sommes pour une Fédération des peuples des Balkans et du Danube.

"Ce n'est qu'un Etat unique de toutes les nationalités balkaniques sur une base démocratique et fédérale (...) qui peut apporter la paix intérieure aux Balkans..."

Cette affirmation de Léon Trotsky est plus que jamais d'actualité.

La mise en place d'une telle fédération, fondée sur le respect de tous les droits démocratiques de ses composantes nationales, et donc sur leur unité, va de pair avec la reconquête d'une totale souveraineté et d'une totale indépendance. Le combat pour l'instauration d'une telle fédération, c'est le combat, aujourd'hui, pour se débarrasser de toute domination étrangère, celle tout d'abord de l'OTAN et des bases militaires américaines, et celle de l'Union européenne, qui, par ses directives, y organise la destruction de tous les droits et acquis, la destruction de l'industrie comme de l'agriculture.

Nous mettons en avant le mot d'ordre démocratique de Fédération des peuples balkano-danubiens. Nous ne le soumettons à aucun préalable, même si nous sommes convaincus que c'est au prolétariat que reviendra la charge d'aller jusqu'au bout de la réalisation de ces tâches démocratiques.

Florin Constantin

Bangladesh, Inde (Bengale-Occidental)

Libertés démocratiques, souveraineté nationale, droit à la terre

Par François Forgue

Au moment où cet article était rédigé, le Bangladesh aurait dû être à la veille d'élections générales. Le dernier trimestre de 2006 avait été avant tout marqué par la proximité de ces élections : les résultats désastreux pour la population d'une politique de soumission totale et active aux injonctions du FMI et de la Banque mondiale, aux impératifs procédant de l'appartenance à l'OMC, qui constituaient le bilan du gouvernement du BNP au pouvoir, un des deux principaux partis de la bourgeoisie depuis 2002, à quoi s'ajoutait une corruption généralisée et l'usage de la violence d'Etat faisaient que ces élections se présentaient d'abord, pour la majorité de la population, comme l'occasion de sanctionner ce gouvernement et son bilan.

Début janvier, la chape de plomb de l'état d'urgence est tombée. Toute vie politique est suspendue. Les élections sont repoussées sine die.

Qu'est-ce qui a fait prendre le risque d'instaurer un état d'urgence qui paralyse toute vie démocratique, toute expression, dans un pays de 150 millions d'habitants qui occupe une place stratégique, dominant la baie du Bengale, aux confins de l'Inde, du Népal, de la Birmanie et de la Chine ? On ne peut répondre à cette question en dehors de la politique d'ensemble de l'impérialisme et de sa crise (traitée

dans les notes éditoriales de ce numéro de *La Vérité*), de la manière dont elle s'applique en Asie, et donc en la séparant de ce qui se passe dans le sous-continent indien et dans l'ensemble du continent asiatique. Elle se relie à l'évolution des rapports entre l'Inde et les Etats-Unis, au prétendu "envol" de l'économie indienne et aux convulsions qui secouent de plus en plus le Pakistan.

D'ailleurs, ce qui unit les deux parties de cet article, c'est qu'elles concernent à la fois le Bangladesh et l'Inde, et, en même temps, deux parties de ce qui constituait le Bengale avant la partition de 1947 : l'Etat du Bengale-Occidental (Etat indien, dont la capitale est Calcutta) et le Bangladesh, dont la capitale est Dacca.

Si l'on se tourne vers le Bangladesh, le résultat des élections qui auraient dû avoir lieu en mars ne pouvait en lui-même remettre en cause explicitement la subordination du Bangladesh à l'impérialisme.

En effet, l'autre parti principal de la bourgeoisie au Bangladesh, la Ligue Awami, qui, depuis l'existence du Bangladesh comme Etat indépendant, se partage le pouvoir avec le BNP, avait dans la période où il était aux affaires pratiqué fondamentalement la même politique de privatisations et de mise en œuvre des directives issues des centres dirigeants de

la finance internationale. C'est donc, au-delà des positions de ces deux partis, dans la réalité de la lutte des classes qu'il faut chercher l'explication.

La Ligue Awami, face au régime en place, pouvait se réclamer de la démocratie, y compris sous ses formes les plus élémentaires. En effet, le BNP, accroché au pouvoir, utilisait les moyens antidémocratiques les plus flagrants pour y demeurer. La Constitution du Bangladesh stipule que, trois mois avant les élections générales, est mis en place un "gouvernement intérimaire" (caretaker government) formé en principe de personnalités neutres, chargé d'expédier les affaires courantes et de préparer les élections. Les postes importants sont habituellement confiés à des personnalités venant du pouvoir juridique.

Or non seulement le BNP avait confié les plus hautes fonctions juridiques (président de la Cour suprême, etc.) à ses partisans, mais encore il remit la direction du gouvernement intérimaire au président de la République (ce dernier, étant élu par le Parlement, l'avait donc été par la majorité du BNP). Par ailleurs, les listes électorales se révélaient largement fausses, contenant des millions de noms d'électeurs qui n'avaient pas été vérifiés. Enfin, le BNP usait de tous les pouvoirs d'Etat pour promouvoir sa campagne électorale.

La Ligue Awami avait donc beau jeu de dénoncer la fraude, d'exiger un autre gouvernement intérimaire pour préparer les élections et de concentrer sa campagne sur ce point — ce qui avait l'avantage de lui épargner d'avoir à mettre au premier plan les problèmes sociaux et économiques, qui, pour l'immense majorité de la population, constituaient pourtant l'enjeu essentiel et donnaient son contenu à sa protestation contre les pratiques du BNP.

Après une série de manifestations organisées par la Ligue Awami et qui avaient dans plusieurs cas abouti à des violences auxquelles les médias internationaux (généralement avertis d'informations sur le Bangladesh) ont donné une grande place, le Premier ministre dirigeant le gouvernement intérimaire a décrété début janvier 2007 l'état d'urgence, démissionné de son poste pour confier les rênes à l'ancien gouverneur de la Banque centrale du

Bangladesh, par ailleurs pendant de longues années haut fonctionnaire zélé de la Banque mondiale. La hiérarchie militaire apportait son soutien au nouveau gouvernement.

Il ne s'agit pas "techniquement" d'un coup d'Etat, puisque la passation de pouvoir s'est faite constitutionnellement, mais il s'agit bien, pour reprendre la formule de *The Economist* (20 janvier), "d'un coup d'Etat qui ne dit pas son nom", puisque le gouvernement mis en place ne repose pour l'exercice de son pouvoir que sur des forces de maintien de l'ordre et la bénédiction des grandes puissances.

COMMENT LE BANGLADESH S'EST-IL CONSTITUÉ ?

Pour comprendre ce qui se passe, il faut revenir sur l'histoire du Bangladesh. Il est né, comme nation indépendante, en 1971, à l'issue d'un soulèvement et d'une guerre sanglante contre le régime militaire pakistanais (à la suite de la partition de l'Inde selon des critères religieux, le Bangladesh, la partie orientale et majoritairement musulmane du Bengale, formait, sous le nom de Pakistan oriental, une partie du Pakistan tel qu'il avait été constitué en 1947).

Le mouvement populaire qui aboutit à la constitution du Bangladesh mérite sans conteste le terme de révolution. Les travailleurs des villes, les paysans, la jeunesse, et notamment les étudiants, sont la force motrice de cette révolution, qui se dresse contre un pouvoir dictatorial qui opprime également les travailleurs du Pakistan et qui cherche à écraser dans le sang les aspirations nationales des Bengalis.

La constitution du Bangladesh comme Etat indépendant met en cause les fondements de la partition et repose donc tous les problèmes issus de celle-ci, même si ces problèmes sont en même temps présents dans l'existence du nouvel Etat.

La constitution du Bangladesh en un Etat indépendant, procédant des aspirations nationales de sa population, souligne le caractère réactionnaire de la partition : la référence à la religion ne peut consti-

tuer la base d'un Etat. La question de la langue a été l'un des ressorts principaux du soulèvement au Bangladesh.

Cette révolution de 1971 avait un contenu social, et pas seulement national. Elle a posé la question de la terre, la question de la propriété des moyens de production. L'Etat qui émerge alors ne peut d'ailleurs se stabiliser temporairement comme Etat bourgeois qu'en combinant à la répression contre le mouvement qui lui a permis d'exister de profondes concessions et la mise en place d'un large secteur d'Etat.

DANS QUEL CONTEXTE SE PRÉPARAIENT LES ÉLECTIONS ?

Si, sur bien des points, comme cela a été indiqué, la Ligue Awami et le BNP partagent aujourd'hui le même programme de soumission au capital international, leur origine est différente, et cette origine continue à compter pour ce qui est des relations entre ces partis et les masses. La Ligue Awami se constitue dans le cours même du soulèvement qui a abouti à la création du Bangladesh. Le BNP s'appuie au contraire sur des secteurs de l'armée qui basculeront du côté du nouvel Etat, mais qui ne sont pas à l'origine du soulèvement populaire. Et ce parti intégrera d'ailleurs des secteurs de la bourgeoisie qui étaient favorables au maintien du lien avec le Pakistan.

A partir de la fin de 2004, la Ligue Awami radicalisa son langage. C'est ainsi qu'elle proposa, comme plate-forme d'une alliance, un document dans lequel on pouvait notamment lire :

"(...) 3.- Tout le pouvoir de l'Etat appartient au peuple. La justice sera séparée de l'exécutif et indépendante des partis (...).

11.- A l'échelle du pays, les entreprises privatisées et fermées seront réouvertes (...). Un salaire minimum sera fixé et établi par la loi. Il sera mis fin aux licenciements arbitraires (...).

18.- Toutes les ressources naturelles, incluant le gaz et le charbon, seront développées par l'Etat pour leur meilleure utilisation (...). Tous les contrats de partage inégaux seront abrogés."

Le camarade Tafazzul Hussain, dirigeant du Parti démocratique des tra-

vailleurs (1), avait alors expliqué publiquement que son parti s'associait à l'unité qui se réalisait, tout en présentant des amendements à cette plate-forme.

Premier amendement :

"Annulation immédiate de la dette extérieure, qui n'est pas celle du peuple du Bangladesh. Le Bangladesh ne peut être sauvé que s'il se libère de toute ingérence étrangère. La pire de ces ingérences est l'utilisation par de grandes institutions financières internationales de la dette externe comme moyen de piller le pays."

Deuxième amendement :

« Dans le texte proposé, il est dit : "Le pouvoir de l'Etat appartient au peuple." Pour que cela soit réalisé, le peuple du Bangladesh doit pouvoir élire ses représentants sur un mandat clair à une Assemblée constituante, qui n'aura aucune institution au-dessus d'elle. »

Troisième amendement :

"L'exigence du retour au peuple des fonds détournés par les concussionnaires et les spéculateurs."

Ces amendements exprimaient la politique indépendante du parti, mais concentraient également les aspirations profondes pour lesquelles le peuple du Bangladesh s'était mis en mouvement. Tout en participant aux grandes mobilisations populaires pour la démocratie et des élections honnêtes, le Parti démocratique des travailleurs combattait sur ces amendements. Il est à souligner qu'il a été le seul à le faire. Les organisations issues du parti stalinien au Bangladesh, le Parti communiste du Bangladesh et le Parti ouvrier (Workers Party), se sont soit abstenues de s'engager dans le mouvement, soit contentées de suivre les directives de la Ligue Awami.

Les trois années qui précèdent la situation actuelle sont avant tout marquées par

(1) Le Parti démocratique des travailleurs, constitué en 1998, est associé à l'Entente internationale des travailleurs et des peuples. La section de la IV^e Internationale au Bangladesh est une composante du parti. Les faits et les prises de position évoqués dans cet article sont analysés dans l'article "La nation bangladeshie veut vivre", dans *La Vérité*, n° 41, de décembre 2004, et dans la "Lettre de la section du Bangladesh" (*La Vérité*, n° 52, octobre 2006), rédigée par des camarades de la section après la mort du camarade Tafazzul Hussain, dirigeant et fondateur de la section. Ce même numéro de *La Vérité* contient un hommage au camarade Tafazzul Hussain.

de profonds mouvements de la classe ouvrière et de la paysannerie, dont le contenu est de sauver le pays en sauvant le peuple travailleur de la destruction à laquelle les voue le pillage de l'impérialisme.

Ces mouvements se sont développés indépendamment des variations de la Ligue Awami, même si son appel a été un point d'appui.

Le fait essentiel, c'est qu'à trois reprises dans cette période, le peuple du Bangladesh est parvenu à faire reculer les multinationales et le gouvernement.

Le précédent gouvernement du Bangladesh, celui de la Ligue Awami, puis l'actuel gouvernement du BNP étaient l'un et l'autre prêts à brader le port de Chittagong, le principal port du Bangladesh, à la multinationale américaine SSA. Partant de Chittagong, avec l'appui du maire de la ville, qui est membre de la Ligue Awami, et avec le syndicat des dockers, un puissant mouvement — dans lequel le Parti démocratique des travailleurs a d'emblée pris sa place, agissant pour l'unir et l'amplifier — a commencé à s'organiser dans tout le pays sous le mot d'ordre : *“Sauver Chittagong ! Sauver le Bangladesh !”*

Le Parti démocratique des travailleurs a alors pris l'initiative, sur une ligne de front unique, d'appeler à une conférence nationale pour sauver Chittagong. Cette conférence, qui a réuni des délégations représentatives d'organisations syndicales et politiques de tout le pays, a conféré au Parti démocratique des travailleurs une place éminente dans l'action pour le front unique anti-impérialiste. Le gouvernement et SSA ont dû reculer, au moins temporairement. Chittagong n'a pas été privatisé.

Plus récemment, à Dinajpur, dans le nord du pays, les travailleurs et la population ont contraint une multinationale britannique à renoncer à son plan d'installation, aux conditions qu'elle imposait, d'une mine à ciel ouvert qui aurait entraîné le déplacement de 50 000 personnes.

A l'été 2006, les travailleurs des entreprises du textile se sont engagés dans la grève, notamment à Dacca et dans les environs, pour réclamer le paiement des salaires qu'on leur devait parfois depuis des mois, pour obtenir le respect de leurs droits syndicaux, y compris dans les zones économiques spéciales. Cette grève éclai-

tait alors que les travailleurs étaient frappés de plein fouet par les conséquences de la libéralisation totale du marché du textile (principale industrie exportatrice du pays). Les multinationales comme les patrons locaux assuraient qu'il fallait encore faire baisser le “coût du travail”.

Le gouvernement a été obligé de négocier, de reconnaître les organisations syndicales, de décider un salaire minimum.

Cela indique non seulement la profondeur du mouvement, mais constitue, avec les autres faits que nous avons évoqués, une mesure inadmissible pour l'impérialisme.

C'est dans ce contexte que se situaient les élections. Et cela, même si la direction de la Ligue Awami, en particulier depuis octobre 2006, a fait le maximum pour occulter ce mouvement profond des exploités et des opprimés pour ramener l'enjeu des élections à une simple confrontation entre elle et le BNP pour le pouvoir.

Mais il demeure qu'une défaite électorale du BNP, dans des conditions où le caractère antidémocratique de la préparation des élections accentuait la colère populaire, n'aurait pas été qu'une victoire électorale de la Ligue Awami, mais aurait signifié avant tout une condamnation de la politique pro-impérialiste à laquelle le BNP était associé, dans des conditions d'extrême fragilisation de l'ensemble des institutions. L'impérialisme ne pouvait le permettre. La mise en place de l'état d'urgence n'a rien d'une improvisation.

UN COUP PRÉPARÉ DE LONGUE DATE

Dans un journal à grand tirage de Dacca, le *Manab Zamin*, le 6 octobre 2004, on pouvait lire qu'Hamid Karzaï, le personnage placé à la tête de l'Afghanistan par les Etats-Unis,

“occupe maintenant une place importante pour la situation politique en Asie du Sud (...). Son nom est souvent prononcé au sujet du Bangladesh (...). Hamid Karzaï est devenu président de l'Afghanistan après avoir quitté son poste à UNOCAL (compagnie pétrolière contrôlée par les Américains). On ne sait quel type de Karzaï est en réserve pour le

Bangladesh, mais le travail préparatoire est pratiquement terminé.”

Le 12 octobre 2004, le journal de Dacca, *Daily Jarnathanka*, écrivait :

« Des représentants de haut rang de l'administration américaine visitent fréquemment le Bangladesh. Tous parlent dans les mêmes termes des affrontements politiques, de la corruption, des problèmes de sécurité. Ils rencontrent — en les plaçant sur le même plan — le Premier ministre et le leader de l'opposition (...). L'administrateur pour l'aide étrangère des Etats-Unis a dit aux journalistes que, lors de son entretien avec le Premier ministre, il a parlé de “la faiblesse de l'administration et de la corruption comme constituant un système d'alarme pour le pays” (...). Les experts internationaux considèrent que l'administration américaine ne tient qu'à une chose : mettre en œuvre partout ses propres décisions. C'est pour cela que l'adjoint au ministre des Affaires étrangères des Etats-Unis a critiqué à la fois le gouvernement en place et ceux qui veulent le remplacer, le parti d'opposition Awami League. Il les a critiqués l'un et l'autre, car il n'a pas confiance en eux, et il est sans doute à la recherche d'une troisième force qui pourrait mieux faire prévaloir les intérêts américains. »

A l'automne 2006, Yunus, fondateur de la Grameen Bank, l'institution qui prête à des taux usuraires aux paysans pauvres (des taux qui vont jusqu'à 36 % d'intérêts), a reçu le prix Nobel de la paix. Il a utilisé la médiatisation de son personnage que lui a conférée cette distinction pour dénoncer l'ensemble des partis politiques.

Quatre mois plus tard, l'ancien fonctionnaire de la Banque mondiale était nommé Premier ministre avec le soutien de l'armée.

Toutes les activités politiques ont été suspendues, les réunions publiques sont interdites, la presse placée sous censure, l'activité des organisations syndicales profondément réduite. Et il est question de revoir “l'enregistrement”, c'est-à-dire le statut légal des diverses organisations syndicales.

Tout en assurant que le rôle principal du nouveau gouvernement est de préparer des élections dans des conditions acceptables par tous, et cela dans des délais les plus courts possibles, le gouvernement s'est installé pour durer. Il est maintenant

question d'au moins un an avant que les élections puissent avoir lieu.

Plus encore, le gouvernement a annoncé qu'il préparait la privatisation des trois principales banques d'Etat. A nouveau, Yunus a été appelé à la rescousse. Il a fait un discours dénonçant l'ensemble des partis politiques comme vivant avant tout de la corruption et comme étant la cause de tous les malheurs du Bangladesh. Il a ajouté que le peuple se réjouissait de la mise en place de l'état d'urgence. Il s'est attiré une réplique pertinente du secrétaire général de la Ligue Awami (indépendamment des positions politiques de celle-ci), disant que, pour sa part, il ne décréterait pas corrompus tous les banquiers, pas plus qu'il ne considérerait tous les politiciens comme corrompus, même si certains l'étaient, rappelant que, récemment, une femme qui n'arrivait pas à payer les 36 % d'intérêts de la dette qu'elle avait contractée à la Grameen Bank s'était suicidée.

Le nouveau gouvernement a procédé à l'arrestation d'une dizaine de hauts personnages appartenant à l'état-major de la Ligue Awami et du BNP, tous connus pour s'être constitué des fortunes en pillant les fonds publics et en utilisant les emprunts d'Etat.

Ces personnages sont aujourd'hui détenus sans que des accusations précises soient portées contre eux. Il s'agit donc d'un précédent, qui, bien plus qu'il ne vise la corruption en elle-même, menace les libertés démocratiques, car ce qui a été fait en utilisant l'hostilité générale de la population à l'égard de ces profiteurs peut être utilisé demain et avec bien plus de brutalité contre toute opposition politique au système qui se met en place, contre toute protestation, contre toute action pour les revendications.

Le processus qui est en cours, c'est celui de la dépossession du peuple du Bangladesh de tous ses droits, c'est la remise en cause de l'ensemble des droits syndicaux et politiques, et, partant, de l'indépendance et de la souveraineté de ce pays.

Le Bangladesh est désormais placé sous le contrôle d'un gouvernement qui, s'il peut se réclamer de la “gouvernance” exigée par l'impérialisme, ne peut s'appuyer sur aucune prétention à une légitimité.

mité quelconque. C'est dans ce contexte que se comprennent les dernières déclarations de Yunus, assurant qu'il pouvait être amené à constituer un nouveau parti, c'est-à-dire à donner une couverture au régime de fait qui existe aujourd'hui.

Pour l'heure, le calme et le silence règnent au Bangladesh. Mais comme le souligne *The Economist*,

“L'institution de l'état d'urgence est un pari risqué. Un régime autoritaire ne gardera pas son attrait pour longtemps.”

En d'autres termes, c'est par la force qu'un régime autoritaire peut imposer son autorité. Le calme et le silence qui règnent temporairement au Bangladesh préparent l'éruption d'un chaos dislocateur comme condition de la réalisation des objectifs de l'impérialisme.

Le Bangladesh, tel qu'il existe depuis 1971, est de trop pour la “gouvernance mondiale”, pour le mode de domination de l'impérialisme décomposé... Rayer la nation du Bangladesh de la carte n'est certes pas donné : les luttes de son peuple l'attestent. Les plans de l'impérialisme ne peuvent que nourrir la résistance des peuples. Il suffit de jeter un coup d'œil au Bengale-Occidental, l'Etat indien qui jouxte le Bangladesh, pour le comprendre.

LA QUESTION DE LA TERRE

Le Bangladesh, rappelons-le, est la partie orientale du Bengale, qui a formé pendant des siècles une unité politique, culturelle et linguistique. L'une des premières manifestations du mouvement national indien contre la domination britannique fut, en 1905, son opposition à une première séparation administrative du Bengale en deux parties voulue par les autorités britanniques.

Aujourd'hui, ce qu'on appelle le Bengale-Occidental (West Bengal) est l'un des Etats de l'Inde, dont la capitale est Calcutta.

On a vu dans le cas du Bangladesh qu'une puissante mobilisation dans le nord du pays a empêché que s'installe à Dinajpur une multinationale britannique sur la base de l'éviction de 50 000 per-

sonnes. La saisie de terres — quel que soit le moyen employé : confiscation, vente forcée — pour les livrer à des multinationales ou pour y pratiquer la spéculation immobilière, pour fréquemment en faire le territoire de “zones économiques spéciales” où règnent les conditions d'exploitation les plus féroces, où les droits syndicaux sont bafoués et où, parfois, les lois nationales ne s'appliquent plus, est généralisée dans l'ensemble de l'Asie.

En Inde, le précédent gouvernement, le gouvernement du Parti hindouiste (BJP), avait d'ailleurs développé cette pratique comme l'un des moyens d'attirer des investissements étrangers. Le refus des paysans avait été l'une des raisons de la défaite de ce gouvernement lors des élections.

Le nouveau gouvernement de coalition, autour du Parti du Congrès, présidé par M. Singh, qui, dès 1991, comme ministre des Finances, avait été le pionnier de ce qu'on a appelé la nouvelle politique économique, c'est-à-dire d'une politique d'“ouverture” et de privatisation conforme aux exigences de l'impérialisme, a poursuivi la même politique.

La coalition gouvernementale est parlementairement soutenue par les deux partis communistes de l'Inde : le Parti communiste de l'Inde et le Parti communiste marxiste (PCM) de l'Inde. Ce dernier exerce le pouvoir dans l'Etat du Bengale occidental.

S'il arrive à ces deux partis de critiquer la politique suivie par le gouvernement et même d'apporter leur appui à des grèves ou des manifestations organisées contre telle ou telle mesure, ils n'ont jamais mis ce gouvernement en péril par leur vote.

Une loi a été votée, qui autorise le développement de zones économiques spéciales dans toute l'Inde : 127 zones devraient être créées. Dans une première phase, 67 d'entre elles seraient constituées, couvrant une surface de 134 000 hectares.

Le ministère du Commerce définit ces zones économiques spéciales comme

“des enclaves hors taxe devant être traitées comme des territoires étrangers pour ce qui est des opérations commerciales”.

Le gouvernement du PCM au Bengale occidental a, pour sa part, annoncé qu'il entendait constituer sur le territoire de

l'Etat 24 zones économiques spéciales, qui couvriraient 25 000 hectares de terres.

L'une des premières mesures allant dans ce sens a été d'utiliser les terres de la région de Singur pour les livrer au grand capitaliste indien Tata pour y installer une usine d'automobiles. En d'autres termes, le gouvernement s'empare de ces terres à un prix fixé, non négociable, pour ensuite les transmettre à Tata (2).

Dans le cas de Singur, il s'agit de terres particulièrement fertiles, s'étendant sur une superficie d'environ 500 hectares et qui assurent la subsistance directe d'au moins 20 000 personnes (30 000 si l'on compte les emplois induits).

Pour satisfaire les besoins de l'un des principaux capitalistes indiens, des fermiers, des métayers, des ouvriers agricoles se voient privés de leur moyen de subsistance. Les autorités gouvernementales assurent que l'implantation de Tata permettra une industrialisation, elle-même productrice d'emplois.

Mais quelle est la réalité ? Tata lui-même annonce que son usine emploiera 800 personnes au début, et peut-être 2 000 lorsqu'elle tournera à plein rendement, et cela, alors qu'il y a 20 000 personnes qui dépendent de la culture de ces terres. De plus, les emplois dont il est question n'iront pas dans la majorité des cas aux habitants de Singur. Ceux-ci sont des cultivateurs. C'est leur qualification. Comme le dit un rapport d'une association de défense des paysans, *"leur arracher la terre, c'est les rendre inemployables"*. D'ailleurs, les autorités assurent avoir mis en place un plan de formation, dont, pour l'instant, ne bénéficient que 0,7 % des résidents de Singur (179 personnes).

Les paysans de la région de Singur ont commencé à s'organiser et à résister. Leur mouvement qui se poursuit a, pour la première fois à cette échelle, provoqué une mise en cause du gouvernement du Bengale-Occidental et de sa politique de soumission aux exigences du capitalisme international.

Une association, Nagarik Mancha, pose une série de questions au sujet des conditions dans lesquelles s'est réalisé l'accord entre Tata et le gouvernement :

« Le dossier d'information laisse dans l'ombre un bon nombre d'informations. Bien qu'il ait été envoyé en e-mail comme

"dossier d'information sur le projet de Tata Motors à Singur, élaboré par le gouvernement du Bengale-Occidental", ce dossier ne mentionne pas une seule fois Tata ou Motors, et encore moins Tata Motors ! Certaines des questions que nous formulons respectueusement ici auraient dû faire partie de ce dossier d'information. Les voici :

a) Quelle somme Tata paie-t-il pour le terrain, qui coûte environ 20 millions de dollars au gouvernement du Bengale-Occidental et aux contribuables ?

b) Quels sont les avantages, dispenses de paiement et subventions indirectes et autres proposés à Tata par le gouvernement du Front de gauche ?

c) Si des usines automobiles de taille similaire peuvent se contenter de 150 à 200 hectares de terres non agricoles dans d'autres Etats de l'Inde, pourquoi accorde-t-on à Tata 500 hectares de terre agricole extrêmement fertile ? (...).

d) La demande d'installation vient-elle de Tata ou est-ce qu'on le lui a proposé ? Quelles sont les raisons qui ont en premier déterminé le choix d'une terre capable de fournir trois récoltes ou plus pour implanter une usine de fabrication automobile ? Quels étaient les quatre autres sites qui ont, paraît-il, été proposés au groupe Tata ? »

Cette association et d'autres organisations, notamment des organisations syndicales, se sont indignées du fait que, comme l'a expliqué un responsable d'une organisation de défense des droits de l'homme,

« tous les aspects essentiels du projet ont été tenus secrets. Personne, pas même les ministres et les partenaires du Front de gauche, ne sait si un "accord préalable" a été signé ni quelles sont les clauses d'accord entre le gouvernement et Tata. Des ministres qui n'appartiennent pas au PCM se sont plaints ouvertement de ne pas avoir été informés. Toutes les demandes d'information se sont heurtées à la même fin de non-recevoir. »

Elles ont également dénoncé la violence de la répression policière, qui, depuis le début des événements, a maintenant coûté la vie à au moins dix personnes. Dès le 25 septembre 2006, face à des manifestations pacifiques, la police chargeait brutalement et allait jusqu'à considérer les balais bran-

(2) De larges extraits des rapports des organisations du Bengale-Occidental à ce sujet ont été repris dans *Informations internationales*.

dis par les manifestants (“Pour chasser Tata”) comme des armes terroristes !

“Cela dit, ce sont 200 personnes qui manifestaient pacifiquement qui ont été blessées par des charges de police le 25 septembre. Un manifestant âgé de 24 ans, Rajkumar Bhul, a succombé à ses blessures, causées par l’assaut des forces de police. Une centaine de personnes, y compris 28 femmes, ont été arrêtées. Beaucoup ont été maltraitées par des policiers ivres. Le ministère public a bien été obligé de reconnaître que, à l’exception de quelques femmes qui brandissaient des balais comme symbole de leur volonté de donner un bon coup de balai pour chasser Tata, aucune des personnes arrêtées ne portait d’arme. La liste des objets saisis fait état de 10 balais, mis à part les banderoles. Et pourtant, ces personnes se sont vu mettre en examen selon le chapitre concernant les lois sur les explosifs et au motif d’attentat et de tentative de meurtre (section 307 IPC). Cela est en accord avec la politique du gouvernement, qui persécute tous ceux qui s’opposent à lui et pour s’assurer que tous ces pauvres gens vont pourrir derrière les barreaux ou seront harcelés par la police, ou traînés en justice avant que leur innocence ne soit reconnue. Ainsi, le gouvernement aura tout le temps nécessaire pour donner leurs terres à Tata.”

Une convention de représentants d’organisations démocratiques et syndicales s’est tenue à Calcutta en novembre et développe une campagne à l’échelle de toute l’Inde de soutien aux paysans de Singur. Singur ne constitue pas un cas isolé au Bengale-Occidental, puisque le gouvernement procède à une opération du même type à Nandigram (à 120 km de Calcutta), où il s’agit de livrer des terres à une firme pétrochimique indonésienne, Selim, une des entreprises autrefois protégées du sanglant gouvernement Suharto.

L’Inde n’est pas séparée de ce qui se passe ailleurs. Là aussi, en mettant en concurrence les différents Etats de la fédération pour établir les conditions les plus favorables aux investisseurs étrangers, on prépare la dislocation du pays.

Le Premier ministre du Bengale occidental, B. Bhattacharya, également dirigeant du PCM, a justifié sa politique en expliquant :

“J’essaie d’agir en acceptant la réalité actuelle (...). Nous sommes des gens pra-

tiques. Nous savons qu’il est sage d’être capitalistes à un moment où le monde entier salue le capitalisme.”

Toute la question est là : la réalité présente est celle du régime capitaliste, non comme une donnée intangible, mais comme celle d’un régime qui se décompose à l’échelle internationale et qui risque d’entraîner avec lui tous les acquis de la civilisation.

Cette réalité est contradictoire, car elle est avant tout marquée par la lutte des classes, par le refus — malgré les difficultés et les obstacles — des exploités et des opprimés, qui, en défendant leurs intérêts et leur vie même, défendent les bases de la civilisation. C’est de ce côté de la barricade, avec des millions d’autres, que se situent les paysans de Singur et de Nandigram quand ils refusent que leurs terres leur soient arrachées pour servir à la spéculation et à l’exploitation par les grands capitalistes et les multinationales.

Comme l’a souligné l’un des rapports préparés par des militants du Bengale occidental,

“les drapeaux rouges venus de Dehli auraient été à la tête des manifestations de Singur si ce n’était pas le PCM qui était au pouvoir à Calcutta”.

Oui, ce sont les intérêts des masses exploitées et opprimées de toute l’Inde que défendent les paysans du Bengale, et le drapeau rouge, le drapeau de l’émancipation sociale, a naturellement sa place à leur tête. Que cela fasse question suffit à indiquer que l’obstacle à l’alliance des ouvriers et des paysans, c’est la politique de subordination à l’impérialisme que préconise le dirigeant du PCM au Bengale-Occidental.

Ce n’est pas là un problème particulier au Bengale-Occidental ou à l’Inde. C’est à l’échelle mondiale et dans chaque pays que les travailleurs, dans leur volonté de se rassembler pour défendre leurs intérêts, se heurtent aux dirigeants pour qui la “sagesse”, c’est le caractère inexorable du capitalisme et de ses exigences. Partout, le combat pour la construction d’organisations politiques indépendantes pour la lutte contre l’exploitation capitaliste est indispensable à la réalisation de l’unité.

François Forgue

Sur l'accord d'association Algérie-Union européenne

Par Ibrahim Youssef

Le 1^{er} septembre 2005 est entré en vigueur l'accord d'association entre l'Algérie et l'Union européenne, ratifié à la majorité par le Parlement algérien le 14 mars de la même année, sans possibilité d'amendements.

De quoi s'agit-il ?

“L'accord euro-méditerranéen établissant une association entre la République algérienne démocratique et populaire, d'une part, et la Communauté européenne et ses Etats membres, d'autre part”, ratifié par le Parlement algérien en mars 2005 sans aucune possibilité d'amendements, n'est pas un accord fait pour entretenir des relations économiques, sociales et culturelles dans un cadre fraternel et dans le respect mutuel des intérêts des nations. Le cadre des discussions qui ont prévalu dans le processus ayant conduit à cet “accord” d'association est donné par l'article 1^{er} du volumineux texte qui régentera les relations politiques entre l'Algérie, d'un côté, et, de l'autre, les pays membres de l'Union européenne et l'Union européenne en tant qu'institution supranationale, dans lequel il est exigé de

“développer les échanges (...) et fixer les conditions de la libéralisation progressive des échanges de biens, de services et de capitaux”.

Cet accord englobe une “coopération” dans tous les domaines. Comme on le verra, aucun domaine n'est épargné, toute la législation nationale doit se conformer à la politique basée sur “la concurrence libre et non faussée” rejetée par les peuples et les travailleurs d'Europe.

L'Union européenne, qui entend imposer à toutes les nations du Vieux Continent la politique de désindustrialisation, de remise en cause des retraites, qui a organisé la faillite de l'agriculture, veut, à travers l'accord d'association, démanteler tout ce qui a été construit depuis l'indépendance.

L'article 3, alinéa 1^{er}, indique :

“Un dialogue politique et de sécurité régulier est instauré entre les parties. Il permet d'établir entre les partenaires des liens durables de solidarité qui contribueront à la prospérité, à la stabilité et à la sécurité de la région méditerranéenne (...).”

Le caractère destructeur de l'accord d'association sur l'économie nationale est établi par les chiffres et les faits qui sont exposés dans cette contribution, et cette déclaration d'intention est balayée par le cadre même dans lequel ce “dialogue politique” est instauré.

Dans l'un des considérants de l'accord, on peut lire :

“Considérant l’option prise respectivement par la Communauté et l’Algérie en faveur du libre-échange dans le respect des droits et des obligations découlant de l’accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT).”

Dans l’article 23, il est stipulé que *“l’accord de l’OMC sur les subventions (...) est applicable entre les deux parties”*. L’objectif recherché par cet accord, sous l’égide des Etats-Unis, est clair : interdire aux Etats de subventionner le secteur public (l’industrie, les services, l’agriculture ou tout autre domaine), casser le monopole de l’Etat sur le commerce extérieur, afin de laisser les mains libres aux multinationales pour exploiter et piller le pays à leur guise.

Comme chacun peut le constater, il s’agit bien d’un accord qui s’inscrit dans le cadre des instruments qu’utilise l’impérialisme le plus puissant pour assurer son hégémonie.

Ainsi, l’Organisation mondiale du commerce (OMC), qui a pour mission la remise en cause de toutes les lois nationales, notamment les barrières douanières, et le démantèlement de tout ce qui entrave la libre circulation des marchandises et des capitaux, participe au processus de laminage de toute possibilité de résistance de la nation.

L’article 9 de l’accord d’association établit une liste des produits qui seront concernés par la suppression immédiate

Repères

Après l’indépendance, en 1962, l’Algérie s’est dotée d’une économie essentiellement publique. Les entreprises privées nationales ont toujours joué un rôle marginal, en relation avec la faiblesse extrême de la bourgeoisie nationale.

Après la nationalisation des terres agricoles en 1963 et les nationalisations des hydrocarbures en 1971, les autorités ont lancé plusieurs plans de développement, qui se sont matérialisés dans l’édification de complexes industriels qui constituent le tissu industriel actuel du pays et qui couvrent tous les secteurs : textile, électroménager, électronique, mécanique, électricité, agroalimentaire, sidérurgie, matériaux de construction, pétrochimie, construction, etc.

En 1992, l’Algérie a plongé dans une terrible guerre de décomposition. Etranglée par la dette extérieure — 120 milliards de dollars déboursés entre 1986 et 2003, alors que la dette n’est passée que de 20 à 16 milliards de dollars —, le Fonds monétaire international, mettant à profit la guerre, a imposé au pays un plan d’ajustement structurel meurtrier, alimentant ainsi, telles les deux faces d’une même médaille, la guerre par le désastre social provoqué par la fermeture-dissolution de plus d’un millier d’entreprises publiques de différentes tailles, ayant entraîné la perte de près d’un million deux cent mille emplois. La dévalorisation de la monnaie nationale, le dinar algérien, a de son côté provoqué l’étranglement des entreprises publiques et privées (nationales).

Les négociations entre l’Algérie et l’Union européenne pour aboutir à un “accord d’association” se sont déroulées, pour l’essentiel, durant la période de la guerre de décomposition.

Les dégâts occasionnés par la guerre et les coûts des dépenses militaires, évalués à 20 milliards de dollars, ont accentué la crise financière du pays, à tel point que l’Algérie s’est retrouvée en situation de cessation de paiement de la dette extérieure. A cette situation extrêmement défavorable pour le pays s’ajoutait le cadre général arrêté pour les discussions, à savoir la déclaration de Barcelone de 1995, qui s’inscrit dans le cadre global de la politique qu’entend imposer l’impérialisme le plus fort à toute la planète : libéraliser, privatiser, démanteler toutes les économies nationales et les nations.

“des droits de douane et taxes d'effets équivalents”. Tous les produits (biens et services) sont ainsi concernés. Cette suppression “graduelle” des droits de douane s'étalera sur douze années, pour aboutir à l'établissement d'une “zone de libre-échange” entre l'Algérie et l'Union européenne à l'horizon 2017.

Dans le chapitre 2, qui traite de la “concurrency et autres questions économiques”, il est énoncé clairement que :

“1. Sont incompatibles avec le bon fonctionnement du présent accord (...) tous les accords entre entreprises (...), toutes les pratiques qui ont pour objet ou effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence.”

C'est ce qui est reproché, par exemple, à EDF-GDF, qui assure un service public en France ; on l'accuse d'avoir une position de monopole sur le marché français du gaz et de l'électricité. Il est ainsi explicitement interdit à l'Etat de mener une politique de préservation d'un secteur de l'économie nationale vital pour la nation et les populations, pour la simple raison que cela faussera “le jeu de la concurrence”.

L'article 46 impose que

“les parties se fixent comme objectif une libéralisation réciproque et progressive des marchés publics”.

Plus aucun marché, plus aucun projet ne doit être épargné par les appels d'offres internationaux. Concrètement, cela se traduit par l'impossibilité pour des centaines d'entreprises publiques, fragilisées déjà par le désengagement de l'Etat et les différents plans destructeurs du FMI, d'arracher des marchés devant les grandes multinationales, exonérées de plusieurs taxes et qui n'hésitent pas à recourir à la corruption par la surfacturation et d'autres méthodes afin de s'accaparer des marchés publics. C'est la raison pour laquelle une filiale d'Halliburton (BRC) vient d'être dissoute pour malversation, corruption et surfacturation.

Le lancement par les autorités du pays d'un programme de relance économique, avec la mobilisation de 140 milliards de dollars sur cinq années (2005-2009), suscite les convoitises des multinationales, qui ne lésinent sur aucun moyen pour “gagner” les appels d'offres.

Un ministre a ouvertement fait part, dans une conférence de presse, de pressions exercées sur son département par des multinationales pour s'accaparer un marché de 11 milliards de dollars (le marché de l'autoroute Est-Ouest).

Les institutions publiques et autres administrations qui avaient des contrats avec des entreprises publiques sont contraintes, par le “principe de la concurrence libre”, de recourir à l'appel d'offres, ce qui permet aux multinationales de rafler les marchés. Ainsi, plusieurs entreprises nationales, autrefois performantes, sont réduites à des activités de sous-traitance que daignent leur laisser les multinationales.

“La coopération économique se situe dans le cadre des objectifs définis par la déclaration de Barcelone”.

lit-on dans le texte qui fonde l'accord d'association.

**LA DÉCLARATION DE BARCELONE :
UN VASTE PLAN DE LIBÉRALISATION-
LIQUIDATION DES ENTREPRISES
ET DES SERVICES PUBLICS
EN EUROPE ET DANS LES PAYS
QUI “S'ASSOCIENT”
AVEC L'UNION EUROPÉENNE**

Dans la déclaration finale de la réunion des 27 et 28 novembre 1995 à Barcelone, les gouvernements de 27 pays (1), le Conseil de l'Union européenne et la Commission européenne ont créé le Partenariat euro-méditerranéen (PEM), dont l'objectif principal est la mise en place de

“la zone de libre-échange qui sera réalisée à travers les nouveaux accords euro-méditerranéens et des accords de libre-

(1) Les signataires de la déclaration de Barcelone sont les gouvernements de l'Algérie, de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Belgique, de Chypre, du Danemark, de l'Egypte, de l'Espagne, de la Finlande, de la France, de la Grèce, d'Irlande, d'Israël, d'Italie, du Luxembourg, de la Jordanie, du Liban, de Malte, du Maroc, des Pays-Bas, du Portugal, du Royaume-Uni, de la Suède, de la Syrie, de la Tunisie, de la Turquie et de l'Autorité nationale palestinienne.

échange entre les partenaires de l'Union européenne (...). Pour instaurer progressivement cette zone, qui couvrira l'essentiel des échanges dans le respect des obligations découlant de l'OMC" (déclaration finale qui a sanctionné cette rencontre des chefs de gouvernement et chefs d'Etat, dont Israël et l'Autorité palestinienne).

Depuis, plusieurs pays qui ont pris part à cette conférence ont signé des accords d'association avec l'Union européenne. En Afrique du Nord, en plus de l'Algérie, la Tunisie et le Maroc ont signé des accords d'association avec l'Union européenne au début des années 1990. Par ailleurs, ces deux derniers pays ont signé un accord de libre-échange avec les États-Unis d'Amérique.

Régulièrement, la presse fait état de désaccords entre le Maroc et l'Union européenne concernant plusieurs sujets, notamment l'agriculture et la pêche.

Après avoir satisfait les exigences de l'Union européenne en termes de facilitations en tout genre accordées aux "investisseurs" étrangers, le Maroc et la Tunisie ont longtemps constitué pour les multinationales, du textile notamment, des pays d'accueil des entreprises délocalisées du continent européen. Les bas salaires, en comparaison avec ceux en vigueur dans les pays industrialisés, la réglementation sévère de l'exercice du droit syndical et les exonérations fiscales et parafiscales accordées aux "investisseurs", auxquels s'ajoute la proximité du marché européen, marché essentiel pour les produits fabriqués dans ces pays, constituent les principales raisons de l'implantation de plusieurs usines dans ces deux pays.

La fin de la politique des quotas sur le commerce du textile imposée par l'OMC à partir du 1^{er} janvier 2005 et les récentes augmentations de salaires dans ces deux pays ont fait réagir les multinationales du textile, qui menacent de délocaliser leur production vers les pays asiatiques disposant de zones économiques spéciales, où sévissent les pires formes d'exploitation des travailleuses et des travailleurs, et aussi des enfants.

Ce sont 250 000 emplois qui sont menacés de disparition au Maroc et près de 200 000 en Tunisie pour le seul secteur du textile.

L'agriculture, qui est l'un des domaines où le Maroc était leader dans la région, connaît de nombreuses difficultés. Dans tous les domaines où les pays du sud ont des possibilités d'exportation, des quotas sont imposés pour limiter l'exportation vers le continent européen.

Il en est ainsi des fleurs produites au Maroc, dont l'exportation a chuté sévèrement à cause des quotas imposés par l'Union européenne.

Le secteur de la pêche a été déstructuré au Maroc. Ce pays, qui dispose d'une côte atlantique et d'une côte méditerranéenne, a des réserves de produits de la mer très importantes.

A chaque réouverture des négociations sur les conditions de pêche et les quotas, des désaccords surviennent entre le Maroc et l'Union européenne (*voir encadré*).

Tous les chapitres et articles de l'accord d'association assurent tous les droits aux multinationales et privent les États de tout moyen à même de répondre aux besoins des peuples.

Bien qu'aucun bilan officiel sur l'économie algérienne n'ait été réalisé concernant cette première année de mise en œuvre de cet accord, le démantèlement des barrières douanières, à lui seul, a entraîné des pertes énormes pour le Trésor public.

Déjà, au premier trimestre de l'entrée en vigueur dudit accord, "*les recettes douanières ont baissé de 3,7 milliards de dinars (41,1 millions d'euros)*", indique l'ex-directeur général des douanes algériennes (*Le Quotidien d'Oran*, 17 décembre 2006), alors que des experts européens ont prédit une perte immédiate de 58 000 postes dans les secteurs de la production nationale en raison de l'invasion du marché national par des produits d'importation qui viendront concurrencer les produits locaux.

Face à ces attaques en règle contre l'économie nationale, l'ancien ambassadeur de l'Union européenne à Alger a cyniquement proposé une augmentation des taxes des produits de consommation pour compenser les pertes qui allaient résulter du démantèlement des tarifs douaniers.

600 000 EMPLOIS DISPARAÎT RONT DANS LA FILIÈRE TOMATE INDUSTRIELLE

L'exemple du secteur de l'agriculture est édifiant : l'Etat a consenti des efforts colossaux à travers plusieurs plans d'aide aux agriculteurs. Avec l'accord d'association, ils sont anéantis.

En outre, il leur est imposé d'utiliser des semences à usage unique, et donc d'être dépendants des importations. De plus, des plants avariés importés d'Europe inondent le marché, donnant une production impropre à la consommation.

Plusieurs exemples montrent qu'il n'existe pas d'"intérêts communs" entre les "deux parties".

Le secteur de l'agriculture, qui bénéficie à peine d'une subvention de l'Etat de

l'ordre de 1 % du produit intérieur brut (PIB), subit une déstructuration mortelle. Pour ne citer que la filière de la tomate industrielle, ce sont 600 000 emplois directs et indirects qui sont menacés de disparition.

La Tribune (10 octobre 2006) informait déjà que

"la filière de la tomate industrielle a connu cette année une baisse sensible dans la production. Une production qui a chuté de 50 % par rapport à l'année dernière (c'est-à-dire avant la mise en œuvre de l'accord d'association — NDLR), selon les services de la production agricole au niveau du ministère de l'Agriculture."

Le Soir d'Algérie (1^{er} avril 2006), qui a réalisé une enquête sur cette filière, a révélé que

"les problèmes ont commencé à apparaître avec l'importation du triple concentré de tomate de Turquie, d'Italie"

161 millions d'euros de subventions européennes pour mettre à genou le secteur de la pêche au Maroc

En décembre 2005, un "accord de pêche" a été signé entre l'Union européenne et le Maroc.

Le Maroc bénéficiera de 161 millions d'euros de subventions durant les quatre années de la mise en œuvre de cet accord, qui permettra aux grands pêcheurs européens d'exploiter à fond le littoral marocain.

Cette "contrepartie" financière est qualifiée par des députés marocains de "dérisoire", rapporte *Le Jeune Indépendant* (3 décembre 2006), qui informe que, parce que "les produits de la pêche seront traités en Europe", "12 000 emplois seraient créés en Europe contre 300 au Maroc".

Chaque année, le volume de la production des Marocains baisse. "En 2006, c'est moins 18 % par rapport aux dernières années", alors que "le nombre de bateaux de pêche artisanale est passé de 7 000 à 3 500", ajoute le journal.

Devant l'exploitation effrénée des côtes marocaines, la diminution des réserves de produits de la mer est qualifiée d'historique (elle avoisine les 25 %).

Par ailleurs, le journal, qui cite une étude du bureau d'experts Oxford Business Group, fait état de la paralysie des ports de pêche, qui ne supportent pas la concurrence des Européens. Ainsi, "le port de Rabat a connu une baisse de sa production de 90,1 %, le port de Tarfaya de 87 % et celui de Tantan de 50,4 %".

Ainsi, à travers l'accord d'association et l'établissement d'une zone de libre-échange, ce sont toutes les productions nationales des pays du sud de la Méditerranée qui se trouvent menacées. Le démantèlement, la liquidation de tout ce qui a été édifié durant des décennies posent directement la question de l'existence des nations.

(où, récemment, il a été découvert que des travailleurs polonais travaillent jusqu'à 18 heures par jour dans des exploitations agricoles, avec des "salaires" très bas, ce qui s'apparente à de l'esclavage — NDLR) et d'autres pays. *La tomate étrangère a inondé le marché national avec des prix très abordables sans qu'il n'y ait taxation aux frontières pour protéger le produit local.*"

Ce secteur, qui s'est effondré en raison de la démonopolisation du commerce extérieur, "employait 133 000 travailleurs, agriculteurs, ouvriers saisonniers, transporteurs, transformateurs, distributeurs, revendeurs et autres" dans les seules wilayas (départements) de Annaba, El Taref, Skikda et Guelma, ajoute le même journal.

Une étude récente, conduite par des experts de l'Union européenne, confirme le caractère liquidateur de l'accord d'association sur la production nationale. Ces experts, qui ont certainement fait preuve de prudence pour ne pas contrarier la Commission européenne, sont arrivés aux conclusions suivantes :

"20 % seulement des entreprises ont une trésorerie positive (...) et ont une rentabilité nulle pour 80 % d'entre elles."

En l'absence de subventions de l'Etat, il n'est pas possible d'éviter l'afflux des produits d'importation, dont des produits contrefaits tels que ces "concentrés de tomates mélangés à des extraits de courgettes et de carottes".

Poursuivons ce que disent les propres experts de l'Union européenne par rapport à ce secteur, qui fait vivre des millions de personnes dans l'est du pays :

"60 % des entreprises sont potentiellement en grande difficulté et leur risque de cessation d'activité est réel et imminent" (Horizons, 31 janvier 2007).

Ce que disent froidement ici ces experts de l'Union européenne n'est pas vrai seulement pour la filière de la tomate industrielle, il l'est pour tous les autres secteurs de la production nationale, qui ne cessent d'agoniser. C'est la politique mise en œuvre en Europe par l'Union européenne sous la pression de la première puissance mondiale, qui exige la révision de la politique agricole commune par la diminution des subventions et le démantè-

lement des industries, qui est imposée en Algérie par l'accord d'association.

Mais cela n'empêche pas l'ambassadeur allemand, dont le pays préside l'Union européenne depuis le 1^{er} janvier, d'estimer que l'accord est "gagnant-gagnant", en expliquant ouvertement que ce qui intéresse l'Europe, c'est que "(...) l'Algérie possède ce que cherche l'Union européenne, les ressources énergétiques et la position stratégique pour l'accès au continent africain" (*Liberté*, 15 janvier 2007), c'est-à-dire un continent africain qui est de loin le plus riche en matières premières, mais pillé par les multinationales, ravagé par les guerres, les maladies, la famine, etc.

Toutes les entreprises nationales (publiques, mais aussi privées) font face au rouleau compresseur de la "libre concurrence", qui a été accélérée depuis le 1^{er} septembre 2005, les exportations ne cessant de diminuer.

Le directeur général de l'agence nationale de la promotion du commerce extérieur, qui n'est pas un opposant à l'économie de marché, devant le caractère destructeur de l'accord d'association, a déclaré que "l'accord d'association avec l'Union européenne participera à l'appauvrissement du pays".

Il explique ainsi ce phénomène :

"Parce que l'Algérie n'a pas mis, au cours des négociations, des mécanismes de protection des entreprises algériennes et de la production nationale, puisque l'Algérie, qui dispose d'une industrie jeune, est confrontée à une concurrence mondiale féroce à travers cet accord et la prochaine adhésion de l'Algérie à l'OMC" (El Khabar, 11 octobre 2006).

LE PRIX DU SUCRE N'A JAMAIS ÉTÉ AUSSI ÉLEVÉ QUE DEPUIS L'ACCORD D'ASSOCIATION ALGÉRIE-UNION EUROPÉENNE

Les multinationales ont pour objectif de pénétrer tous les marchés. Cet objectif est illustré dans tous les chapitres qui fixent les quotas d'exportations pour les

deux parties, quotas qui sont grossièrement discriminatoires. Ainsi, à titre d'exemple, concernant le blé :

“L'Union européenne est autorisée à exporter 400 000 tonnes de blé au moment où l'Algérie n'est autorisée à exporter que 400 tonnes de pâtes alimentaires et de couscous.”

Comme on peut le vérifier dans plusieurs articles de l'accord, pour tous les domaines où l'Algérie dispose de potentialités qui lui permettent d'exporter de grandes quantités de marchandises produites localement, l'accord impose des quotas. C'est le cas du vin sous toutes ses formes. Alors que, pour les marchandises dont la production est faible ou inexistante dans le pays, telles que les produits tropicaux, les soies de porc (qui n'est pas élevé en Algérie) et le coton (qui n'est pas produit dans le pays), ou encore les produits agricoles nécessitant de lourds investissements (les primeurs), tels que la pastèque en hiver, aucun quota n'est fixé.

Les partisans de l'accord d'association ont promis par exemple la baisse du prix du sucre, un produit très prisé dans le pays. Mais, dès le début de la mise en œuvre de l'accord d'association, c'est au contraire la flambée du prix du sucre qui s'est produite. Le prix du sucre n'a jamais baissé depuis.

“150 000 tonnes de sucre blanc sont exportées d'Europe à 0 % de droits de taxation, alors que l'Union européenne subventionne son sucre à l'exportation à hauteur de 70 %”,

relève un industriel privé (*La Tribune*, 26 décembre 2006). L'entreprise nationale Enasucré, qui emploie 1 000 travailleurs, connaît des difficultés pour écouler sa production, puisque le sucre roux, importé comme matière première, n'est pas concerné par les réductions de taxes. Plusieurs mouvements de grève se sont développés dans les différentes unités de production de cette entreprise pour dénoncer la “concurrence déloyale”. Un autre exemple a défrayé la chronique ces derniers temps : il s'agit du prix de la pomme de terre, qui a atteint les 100 dinars le kilogramme, soit 1 % du salaire national minimum garanti.

Là encore, l'accord d'association n'est pas étranger à ce fait.

Au moment où

“L'Union européenne peut exporter 45 000 tonnes de semences de pomme de terre (600 000 tonnes de pommes de terre fraîche), l'Algérie ne peut exporter vers les pays de l'Union européenne que seulement 3 000 tonnes, entre le 1^{er} janvier et le 31 mars”,

ajoute *La Tribune* (26 décembre).

Tous les produits semi-finis, ainsi que les matières premières nécessaires à la production nationale sont, quant à eux, toujours taxés, augmentant ainsi les coûts de production des produits locaux, qui arrivent sur le marché plus coûteux que les produits importés.

« LE MARCHÉ “LIBRE” PRÉCIPITE LA DÉSINDUSTRIALISATION DU PAYS »

« Le marché “libre” précipite la désindustrialisation du pays », titre le journal *El Watan* (15 octobre 2006). Selon l'Office national des statistiques (ONS),

“la production industrielle du secteur public national a baissé de 1,3 % au premier semestre de l'année 2006 par rapport à la même période de 2005”.

Là encore, le lien avec l'accord d'association est directement établi. Au premier semestre de l'année 2005, l'accord n'était pas encore appliqué. Hormis les secteurs de l'énergie et des mines, qui ont connu respectivement 3,4 % et 13,4 % de hausse de production, et, à un degré moindre, l'industrie de la chimie et du plastique (+1,3 %), du bois, du liège et du papier (0,1 %), ajoute l'étude,

“les autres secteurs ont accusé des baisses très importantes, notamment les industries manufacturières (- 4,3 %), les industries agroalimentaires (- 9,1 %), les cuirs et chaussures (- 14,6 %) et les textiles (- 14,4 %)” (*Le Jeune Indépendant*, 3 octobre 2006).

Sur le plan des rentrées douanières,

“dans les 10 prochaines années, l'Algérie perdra encore 5 milliards de dollars et risque de perdre 500 000 possibilités d'emplois conséquemment à la mise en œuvre de l'accord d'association”,

avertit le journal *El Khabar* (2 septembre 2006), qui cite des experts indépendants.

En effet, devant le déferlement des produits d'importation, l'écrasante majorité des entreprises nationales connaissent des taux de mévente records. Les stocks de marchandises qui ne trouvent pas preneurs sont devenus légion dans le pays. Le secteur public du textile, qui dispose d'unités de production dans toutes les régions du pays et qui emploie 43 000 salariés, est menacé de liquidation pure et simple, alors que des pans entiers de la population, frappés par l'érosion du pouvoir d'achat et le chômage, se tournent désormais vers la friperie. Plusieurs entreprises continuent à exister parce qu'elles ont des marchés à long terme avec des institutions de l'Etat. Les syndicalistes ont organisé plusieurs grèves et journées d'action pour dénoncer cette situation et réclament l'intervention de l'Etat pour protéger les entreprises publiques.

La "réforme" du système financier et bancaire est inscrite dans l'accord d'association. En plus du fait que la souveraineté du pays se trouve menacée, les entreprises publiques sont privées des crédits permettant de faire face à leurs besoins en matières premières ou en renouvellement des équipements devenus obsolètes. Là encore, c'est la nécessité du respect de la "concurrence" qui est mise en avant par les sous-traitants de la politique de l'impérialisme, qui exigent "l'adaptation du cadre institutionnel, législatif et réglementaire" à la "mondialisation".

Plusieurs textes de lois, qui s'inscrivent dans l'esprit de "la déclaration de Barcelone", sont ainsi promulgués souvent sans même un débat au Parlement. Il en est ainsi du Code des investissements et de la loi sur le foncier industriel, qui ouvre la voie à son bradage (15 600 hectares ont été dégagés par le ministre en charge des Privatisations pour les offrir aux "investisseurs").

UN AN APRÈS L'ACCORD ALGÉRIE-UNION EUROPÉENNE, LES EXPORTATIONS CHUTENT !

"Nous (l'Algérie — NDLR) perdons tous les jours des parts de marchés", informe un patron du secteur du textile et ex-ministre des Privatisations. Il ajoute, à propos de la première année de la mise en

œuvre de l'accord d'association, que

"les investissements directs étrangers et la hausse des exportations hors hydrocarbures vers l'Union européenne ne sont pas au rendez-vous" (Liberté, 23 septembre 2006).

Elles sont ainsi évaluées à 780 millions de dollars.

En réalité, comme l'explique un vice-président de l'Association algérienne des exportations, les exportations hors hydrocarbures s'amenuiseront.

"Si l'on devait expurger le phosphore, le nitrate, l'acier et les déchets ferreux et non ferreux de la liste des exportations hors hydrocarbures, il ne resterait pratiquement que 250 millions de dollars représentés par les produits agricoles" (Le Jeune Indépendant, 10 octobre 2006).

Le ministre algérien du Commerce reconnaît que les bateaux qui déchargent les marchandises aux ports algériens repartent vides. Concernant la balance commerciale entre les deux "partenaires", il a déclaré que

"L'Algérie n'a, en effet, qu'un milliard de dollars US vers les marchés européens (un chiffre insignifiant, selon lui), contre 21 milliards de dollars US d'importations de l'Europe. Ce qui fera dire à ce dernier que les prévisions de l'Algérie d'exporter 10 milliards de dollars de produits hors hydrocarbures d'ici à 2010 est un objectif difficile, voire impossible à atteindre" (Horizons, 30 janvier 2007).

8,15 MILLIONS D'EUROS POUR LIQUIDER LE TISSU INDUSTRIEL DU PAYS

Parmi "les domaines prioritaires de la coopération", se trouve "l'adaptation du cadre institutionnel, législatif et réglementaire régissant les activités du secteur de l'énergie et des mines aux règles de l'économie de marché". Plus loin, il est fait mention de la nécessité de "soutien et de la promotion de l'investissement privé dans les activités de l'énergie et des mines".

C'est, en d'autres termes, la dénationalisation du secteur vital des hydrocarbures qui est exigée pour permettre aux multina-

tionales de piller le pétrole et le gaz. Notons que l'essentiel des multinationales qui exploitent les hydrocarbures en Algérie sont américaines. Cette exigence de l'accord d'association a été satisfaite le 20 mars 2005. Moins d'une semaine après la ratification de l'accord d'association par les députés de la majorité à l'Assemblée populaire nationale, une loi dénationalisant les hydrocarbures a donc été approuvée sur pression américaine.

Par ailleurs, il n'est pas inutile de rappeler la pression exercée par les négociateurs européens pour mettre fin à la politique des prix administrés des produits énergétiques (pétrole et gaz) appliqués sur le marché national. Les négociateurs de l'Union européenne ont demandé explicitement au gouvernement algérien d'appliquer les prix du marché mondial sur le marché national ou bien d'exporter le gaz et le pétrole aux prix pratiqués sur le marché national. A titre d'illustration, le litre de gasoil, qui se vend à la pompe un euro le litre en Europe, reviendrait à l'équivalent de 100 dinars en Algérie, soit 1 % du SMIC !

L'OMC, citée plusieurs fois dans le texte de l'accord d'association, exige la mise en œuvre de tout le contenu de l'accord pour accepter l'adhésion de l'Algérie.

Le chef de la section des négociations commerciales à la Commission des Nations unies pour le commerce extérieur et le développement (CNUCED) estime que *"le statut de pays producteur-exportateur de pétrole ne facilite pas la conclusion rapide d'un accord pour l'accession de l'Algérie à l'OMC"* et appelle à mettre fin à la politique de double prix, avant de *"suggérer"* à l'Algérie *"une ouverture conséquente (à la concurrence internationale) de ses services à l'énergie"* (Liberté, 1^{er} février).

L'Union européenne apporte un *"appui à la réforme des systèmes bancaire et financier en Algérie"*, lit-on dans le texte de l'accord d'association. La *"réforme"* exigée ici n'est autre qu'un appel à la privatisation des banques publiques, qui ont permis de préserver des milliers d'entreprises publiques par le financement de l'argent public déposé dans les banques publiques. C'est une vieille exigence du

FMI. Erik de Vriger, son responsable pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, a dirigé une mission du FMI qui a séjourné dans le pays du 6 au 24 octobre 2005. Après avoir noté que *"la hausse des prix du pétrole a renforcé la position financière de l'Algérie vis-à-vis du reste du monde"*, il a ordonné *"le transfert du contrôle de quelques banques publiques à des banques étrangères"*. C'est au nom des intérêts bien compris des spéculateurs financiers de tout bord, qui ont, par diverses manipulations, détruit les économies de plusieurs pays tels que l'Argentine en 1986 ou encore plusieurs pays du Sud-Est asiatique en 1997, que le FMI agit comme instrument de remise en cause de la souveraineté des nations sur leurs richesses et le produit de leurs richesses.

C'est durant cette même période qu'une décision de privatisation du Crédit populaire d'Algérie à raison de 51 % pour le partenaire étranger a été annoncée (en 2005) par le ministre des Finances. D'autres banques sont aussi concernées par la privatisation. C'est une menace directe contre l'indépendance économique et politique du pays, une menace contre un instrument de l'exercice de la souveraineté nationale.

L'ouverture du secteur bancaire à la concurrence a permis la création de banques privées par le détournement de l'argent public et de dizaines de milliers d'épargnants. Neuf banques privées (nationales) ont été dissoutes suite à des scandales financiers dignes de la mafia russe. Des milliards de dollars se sont *"évaporés"*, des dizaines de milliers d'emplois ont été perdus et des centaines de milliers de personnes ont été victimes de ces faillites. Les procès en cours de deux principales banques privées révèle déjà le caractère mafieux et parasitaire de ces opérations, qui ont été saluées à leur naissance par les institutions de l'impérialisme et leurs agents locaux.

Les recettes des hydrocarbures, qui ont atteint 54 milliards de dollars en 2006, ainsi que les réserves de change, qui avoisinent les 80 milliards de dollars, sont clairement convoitées par les spéculateurs en tout genre. L'instrument matériel d'exercice de la souveraineté est ainsi menacé.

“Des actions de soutien au partenariat et à l’investissement direct par des opérateurs, notamment privés, ainsi qu’aux programmes de privatisations” sont érigées en *“coopération économique”* par cet accord.

Ainsi, pour l’Union européenne, qui organise la désindustrialisation en Europe, où les patrons délocalisent ou menacent de délocaliser si les travailleurs ne veulent pas accepter l’abaissement des *“coûts du travail”*, toute l’économie algérienne doit être privatisée.

La seule *“coopération”* qui est proposée par les concepteurs de l’accord d’association, c’est *“accompagner la restructuration du secteur industriel et le programme de mise à niveau, en vue de l’instauration de la zone de libre-échange”*, lit-on dans le texte de l’accord. Pour cela, une enveloppe de 8,5 millions d’euros est dégagée par l’Union européenne (janvier 2006) pour accélérer la privatisation-destruction des entreprises publiques.

Parallèlement aux accords d’association qui lient l’Union européenne avec les Etats, il existe une politique qui pousse à l’établissement de régions de libre commerce par la création d’entités régionales. Il faut *“encourager toutes les actions visant à créer des synergies d’impact régionales”*, dit l’accord, qui précise, dans le chapitre du champ d’application, que

“la coopération encouragera l’intégration économique intramaghrébine par la mise en œuvre de toute mesure susceptible de concourir au développement de ces relations intramaghrébines” (article 1^{er} de l’accord).

Le caractère supplétif et subsidiaire de l’Union européenne par rapport à la première puissance mondiale, les Etats-Unis, est clairement établi. En réalité, cette zone de libre-échange Union européenne-Afrique du Nord, qui se profile, prépare le terrain à la mise en œuvre d’une initiative américaine appelée *“initiative Eizenstat”*, du nom du ministre du Commerce américain, qui a proposé en 2000 la création d’une zone de libre-échange entre les trois pays, Algérie, Maroc et Tunisie, et les Etats-Unis d’Amérique. Des accords de libre-échange sont déjà mis en œuvre entre les Etats-Unis et la Tunisie, ainsi qu’avec le Maroc.

Le 21 et 22 décembre 2006, s’est tenue *“une réunion des ministres maghrébins des Finances sur les réformes du secteur financier et l’intégration financière”* (*Le Jeune Indépendant*, 24 décembre 2006).

Le directeur général du FMI, M. Rodrigo De Rato, qui a assisté à cette réunion, a *“conseillé”* aux cinq pays du Maghreb (Libye, Tunisie, Algérie, Maroc, Mauritanie, qui constituent l’Union du Maghreb arabe, UMA) *“l’accélération de la réforme du secteur financier et l’approfondissement de l’intégration financière (...) pour accroître le potentiel économique de la région”*. Par ailleurs, une *“zone arabe de libre-échange”* est en formation. L’Algérie n’y adhère pas pour le moment à cause d’un différend sur la question des règles d’origine, explique le ministre du Commerce dans *Le Jeune Indépendant* (25 décembre 2006).

Les plans d’ajustement structurel (PAS), les accords de libre-échange qui sont signés entre plusieurs pays de la région et les Etats-Unis d’Amérique, ainsi que les accords d’association qui lient plusieurs pays arabes à l’Union européenne profitent exclusivement aux multinationales, notamment américaines. Ces accords s’apparentent aux traités qui lient les pays de l’Amérique du Sud, dont le Mercosul, qui se développe sous la forme d’une sous-région de libre-échange, qui ne peuvent aller que dans le sens des intérêts des multinationales américaines qui imposent leurs produits.

Pour les multinationales, il faut en finir avec les nations et les lois nationales, car leur existence constitue des obstacles à l’exploitation et au pillage par les multinationales.

“Ouvrir le marché de 75 millions de consommateurs au commerce international” est le principal objectif recherché par les défenseurs du système de la propriété privée des moyens de production en décomposition avancée, car arrivé à son ultime stade de développement depuis longtemps. Le drame des jeunes d’Afrique subsaharienne, mais aussi de plus en plus d’Algériens, de Marocains et de Tunisiens, qui périssent en Méditerranée en tentant de fuir le chômage, illustre la barbarie à laquelle pousse le démantèlement des économies de pays africains.

Et il est à noter que, dans le cadre de la "coopération sécuritaire" inscrite dans l'accord d'association, il est proposé régulièrement aux pays du Maghreb dans le dossier douloureux de l'immigration clandestine, qui a tué des milliers de jeunes ces dernières années, de jouer le rôle de "poste avancé" de la police des pays de l'Union européenne en installant des centres de transit pour clandestins afin de les empêcher d'arriver aux côtes du sud de l'Europe.

L'accord d'association évoque des désaccords éventuels qui peuvent résulter de sa mise en œuvre. Il prévoit comme outils de règlement ceux qui sont prévus dans les statuts du Fonds monétaire international et de l'Organisation mondiale du commerce. Il n'existe aucun exemple où les Etats-Unis ont perdu un arbitrage organisé dans ces institutions...

DES "RÉFORMES" LIQUIDATRICES DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

C'est dans le sillage de cet accord qu'a été introduite la réforme de l'enseignement supérieur par le système licence-master-doctorat (LMD), qui régionalise les diplômes nationaux et qui les harmonise vers le bas. Pour la deuxième année de son application, des filières entières sont supprimées, le nombre d'heures de cours et de travaux dirigés ainsi que le nombre d'années pour l'obtention des diplômes universitaires sont constamment réduits. Un patron d'une entreprise privée a, par exemple, chargé un de ses représentants de prendre part à une réunion pédagogique à l'université de Bejaia, dans l'objectif d'arrêter le programme de formation qui répond aux besoins de son entreprise.

Des universités qui "forment" des diplômés à la carte, selon les besoins des chefs d'entreprises et selon l'environnement immédiat de l'université d'accueil des étudiants, en remettant en cause le caractère national des diplômes, telle est la coopération scientifique proposée par l'Union européenne.

Un vice-recteur chargé de la pédagogie, assailli par les questions des étudiants au cours de l'un des rares débats qui ont eu lieu sur cette "réforme", a répondu :

"C'est la mondialisation et l'accord d'association avec l'Union européenne qui nous imposent de le faire."

Des dizaines de milliers d'étudiants sont forcés de "choisir" ce nouveau système, qui liquide les diplômés et l'enseignement supérieur.

Des grèves et des protestations contre l'introduction du système LMD ont secoué plusieurs universités du pays. Le 11 décembre dernier, ce sont 25 000 étudiants, sur un total de 30 000 que compte l'université de Tizi-Ouzou, qui ont organisé une immense manifestation.

L'Université publique et gratuite est un acquis fondamental de la révolution algérienne. Avec moins d'une centaine de bacheliers lors de l'indépendance, elle a formé plus de 1,8 million de diplômés depuis l'indépendance du pays (100 000 diplômés durant l'année universitaire 2005-2006). L'Université se trouve ainsi remise en cause par cette réforme venue de l'Union européenne. 850 000 étudiants sont directement menacés dans leurs droits aux études, à un vrai diplôme universitaire national pour accéder à de vrais emplois. Dans le sillage de la mise en œuvre de cette contre-réforme, une autre "réforme" est introduite dans le secteur de l'éducation nationale, qui prévoit la liquidation des lycées techniques. Cinq filières sur dix devront disparaître, selon un récent texte (décembre 2006). Cette "réforme" rencontre une résistance farouche des enseignants, des lycéens et de leurs parents. Une grève nationale a eu lieu le 16 janvier dernier.

La résistance des travailleurs aux privatisations, qui, en majorité, sont synonymes de liquidation des entreprises, l'absence d'investisseurs étrangers (les investissements directs étrangers sont insignifiants et n'ont créé aucune activité qui génère des emplois), ainsi que les développements politiques en cours à l'échelle mondiale et particulièrement en Amérique latine ont amené les autorités du pays à reconsidérer la question des privatisations en retirant au moins une centaine d'entreprises publiques, considérées comme stra-

tégiques, de la liste des entreprises à privatiser. Une “stratégie industrielle” qui s’appuie sur les investissements publics est actuellement en discussion au niveau gouvernemental.

Une année seulement depuis la mise en œuvre de l’accord d’association Algérie-Union européenne, un débat national sur ce sujet est en cours. Des débats ont lieu dans les médias publics et privés sur la nécessité de renégocier l’accord, “*parce que l’Algérie était en position de fragi-*

lité” en raison de la guerre de décomposition qu’a subie le pays et ses conséquences sur tous les plans.

En réalité, ces frémissements sont à mettre en rapport avec la décision de l’Etat de renationaliser les hydrocarbures en juillet 2006, comme produit d’une combinaison de facteurs nationaux et internationaux, en relation avec la résistance du peuple au pillage étranger.

Ibrahim Youssef

André Breton

**“Le poète à venir surmontera
l’idée déprimante du divorce irréparable de l’action
et du rêve...”**

(1931, *Les Vases communicants*)

(deuxième partie)

Par Jean-Pierre Plisson

LA RENCONTRE AU MEXIQUE AVEC TROTSKY : LE MANIFESTE DE LA FIARI

Dans la période qui va de 1934 à la déclaration de guerre de septembre 1939, Breton se dresse de plus en plus clairement contre le stalinisme et se rapproche des positions de Trotsky. Il est remarquable que cette période soit aussi celle où le surréalisme prenne tout son essor.

Les “expositions internationales” et autres manifestations se succèdent, témoignant d’un fort développement au plan mondial : Copenhague (janvier 1935), Santa Cruz de Tenerife (Canaries) (mai 1935), La Louvière (Belgique) (octobre 1935), Londres (juillet 1936), Tokyo (juin 1937). Entre ces deux dernières, *L’Amour fou* aura été publié en février 1937 (quelques jours après le meeting du Magic Circus, organisé par le POI contre le deuxième procès de Moscou). En décembre, le n° 10 de la revue d’art *Minotaure* est entièrement consacré au surréalisme, le comité de rédaction étant alors composé des seuls Breton, Duchamp, Eluard, Heine et Mabille.

La troisième “Exposition internationale du surréalisme” de janvier 1938, à Paris,

va marquer un sommet : 60 artistes de quinze pays y participent avec 300 œuvres.

André Breton est alors appelé à prononcer au Mexique des conférences sur la littérature et l’art en France, des encyclopédistes à nos jours. C’est par ce biais qu’il va pouvoir rencontrer Trotsky.

Il arrive au Mexique avec sa femme, Jacqueline Lamba, le 18 avril. Trotsky et Natalia les accueillent aux premiers jours de mai, dans la “maison bleue” de Coyoacan (1). Trotsky s’est informé auprès de Naville de l’évolution politique de Breton (2) et va inviter les rédacteurs de *Partisan Review* (3) à entrer en contact avec lui :

(1) Sur le séjour de Breton au Mexique, lire l’étude remarquable et très complète de Gérard Roche, “*La rencontre de l’Aigle et du Lion*”, dans les *Cahiers Léon Trotsky*, n° 25, de mars 1986, à laquelle cette partie doit beaucoup.

(2) Lettre de Pierre Naville à Jan van Heijenoort (12 mai 1938), supra.

(3) *Partisan Review* : revue américaine fondée en décembre 1937, d’abord sous influence du Parti communiste américain, puis indépendante de celui-ci, où se retrouvent les intellectuels Philip Rahv, William Phillips et Dwight Macdonald. Trotsky va y envoyer, le 17 juin 1938, une lettre à sa rédaction, “*L’art et la révolution*”, où il proclame que “*la lutte idéologique entre la IV^e et la III^e Internationales n’est pas fondée uniquement sur une opposition dans la conception des objectifs des partis, mais sur*

“André Breton, la tête reconnue du surréalisme, est maintenant au Mexique. Comme vous le savez certainement, sur le plan artistique comme sur le plan politique, il est non seulement indépendant du stalinisme, mais il leur est tout à fait hostile. Il a de sincères sympathies pour la IV^e Internationale” (4).

S’il connaît l’existence du surréalisme par les opposants de gauche français et pourrait avoir eu entre les mains quelques numéros de *La Révolution surréaliste* (5), il semble que Trotsky n’ait rien lu de Breton. Il parcourt alors les quelques livres que lui a envoyés le critique d’art américain Meyer Schapiro : *Le Manifeste du surréalisme*, *Nadja*, *Les Vases communicants*, et très certainement *L’Amour fou*, assez en tout cas, en dira Breton, pour en discuter avec lui (6).

Le 13 mai, Breton prononce sa première et dernière conférence à l’Université autonome de Mexico. Le cycle prévu sera rendu impossible par des troubles provoqués par les staliniens. Une lettre du bureau de l’Association des artistes et écrivains révolutionnaires (AEAR), adressée aux principaux artistes et intellectuels mexicains, avait en effet précédé Breton. Elle indiquait que

“M. André Breton a toujours pris position contre le Front populaire et, dans ce but, s’est toujours allié avec les éléments politiques les plus troubles. Son action contre la République espagnole a pris les formes les plus perfides” (7).

Le 17 mai, Breton présente au Palais des beaux-arts de Mexico le film de Luis Bunuel *Un chien andalou*. Contre l’atmosphère de lynchage déchaînée contre Breton par les staliniens, trente-six intellectuels mexicains protestent par voie d’affiches et de tracts, et organisent deux de ses conférences les 21 et 25 juin au même Palais des beaux-arts. Pour assurer la protection physique de Breton, Trotsky a demandé à ses camarades mexicains de participer au service d’ordre.

Début juin, après de nombreuses discussions sur le réalisme de Zola, sur Hegel, Freud et la question du “hasard objectif”, qui semble les opposer quelque peu, Trotsky propose à Breton la rédaction d’un manifeste pouvant regrouper les écrivains et artistes révolutionnaires au niveau international. De nouvelles discus-

sions ont lieu sur l’art et la politique, lors d’un voyage à Patzcuaro (8). Breton, à la demande pressante de Trotsky et après beaucoup d’hésitations (9), commence à écrire début juillet et présente son projet manuscrit (écrit à l’encre verte) à Trotsky, qui le confronte au sien en russe et dactylographié. Le montage collé des deux textes sera dactylographié et traduit en français par Jan van Heijenoort (10), secrétaire de Trotsky.

Le 25 juillet 1938, est signé le manifeste *Pour un art révolutionnaire indépendant*, fondement d’une Fédération internationale des artistes révolutionnaires indépendants, manifeste rendu célèbre par son injonction finale :

“Ce que nous voulons : l’indépendance de l’art pour la révolution, la révolution pour l’indépendance définitive de l’art” (11).

Estimant, pour des questions d’opportunité politique, que ce texte devait être signé par deux artistes (12), Trotsky a

une opposition dans la conception générale de la vie matérielle et spirituelle de l’humanité” (Littérature et révolution, Passion, 2000, supra, p. 258-264).

(4) Lettre de Trotsky à Philip Rahv du 12 mai 1938, *Œuvres de Léon Trotsky*, tome 17, p. 230.

(5) G. Roche, supra.

(6) Breton au meeting du POI du 11 novembre 1938, *Visite à Léon Trotsky*, *Œuvres de Léon Trotsky*, tome III, pp. 692 à 704 : “Connaissant assez bien mes livres, il a insisté pour prendre connaissance de mes conférences et m’a offert de les discuter avec moi.”

(7) “Entretiens”, *Œuvres*, supra, p. 548.

(8) Un projet de publication, *Les Entretiens de Patzcuaro*, avait alors été envisagé, mais n’eut pas de suite. Restent les témoignages de Jan van Heijenoort, infra, de Jacqueline Lamba interviewée par Arturo Schwarz en novembre 1972, dans Arturo Schwarz, *Breton-Trotsky*, 10 x 18, 1974, et de Breton lui-même dans *Visite à Léon Trotsky*, supra.

(9) Jean van Heijenoort, *Sept ans auprès de Léon Trotsky*, p. 183 à 186, M. Nadeau, 1978.

(10) Jan van Heijenoort avait déjà rencontré Breton dans les réunions du groupe surréaliste, à Paris, lors de la campagne contre les procès de Moscou. Cf. supra, et aussi première partie, supra : 1936.

(11) G. Roche : *Breton, Trotsky, une collaboration*, analyse du manifeste paragraphe par paragraphe – projet de Breton original conservé à la Houghton Library (Harvard) et texte définitif mis en regard. *Pleine Marge*, n° 3, mai 1986. Ce manifeste a été republié sous cette forme dans *Léon Trotsky, Littérature et révolution*, éditions de la Passion, 2000, où est citée aussi l’étude de Marlène Kadar “Cultural politics in the 1930’ : Partisan Review, the surrealists and Leon Trotsky”, Ph. D., Edmonton, Alberta, 1983, 284 pages.

(12) C’est du moins l’explication qu’en donne Marguerite Bonnet. *Œuvres*, tome 2, chronologie, p. LVII.

demandé à Rivera de le signer à sa place, aux côtés de Breton. Le texte est immédiatement traduit en anglais et en espagnol.

Par ce texte, écrit à la veille de la Seconde Guerre mondiale, Trotsky cherche à créer un mouvement d'intérêt et de sympathie autour de la IV^e Internationale parmi les intellectuels ébranlés par les procès de Moscou, qui, en décapitant la génération d'Octobre, viennent de créer, comme l'a dit Breton, un "*climat mortel pour la pensée socialiste elle-même, pour toute l'action révolutionnaire dans le monde*" (13).

Mais au-delà de la conjoncture politique qui le rendait nécessaire, ce manifeste reste à notre sens la seule analyse en profondeur des rapports de la vie intellectuelle et de la nécessaire émancipation sociale de l'homme, le texte de référence en ce domaine et sans doute pour longtemps.

Ainsi, au paragraphe 4 :

"L'art véritable, c'est-à-dire celui qui ne se contente pas de variations sur des modèles tout faits, mais s'efforce de donner une expression aux besoins intérieurs de l'homme et de l'humanité d'aujourd'hui, ne peut pas ne pas être révolutionnaire, c'est-à-dire ne pas aspirer à une reconstruction complète et radicale de la société..."

Freud est convoqué :

« La révolution communiste n'a pas peur de l'art... Le mécanisme de sublimation qui intervient en pareil cas, et que la psychanalyse a mis en évidence, a pour objet de rétablir l'équilibre rompu entre le "moi" cohérent et les éléments refoulés. Ce rétablissement s'opère au profit de "l'idéal du moi", qui dresse contre la réalité présente, insupportable, les puissances du monde intérieur, du "soi", communes à tous les hommes et constamment en voie d'épanouissement dans le devenir. »

C'est Trotsky qui insiste sur la liberté en art, en affirmant à la fin du paragraphe 9 : "**Toute licence en art**", sans la restriction "*sauf contre la révolution prolétarienne*" qu'y avait mise Breton, mais aussi par ce qui est affirmé dans le paragraphe 10 :

"Si, pour le développement des forces productives matérielles, la révolution est tenue d'ériger un régime socialiste de plan centralisé, pour la création intellec-

tuelle, elle doit dès le début même établir un régime anarchiste de liberté individuelle. Aucune autorité, aucune contrainte, pas la moindre trace de commandement !" (14).

Avec, toutefois, la précision suivante, donnée sans doute aussi par Trotsky, au paragraphe 11 :

"Nous estimons que la tâche suprême de l'art à notre époque est de participer consciemment et activement à la préparation de la révolution. Cependant, l'artiste ne peut servir la lutte émancipatrice que s'il s'est pénétré subjectivement de son contenu social et individuel, que s'il en a fait passer le sens et le drame dans ses nerfs et que s'il cherche librement à donner une incarnation artistique à son monde intérieur."

Cet accord sur des questions aussi complexes, de la part de deux hommes qui ne se connaissaient pas trois mois auparavant, ne peut s'expliquer, d'une part, que par la relation profonde de Breton à la cause de l'émancipation de l'homme, mais aussi, d'autre part, par la réceptivité exceptionnelle de Trotsky à l'enjeu que constitue la vie intellectuelle dans tous ses aspects, avant, pendant et après la révolution, et pour qui, comme il le disait déjà dans la *Pravda* en 1923, "*l'homme ne vit pas seulement de politique*" (15).

Les écrits de Trotsky de 1923 sur la littérature, l'art, les sciences et le "mode de vie", à la veille de la lutte pour un *cours nouveau* du parti contre la bureaucratie montante, mais aussi ses réflexions sur ces questions au cours de toute sa vie éclairent cet accord avec Breton.

Ainsi, le 9 mai 1924, dans une réunion du bureau de presse du comité central sur "*La politique du parti dans le domaine de la littérature*", Trotsky défend-il vigoureusement la spécificité de l'œuvre d'art face aux tenants de la "culture prolétarienne" :

(13) André Breton : *Discours du 26 janvier 1937* au meeting du POI sur le second procès de Moscou, cf. supra (première partie), *Œuvres*, supra, p. 1209.

(14) *Passion*, 2000, supra, p. 284. Cette phrase de "*l'original russe du texte*", d'après A. Schwarz, serait de Trotsky. J. Lamba le confirme aussi, tout en précisant qu'il s'agit évidemment du "*plan de la création intellectuelle*" (A. Schwarz, supra).

(15) Léon Trotsky, *Les Questions du mode de vie*, *Passion*, 2000, supra, p. 300.

“La création artistique de l’époque actuelle apparaît comme un tissu extrêmement complexe, qui ne se fabrique pas automatiquement, à coups de réunions, de cercles et de séminaires, mais se crée peu à peu par des relations complexes... On ne peut aborder l’art comme on le fait de la politique. Non pas parce que la création artistique est une cérémonie religieuse et une mystique, comme quelqu’un l’a dit ici ironiquement, mais parce qu’elle a ses règles et ses méthodes, ses propres lois de développement, et surtout parce que, dans la création artistique, un rôle considérable revient aux processus subconscients, qui sont plus lents, plus paresseux, plus difficiles à contrôler et à diriger, précisément du fait qu’ils sont subconscients” (16).

Aussi, dans un autre texte de la même année :

“Notre conception marxiste de conditionnement social objectif de l’art et de son utilité sociale ne signifie nullement, lorsqu’elle est traduite dans le langage de la politique, que nous voulons régenter l’art au moyen de décrets et de prescriptions. Il est faux de dire que, pour nous, seul est nouveau et révolutionnaire un art qui parle de l’ouvrier ; quant à prétendre que nous exigeons des poètes qu’ils décrivent exclusivement des cheminées d’usine ou une insurrection contre le capital, c’est absurde... Si petit qu’il soit, le cercle du lyrisme personnel a incontestablement le droit d’exister dans l’art nouveau. Bien plus, l’homme nouveau ne pourra être formé sans un nouveau lyrisme... Personne n’imposera, ni ne s’avisera d’imposer aux poètes une thématique. Ecrivez donc tout ce qui vous vient à l’esprit !” (17).

Et encore :

“L’art doit se frayer sa propre route par lui-même. Ses méthodes ne sont pas celles du marxisme. Si le parti dirige le prolétariat, il ne dirige pas le processus historique” (18).

Dans le domaine de la psychanalyse, on connaît la première description qu’il en fait en 1923 :

“Il est clair pour tous... que l’œuvre de Pavlov se situe sur le terrain du matérialisme. Que dire de la théorie psychanalytique de Freud ? Est-elle compatible avec le matérialisme, comme le pense le camarade Radek, comme je le pense moi-même... On peut poser la même question à propos des nouvelles théories de la structure atomique, etc. Il serait mer-

veilleux que se trouve un savant capable d’embrasser méthodologiquement toutes ces nouvelles généralisations, d’en établir les connexions avec la conception du monde dialectique. Il pourrait par là énoncer les critères réciproques des nouvelles théories et approfondir du même coup la méthode dialectique” (19).

Aussi, dans la lettre à I. P. Pavlov de la même année, où, expliquant à l’académicien russe que pendant son séjour à Vienne, il avait “coudoyé d’assez près les freudiens, en lisant leurs travaux et fréquentant même leurs réunions”, il pense que “la théorie des réflexes conditionnés... englobe la théorie de Freud comme un cas particulier” (20).

En 1929, dans son exil, Trotsky s’exprime à propos de l’imagination, dans une direction qui recoupe l’expérience de Breton :

“La fusion créatrice du conscient avec l’inconscient forme ce que l’on peut appeler l’inspiration. La révolution est un moment d’inspiration exaltée dans l’histoire. Tout véritable écrivain connaît des moments créateurs, pendant lesquels quelque chose de plus fort que lui guide sa main... C’est cela, l’inspiration. Elle naît d’une suprême tension créatrice de toutes les forces. L’inconscient surgit alors des profondeurs, se soumet le travail conscient de la pensée, se l’assimile dans une sorte d’unité supérieure” (21).

La tentation est forte de rapprocher cette analyse de la fameuse “phrase qui cognait à la vitre”, qui a conduit Breton, en 1920, à “écrire” *Les champs magnétiques* avec Philippe Soupault — première expérience d’“écriture automatique” — ou encore de ce que dit Breton dans le *Manifeste du surréalisme* de 1924 :

“Si les profondeurs de notre esprit recèlent d’étranges forces capables d’augmenter celles de la surface, ou de lutter victorieusement contre elles, il y a tout intérêt à les capter, à les capter

(16) Léon Trotsky, *Littérature et révolution* : “Le parti et les artistes”, *ibidem*, p. 270.

(17) Léon Trotsky, “L’école formaliste de poésie et le marxisme”, *ibidem*, p. 103.

(18) Léon Trotsky, “La politique du parti en art”, *ibidem*, p. 128.

(19) Léon Trotsky, *ibidem*, p. 129.

(20) Léon Trotsky, “Lettre à l’académicien I. P. Pavlov” du 23 septembre 1923, *ibidem*, p. 214.

(21) Léon Trotsky, *Ma vie*. Gallimard, 1953, pp. 343-344. Folio 1988, pp. 397-398.

d'abord, pour les soumettre ensuite, s'il y a lieu, au contrôle de notre raison. Les analystes eux-mêmes n'ont qu'à y gagner" (22).

Plus tard aussi, en 1932, à Copenhague, Trotsky déclare dans la conclusion de son discours aux étudiants à l'occasion du quinzième anniversaire de la révolution d'Octobre que,

"par la main géniale de Sigmund Freud, la psychanalyse avait soulevé le couvercle du puits poétiquement nommé l'âme de l'homme" (23).

Le 17 juin 1938, avant la rencontre avec Breton, il écrit encore dans une lettre à *Partisan Review* :

"Toute œuvre d'art authentique porte toujours en elle une protestation contre la réalité, consciente ou inconsciente...",

et que

"l'art peut être le grand allié de la révolution pour autant qu'il restera fidèle à soi-même" (24).

Tous ces rapprochements ne font pas de Breton un "trotskyste" ou de Trotsky un "surréaliste". Il est clair, cependant, qu'un climat de confiance s'est installé, qui augure bien des relations futures. En témoignage d'estime et d'amitié, Trotsky, dans un geste qui lui est inhabituel selon Heijenoort, confiera le manuscrit du manifeste à Breton, le jour de son départ du Mexique.

Mais après les procès de Moscou, l'échec et la répression sanglante de la révolution espagnole, la classe ouvrière entre dans une période de recul, qui ne sera pas sans conséquences sur les organisations trotskystes elles-mêmes.

En France, l'échec de la grève générale du 30 novembre 1938, à l'appel de la CGT, va sonner le glas de la vague révolutionnaire de 1936.

C'est dans cette période sombre, un an avant le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, alors qu'il était — selon les paroles célèbres de Victor Serge — *"minuit dans le siècle"*, que, le 3 septembre 1938, à Périgny, sera fondée la IV^e Internationale, dont le POI est la section française.

De retour à Paris fin août, Breton va déployer une grande activité pour constituer la FIARI. Il est encouragé par Trotsky, qui, dans une lettre du 31 août 1938, lui écrit :

"Si l'on veut se faire entendre à notre époque, il faut parler à haute voix et non chuchoter. J'espère bien que vous trouverez une manière de collaborer avec nos amis là-bas, sans mêler les armes ni confondre les responsabilités" (25).

En septembre, une soixantaine de personnalités ont déjà adhéré, parmi lesquelles Yves Allégret, André Masson, Robert Rius, Gérard Rosenthal (POI), Marcel Martinet, Henry Poulaille. (membres du comité national), Karl Teige, Ignacio Silone, Herbert Read, Marceau Pivert, et les jeunes du groupe Les Réverbères, Jean-François Chabrun, Gérard de Sède, Jean-Claude Diamant-Berger (qui, avec d'autres, maintiendront le lien du surréalisme organisé en France, pendant l'Occupation, avec le groupe-revue *La Main à plume*, et, pour un certain nombre d'entre eux, ont adhéré ou vont adhérer au POI).

Mais André Gide, particulièrement attendu (26), Roger Martin du Gard, Gaston Bachelard, Paul Rivet et Paul Eluard (qui a déjà refusé de se prononcer en 1936 contre le premier procès de Moscou) refusent l'adhésion.

La rupture définitive avec Eluard, qui renoue clairement avec Aragon, complique la situation. Les difficultés se coalisent et vont rendre irréalisable l'objectif du congrès mondial de la FIARI.

En octobre, Breton répond au surréaliste anglais Roland Penrose, ami d'Eluard, qui regrette la polémique avec l'URSS face au fascisme :

(22) André Breton, *Manifeste du surréalisme*, 1924. *Œuvres*, supra, p. 316.

(23) Léon Trotsky, conférence de Copenhague du 25 novembre 1932 prononcée en langue allemande. La première version en langue française connue a été publiée dans *Quatrième Internationale*, volume V, n° 7-10, octobre-novembre 1957. Pour la "petite histoire", cette conférence fut aussi le premier reportage au long cours du photographe Robert Capa — futur fondateur avec Henri Cartier-Bresson de l'agence Magnum —, basé alors à Berlin et sympathisant de l'exilé dans sa lutte contre Staline (reportage publié dans la revue berlinoise *Weltspiegel*).

(24) Lettre de Trotsky à *Partisan Review*, "L'art et la révolution", 17 juin 1938. *Passion*, supra, pp. 258 et 264.

(25) *Œuvres*, tome 18, pp. 269-270.

(26) "Gide, Trotsky, l'URSS et les procès de Moscou", article de Janine Robrieux, *Cahiers Léon Trotsky*, n° 25, mars 1986, p. 93.

“Il s’agit pour nous de continuer à mener un mouvement révolutionnaire **sur tous les plans**, et, s’il le faut, malgré un parti communiste ou un groupe surréaliste. Contre eux-mêmes si cela est nécessaire” (27).

En novembre 1938, au meeting du POI pour l’anniversaire de la révolution d’Octobre, Breton, parlant de sa *Visite à Léon Trotsky* (28), note que Trotsky trouvait toujours le moyen de relier un menu fait d’observation

“à une donnée plus générale, de le faire tourner à l’espoir d’un réajustement des valeurs de ce monde, d’y puiser un stimulant en faveur de **notre lutte**... Je salue le camarade Trotsky superbement vivant, et qui verra de nouveau sonner son heure, je salue le vainqueur et le grand survivant d’Octobre, le théoricien immortel de la révolution permanente.”

En décembre, Diego Rivera écrit une lettre à Breton, accusant la IV^e Internationale et Trotsky de procédés “staliniens”. Jan van Heijenoort envoie alors une lettre à Breton, rectifiant les propos mensongers tenus par Rivera.

La rupture entre Trotsky et Rivera est consommée. Rivera quittera la IV^e Internationale le 7 janvier 1939, pour ultérieurement rejoindre le Parti communiste mexicain. Cette rupture, s’ajoutant aux difficultés précédentes, affecte profondément Breton.

Aux Etats-Unis, ce ne sera que le 2 mars 1939 qu’une trentaine d’intellectuels, autour de la revue *Partisan Review*, se déclareront sympathisants du manifeste de la FIARI en créant la League for Cultural Freedom and Socialism.

Deux numéros de *Clé*, organe de la FIARI, dont la fabrication et “l’administration” seront confiées à Benjamin Péret et Maurice Nadeau, vont paraître en janvier et février 1939. En mai, un texte signé de la FIARI paraît dans le n° 12-13 de *Minotaure*. En juin, paraît la dernière déclaration de la FIARI (et du groupe surréaliste), écrite par Péret, avant le déclenchement du conflit mondial : *A bas les lettres de cachet !* (29).

Les relations épistolaires entre Breton et Trotsky vont s’interrompre après une dernière lettre de Trotsky sur la place de la FIARI fin 1938, et une dernière lettre de Breton en juin 1939 (30).

Trotsky écrit en 1939 :

“Il est bon que, sur terre, il y ait non seulement la politique, mais aussi l’art. Il est bon que l’art soit inépuisable dans ses virtualités, comme la vie elle-même.”

Le 3 septembre 1939, la France et l’Angleterre déclarent la guerre à l’Allemagne. Breton est mobilisé comme médecin. Le 17 janvier 1940, s’ouvre à Mexico la quatrième “Exposition internationale du surréalisme”.

Trotsky est assassiné le 20 août 1940 par un agent de Staline. Breton l’apprend par la presse et fond en sanglots (31).

L’EXIL AMÉRICAIN

Comme de nombreux intellectuels et artistes, Breton cherche à rejoindre les Etats-Unis. Il s’installe fin octobre 1940, avec sa femme Jacqueline Lamba et leur fille Aube, à la villa Air-Bel, à Marseille, siège du “Comité américain de secours aux intellectuels”, dirigé par l’Américain

(27) André Breton, *Lettre à nos amis de Londres*, 21 octobre 1938. José Pierre, tome I, p. 340.

(28) Parue dans *Quatrième Internationale*, n° 14-15 (novembre-décembre 1938), revue mensuelle du comité central du POI, dont le premier numéro est paru en octobre 1936). *Œuvres*, supra, tome 3, “*La Clé des champs*”, p. 692.

(29) José Pierre, supra, tome 1, p. 1939.

(30) Lettre de Trotsky à Breton, 27 octobre 1938. Arturo Schwarz *Breton-Trotsky*, supra, p. 129. Lettre de Trotsky à Breton, 22 décembre 1938, “*La mission de la FIARI*”, parue dans *Clé*, n° 2, en février 1939, reprise dans *Littérature et révolution*, Passion, 2000, p. 287 : “*La FIARI peut ozoniser l’atmosphère dans laquelle les artistes ont à respirer et à créer. En effet, à notre époque de convulsions et de réaction, de décadence culturelle et de barbarie morale, la création indépendante ne peut qu’être révolutionnaire dans son esprit, car elle ne peut que chercher une issue à l’insupportable étouffement social. Mais il faut que l’art en général, comme chaque artiste en particulier, cherche une issue par ses propres méthodes, sans attendre des ordres de l’extérieur, en refusant les ordres, et qu’il méprise tous ceux qui s’y soumettent. Faire nôtre cette conviction commune parmi les meilleurs artistes, voilà la tâche de la FIARI. Je crois fermement que ce nom passera dans l’histoire.*” Dernière lettre de Breton à Trotsky (2 juin 1939), Houghton Library : “*Inutile de vous dire que l’activité de la FIARI s’est trouvée gravement maléficiée du fait de cette rupture entre vous et Rivera.*”

(31) André Breton, *Perspective cavalière* : Pont-Levis (1962), p. 197. Gallimard, 1970.

Varian Fry (32). Il y retrouve Benjamin Péret et de nombreux surréalistes.

Après quelques accrochages avec la censure du gouvernement de Vichy pour *Fata Morgana* et *L'anthologie de l'humour noir*, et quatre jours d'emprisonnement avec ses amis, comme "anarchistes dangereux", lors d'un passage du maréchal Pétain à Marseille, il embarque pour les Etats-Unis le 24 mars 1941.

De jeunes sympathisants du surréalisme vont fonder, avec l'aval de Péret, *La Main à plume* (33), dont le premier numéro de la revue éponyme sortira en mai. Ce groupe maintiendra le lien d'un surréalisme organisé pendant l'occupation nazie. Eluard tentera de le pénétrer au compte d'Aragon et du PCF, sans succès (34).

L'escale obligée de Breton à la Martinique le 24 avril, qui va durer un mois, sera l'occasion de la rencontre avec le poète noir Aimé Césaire, qui lui fait présent de *Cahier du retour au pays natal*, "le plus grand monument lyrique de ce temps", en dira-t-il dans *Martinique charmeuse de serpents*.

Aux Etats-Unis, complètement isolé sur le plan politique, où le surréalisme se perçoit comme un produit de consommation, Breton — dans les limites où il ne peut soulever certaines questions (35) — reste néanmoins très actif. Il organise une exposition, publie la revue surréaliste *VVV* (36), donne des conférences et fait de nombreuses rencontres, dont celle de Sartre et de Camus. Il y publie les *Prolégomènes à un troisième manifeste du surréalisme ou non* et *Arcane 17*. Il donne une conférence à l'université de Yale, "Situation du surréalisme entre les deux guerres", où il déclare :

"N'en déplaise du reste à quelques impatients fossoyeurs, je prétends en savoir plus long qu'eux sur ce qui pourrait signifier au surréalisme son heure dernière : ce serait la naissance d'un mouvement plus émancipateur... Mes amis et moi, nous tiendrions à honneur, du reste, de nous y rallier aussitôt."

Il correspond pendant ces années avec Péret. Celui-ci, réfugié au Mexique, milite au sein du groupe trotskyste espagnol en exil dirigé par Grandizo Munis.

En février 1945, en réponse à *L'Honneur des poètes* d'Eluard et de Jean

Lescure, Péret écrit *Le Déshonneur des poètes*, qui peut être vu comme un prolongement du manifeste de la FIARI. Il y dénonce, à travers l'activité "littéraire" des Aragon, Eluard, Loys Masson et Pierre Emmanuel, les positions chauvines de Thorez-Staline associées au message chrétien, mais en général toute "poésie" de propagande :

"Le poète lutte contre toute oppression... Il ne s'ensuit pas qu'il désire mettre la poésie au service d'une action politique, même révolutionnaire. Mais sa qualité de poète en fait un révolutionnaire qui doit combattre sur tous les terrains : celui de la poésie par les moyens propres à celle-ci, et sur le terrain de l'action sociale, sans jamais confondre les deux champs d'action sous peine de rétablir la confusion qu'il s'agit de dissiper et, par suite, de cesser d'être poète, c'est-à-dire révolutionnaire" (37).

Breton donne des conférences sur la littérature et l'art à Haïti (38) et Fort-de-France. Dans l'interview qu'il donne à

(32) Emergency Rescue Committee, dont l'histoire étonnante a été racontée par Varian Fry lui-même en 1942 et éditée chez Plon en 1999 sous le titre *La Liste noire*. Lire aussi de Daniel Benedite, qui en fut l'un des membres actifs, *La Filiale marseillaise, un chemin vers la liberté sous l'occupation*, préface de David Rousset, éditions Clancier-Guénard, 1984.

(33) *Histoire du surréalisme sous l'occupation*, Michel Fauré. La Table ronde, 1982. Aussi : "Trois cerises et une sardine", bulletin de l'Association des amis de Benjamin Péret, n° 14 (juin 2004). Mémoires de Noël Arnaud.

(34) Lettres du 14 juillet 1943 de Jean-François Chabrun, Noël Arnaud et Marc Patin à Paul Eluard, "Vieille canaille", et à Breton, qui ne lui parviendra jamais. J. P., supra, tome 2, p. 11, et Michel Fauré, supra pp. 245-271.

(35) Aux Etats-Unis, d'après Breton, si les œuvres picturales sont bien reçues, les œuvres écrites le sont beaucoup moins, et il ne lui semble pas possible d'y publier un poème tel que "Je ne mange pas de ce pain-là !" Lettre de Breton à Péret du 4 janvier 1942. Bibliothèque littéraire Jacques Doucet, inédit, évoqué dans le C. R. Paligot, supra, p. 134.

(36) Explication de ce titre par Breton dans *Entretiens*, supra, p. 139.

(37) Péret, *Le Déshonneur des poètes. Œuvres*, supra, tome 7. Passage cité dans *Cent regards sur le XX^e siècle*, éditions Informations ouvrières, 2001, p. 242.

(38) Le 1^{er} janvier 1946, la revue *La Ruche*, qui contient le "Discours au club Savoy de Port-au-Prince" de Breton du 7 décembre dernier, est immédiatement saisie par la police, et son directeur, René Depestre, emprisonné. Le soulèvement qui s'ensuit provoque la chute du gouvernement Lescot. Breton doit modifier le calendrier de ses conférences, dont il réduit le nombre à sept.

René Bélance le 12 décembre 1945 pour *Haïti-Journal*, il déclare :

« *C'est une question de vie et de mort pour le surréalisme que de continuer à revendiquer la pleine liberté de recherche artistique. A cet égard, je m'en tiens aux termes de l'appel "Pour un art révolutionnaire indépendant" publié en 1938 sous la signature de Diego Rivera et la mienne. Cet appel faisait déjà très largement la part des exigences politiques dont vous parlez. Il n'en concluait pas moins à la nécessité impérieuse de concilier l'activité de transformation du monde, astreinte à certaines disciplines, et l'activité d'interprétation du monde, qui doit rester pleinement maîtresse de ses moyens* » (39).

LE "TIR DE BARRAGE" DE 1947

Breton est de retour à Paris le 25 mai 1946.

Fondé sur le prestige de l'URSS, dont le rôle a été prépondérant dans la défaite du nazisme, le poids du PCF est alors considérable. Fort d'environ 800 000 adhérents, il a obtenu le plus grand nombre de sièges aux élections d'octobre 1945 et participe au gouvernement tripartite de De Gaulle, en détenant quatre ministères : Economie nationale, Production industrielle, Armement et Travail. Aux élections de novembre 1946, il sera encore la principale formation politique de l'Assemblée. Il quittera le gouvernement le 5 mai 1947 à la suite des grèves d'avril-mai 1947 (Renault...), qu'il n'aura pu empêcher.

Le Comité national des écrivains issu de la Résistance, instrument de contrôle du PCF sur les intellectuels, fait en cette période "la pluie et le beau temps". Dominé par les figures d'Aragon, Eluard, Laurent Casanova, Roger Garaudy, Jean Kanapa..., il dresse une liste noire d'intellectuels à abattre, dont Gide et Malraux (40), et l'hebdomadaire stalinien *Action* n'hésite pas à poser la question : "Faut-il brûler Kafka ?" (41). Une alliance se fait même avec *Le Figaro* pour stigmatiser la "littérature noire antinationale". Sous couvert d'un débat dans l'air du temps sur "la responsabilité de l'intel-

lectuel", les féaux de Jdanov se déchaînent. Quand Nizan est attaqué par Aragon et Henri Lefebvre, *L'Humanité* s'en prend à ses défenseurs, et en particulier à Breton, "qui fut l'hôte de Trotsky, le plus grand serviteur de la police politique internationale contre le mouvement ouvrier" (42).

Par ailleurs, Jean-Paul Sartre, théoricien de la nouvelle vague "existentialiste", sans jamais prendre sa carte au PCF, mais cherchant sans doute à régler une "mauvaise conscience", louvoie, passant de la critique du PCF à la soumission la plus vile "pour ne pas désespérer Billancourt", selon ses mots fameux (43), et prendra vite le surréalisme pour cible (44).

Dans une situation marquée par de nombreux départs et exclusions (45), où les trotskystes maintiennent non sans difficulté le "fil de la continuité", Breton, alors sans groupe et sans revue, semble avoir quelques difficultés à s'orienter. Il garde néanmoins fermement la barre quand il déclare en octobre 1946 :

"En France, par exemple, l'esprit était alors menacé de figement, alors qu'aujourd'hui, il est menacé de dissolution... Pour ma part, je n'ai rien à reprendre à telles de mes déclarations de Mexico en 1938. A ceux qui nous presseraient de consentir à ce que l'art soit soumis à une discipline que nous tenons pour radicalement incompatible avec ses moyens, nous opposons un refus sans appel... Nous

(39) André Breton, *Entretiens. Œuvres*, supra, p. 584.

(40) Jean Paulhan, dans ses *Lettres* : "Que le premier acte public du CNE soit pour aller demander à la justice l'arrestation d'autres écrivains, la chose me paraît assez horrible."

(41) *Action*, n° 93 (14 juin 1946).

(42) *L'Humanité* (4 avril 1947).

(43) Jean-Paul Sartre, de retour d'URSS en 1954, va s'extasier sur la bonne santé des vaches soviétiques et sur la "totale liberté de critique qui y règne". Il juge par ailleurs que l'écrivain, dans les années cinquante, a retrouvé une bonne conscience professionnelle.

(44) "Thermidor poétique sous les égides tantôt ennemies, tantôt convergentes du stalinisme et de l'existentialisme parisien... Constamment en chaussette, le ménage se retrouvait uni face au surréalisme", dira de cette période le jeune surréaliste Gérard Legrand. *André Breton et son temps*, Le Soleil noir, 1976, pp. 8 et 33.

(45) *Quelques enseignements de notre histoire*, Documents de l'OCI, n° 7, Selio, 1970, réédition en 1979.

reconnaissons, bien entendu, à l'Etat révolutionnaire le droit de se défendre contre la réaction bourgeoise agressive, même lorsqu'elle se couvre du drapeau de la science et de l'art. Mais entre ces mesures imposées et temporaires d'auto-défense et la prétention d'exercer un commandement sur la création intellectuelle de la société, il y a un abîme" (46).

Le premier tract surréaliste, "*Liberté est un nom vietnamien*", qui paraît en avril 1947, est un tract politique. Alors que les ministres PCF encore au gouvernement couvrent l'oppression coloniale en s'abstenant sur le vote des crédits militaires, il dénonce la guerre d'Indochine et les "*élus de la classe ouvrière*" qui s'en rendent "*complices*". Cette déclaration est signée d'Adolphe Acker, Yves Bonnefoy, André Breton, Jean Ferry, Maurice Henry, Marcel Jean, Pierre Mabille, Jehan Mayoux, Maurice Nadeau, Henri Pastoureaux, Benjamin Péret, Yves Tanguy... Elle sera suivie, en été 1948, d'un appel pour un Comité de défense des travailleurs vietnamiens signé d'André Breton, Benjamin Péret, Yves Dechezelles (47) et des dirigeants trotskystes du PCI, Robert Chéramy, Marcel Beaufrère et Pierre Frank, ainsi que celui de L'Union communiste, Pierre Bois. Ce comité éditera un bulletin en août 1948 (48).

Le 11 avril 1947, Tristan Tzara fait une conférence à la Sorbonne, "*Le Surréalisme et l'après-guerre*", qui, au compte des stalinien et de l'Union sacrée, dénie au surréalisme tout rôle nouveau, du fait, selon lui, de son absence en France pendant l'Occupation. Breton vient la dénoncer violemment.

En mai, dans sa revue *Les Temps modernes*, Sartre publie "*Situation de l'écrivain en 1947*", qui dénonce les surréalistes, et tout particulièrement Breton, comme "*écrivains bourgeois*". Georges Bataille s'insurge dans *Combat* et démissionne de la revue de Sartre. Ces attaques contre le "*surréalisme trotskysant*" vont être reprises dans "*Situation, II- Qu'est-ce que la littérature ?*", publié en 1948 (49).

Toujours en mai 1947, des transfuges de *La Main à plume*, et d'autres sous l'influence du groupe surréaliste belge, avec un René Magritte qui a adhéré en 1945 au PCB, reprochant à Breton l'abandon des positions révolutionnaires du sur-

réalisme, fondent un "surréalisme révolutionnaire" sous les auspices du PCF. On y retrouve, entre autres, Noël Arnaud, Christian Dotremont, Edouard Jaguer, Yves Battistini et André Stil (qui sera un temps rédacteur en chef de *L'Humanité*).

Avec les immenses moyens qui sont à sa disposition, l'appareil stalinien cherche à éliminer Breton de la vie intellectuelle, à le réduire au silence. Cette pression est d'autant plus forte qu'elle s'exerce dans une période où, comme nous l'avons vu précédemment, le combat pour la construction du parti révolutionnaire connaît de grandes difficultés. Malgré les confusions issues de cette situation, Breton ne cédera pas sur l'essentiel.

(46) Interview de Breton par Jean Duché dans *Le Littéraire*, supplément du *Figaro* (5 octobre 1946).

(47) Yves Dechezelles s'est éteint le 9 janvier 2007. Jeune avocat à la SFIO en 1936, il quitte ce parti quand Léon Blum refuse de livrer des armes aux républicains espagnols et adhère au PCF, où il se fera traiter de déviationniste "trotskyste" pour son soutien à ces mêmes républicains espagnols. Il démissionne alors de ce parti. Sa volonté acharnée de combattre l'injustice le retrouve après la guerre aux côtés des peuples malgache et algérien. Il est de toutes les causes internationales. Il n'a jamais adhéré à la IV^e Internationale, mais s'est retrouvé souvent à ses côtés. Il y a quelques années, dans une interview, il en précisait clairement les raisons : "*Toute renaissance d'un vaste mouvement socialiste, à l'échelle nationale et internationale, devra inévitablement prendre appui sur l'apport de Léon Trotsky. Les idées de Trotsky restent vivantes. J'en veux pour preuve l'existence d'organisations qui, nationalement et internationalement, se revendiquent de lui. Mais je dirais que la place occupée par Trotsky existe au-delà de ceux qui s'en réclament directement. Comme d'autres grandes figures, il appartient au mouvement d'émancipation des travailleurs et des peuples tout entier*" (*Informations ouvrières*, n° 450, 21 août 2000).

(48) Paolo Casciola, *Quaderni Pietro Tresso*, n° 2, novembre 1996, p. 9 (disponible au CERMTRI).

(49) Ce qui justifie pour Sartre le fait d'écrire est aux antipodes des objectifs du surréalisme : "*Je rappelle, en effet, que dans la "littérature engagée", l'engagement ne doit, en aucun cas, faire oublier la littérature et que notre préoccupation doit être de servir la littérature en lui infusant un sang nouveau, tout autant que de servir la collectivité en essayant de lui donner la littérature qui lui convient.*" *Situation, II*, Gallimard, 1975, Présentation des *Temps modernes*, p. 30. Lire aussi, pour l'ensemble du "dossier", les pages 186, 199, 215, 216, 218, 220, 221, 222, 224, 232, 237, 246, 277, 278, 279, 280, 284, 285, 287, 306, 317 note 6, 318, 319, 320, 324, 325. La lettre de Bataille à Merleau-Ponty est parue dans *Combat* (4 juillet 1947) : "*Jean-Paul Sartre a donné du surréalisme une analyse sommaire qui ne fait pas honneur à ses méthodes de travail.*"

Ainsi, à la fin du mois, Breton déclare dans une interview :

“Il ne manque pas non plus de bons apôtres tout prêts à prôner... le marxisme, pourvu qu'on renonce à y inclure la lutte des classes.”

Et sur “l'échec du surréalisme” du fait de son “audience limitée”, il répond :

“Nous persistons à opposer le parti de la libre recherche et de la plongée dans l'inconnu. Force est, dès le départ, dans cette voie, de renoncer à l'audience des masses, trop inéduquées pour pouvoir entendre du nouveau... La libération surréaliste, dont nous avons assez dit qu'elle ne deviendra pleinement effective que moyennant la suppression de l'exploitation sociale, est loin, en attendant, d'être restée utopique. Objectivement, la preuve en est que l'attraction, que la tentation surréaliste sur la jeunesse, s'exerce avec plus d'ampleur que jamais” (50).

Et mi-juin, Breton répond aux “surréalistes révolutionnaires” :

« Le surréalisme maintient, sans la moindre équivoque, les positions fondamentales qu'on lui connaît depuis vingt ans... “Transformer le monde”, a dit Marx, “Changer la vie”, a dit Rimbaud : ces deux mots d'ordre, pour nous, n'en font qu'un... La libération surréaliste ne deviendra pleinement effective que moyennant la suppression de l'exploitation sociale. Si “l'équivoque”, pour vous, tient au fait que la plupart des surréalistes font aujourd'hui défaut à l'action politique proprement dite, vous savez fort bien que ce n'est pas à eux que la responsabilité en incombe... » (51).

UN GROUPE SURREALISTE RECONSTITUÉ

49 surréalistes signent avec Breton le 21 juin 1947 *Rupture inaugurale*, qui réaffirme l'attachement du surréalisme à la “révolution prolétarienne” et à la “tradition révolutionnaire du mouvement ouvrier, tradition dont le Parti communiste s'éloigne chaque jour davantage”, et se termine ainsi :

“Le rêve et la révolution sont faits pour pactiser, non pour s'exclure. Rêver la révolution, ce n'est pas y renoncer, mais la faire doublement et sans réserves mentales” (52).

En juillet, contre ses détracteurs, l'exposition internationale “Le surréalisme en 1947” témoigne de la vitalité du surréalisme. Vingt-cinq pays sont représentés, pour 40 000 visiteurs. Avec d'autres, Le “surréaliste révolutionnaire” et stalinien Roger Vailland s'acharne contre Breton dans *Le Surréalisme contre la révolution*. Les chiens aboient, la caravane passe.

En janvier 1948, paraît *Néon*, premier organe surréaliste de l'après-guerre, qui aura cinq numéros, jusqu'en avril 1949.

Le 11 février 1948, la lecture par Henri Pastoureau à l'assemblée des “déséquivoqueurs” du surréalisme – comme se nomment eux-mêmes les “surréalistes révolutionnaires” — d'une lettre de René Char en réponse à des injures proférées contre Breton est un rejet sans appel de ce regroupement dans le camp du stalinisme. En mars-avril 1948 paraît l'unique numéro de la revue *Le Surréalisme révolutionnaire*, où Noël Arnaud fait sans détour l'apologie du “réalisme socialiste”, qui, “face aux constructions abstraites et stérilisantes qui s'étaient multipliées au cours des années 26 à 32..., a dressé un homme de chair et de sang, un homme qui se trouve être — c'est bien ce qui gêne les anxieux — un homme communiste”. Un bulletin de mai déclarera plus précisément que “le groupe reconnaît le Parti communiste comme la seule instance révolutionnaire”. Finalement, le PCF lui-même, via *Les Lettres françaises*, finira par donner le coup de grâce à ces alliés devenus encombrants (53).

En avril 1948, Péret est de retour à Paris.

Dans une interview donnée en juillet, Breton déclare :

(50) Interview de Breton par D. Arban dans *Combat*, 31 mai 1947.

(51) “Lettre ouverte aux participants des réunions du 31 mai et du 14 juin”, citée par Sarane Alexandrian dans *L'Aventure en soi*, p. 213. CRP, supra, p. 147.

(52) Cette déclaration contient aussi tout un développement sur la promotion d'un mythe nouveau. Péret, alors à Mexico, dans une lettre du 13 octobre, exprime son désaccord : “Je crois discerner une tendance mystique dans tout le document... Il est impossible de condamner le christianisme au nom d'une religion à créer”, et ne la signera pas. Nadeau lui fera aussi de vives critiques dans *La Revue internationale* de l'été 1947.

(53) CRP, supra, pp. 145 à 148.

“Plus que jamais, je crois à la nécessité de la transformation du monde dans un sens du rationnel (plus exactement du surrationnel) et du juste. Qu’un parti politique prétende monopoliser l’entreprise de cette transformation, ce n’est pas pour cela que j’accepterai de m’insérer dans son ordre idéologique qui se désagrège et d’en passer par ses moyens qui me répugnent. Je veux continuer à voir l’avenir de l’homme en clair et non dans la gigantesque ombre portée de cette casquette de bague” (54).

Le 12 décembre, Breton, sans adhérer au Rassemblement démocratique révolutionnaire (55), est présent à son meeting de la salle Pleyel, aux côtés de David Rousset, Gérard Rosenthal, Jean-Paul Sartre, Albert Camus et Claude Bourdet. **Devant 5 000 personnes, il y dévoile pour la première fois que le manifeste de la FIARI est exclusivement le fruit de sa collaboration avec Trotsky**, et en cite des passages (56).

En mai 1950, paraît une interview dans *Combat*, où Breton réaffirme :

« Les deux nécessités dont je rêvais autrefois de ne faire qu’une seule : “transformer le monde”, selon Marx, “changer la vie”, selon Rimbaud, se sont au cours des quinze dernières années de plus en plus disjointes et opposées, mais je ne désespère pas qu’elles se retrouvent. Le grand obstacle actuel à leur rencontre est le stalinisme... » (57).

En juin, à l’instigation de Breton, un télégramme d’intellectuels au président de la République tchécoslovaque exige l’annulation de la sentence de mort qui frappe Zavis Kalandra, dirigeant du PCT qui avait rejoint la IV^e Internationale en 1936 après les procès de Moscou (58). Breton avait rencontré Kalandra à Prague en 1935 avec Eluard. Dans une *“Lettre ouverte à Paul Eluard”*, dans *Combat*, il conjure donc celui-ci, au-delà des différends, d’intervenir. Eluard répondra dans *Action* :

“J’ai trop à faire avec les innocents qui clament leur innocence pour m’occuper des coupables qui clament leur culpabilité.”

Kalandra sera exécuté peu après.

En mars 1951, Breton signe un appel d’intellectuels contre la répression qui touche les grévistes de Catalogne.

Les surréalistes ont déjà vu leurs positions publiées dès octobre 1949 dans *Le Libertaire*, organe de la Fédération anarchiste. En octobre 1951, une “déclaration préalable” du groupe surréaliste officialise la collaboration de celui-ci avec *Le Libertaire*, où écrit aussi Albert Camus (59). Mais la découverte d’un article de Camus écrit au début de l’année contre Lautréamont (60) et la parution en novembre de *L’Homme révolté*, où Camus en vient à dénoncer toute démarche révolutionnaire, qu’elle soit sur le plan littéraire, artistique, philosophique ou politique, comme portant en germe le danger de dérive totalitaire, va aboutir à la rupture avec celui-ci et ultérieurement avec *Le Libertaire*, qui le soutient. La polémique à propos de Camus traduit en effet bien plus qu’une simple divergence. Elle sera évacuée du *Libertaire* et portée pas le groupe surréaliste dans un numéro spécial de la revue marseillaise *La Rue* de juin 1952.

Le 16 novembre 1951, une déclaration dans *Le Libertaire* du groupe surréaliste, *“Ce que pensent, ce que veulent les surréalistes...”*, reprend, en guise de mise au point, l’ensemble des positions qui ont été les leurs depuis 1930, dont un **extrait du manifeste de la FIARI, Pour un art révolutionnaire indépendant**, où Breton

(54) Interview du 31 juillet 1948, par Claudine Chonez, pour la *Gazette des Lettres*.

(55) Le RDR, né en décembre 1947, fut un rassemblement de circonstance, que vont rejoindre d’anciens trotskystes “droitiers” exclus en 1948, qui cherchaient la voie d’un “parti beaucoup plus large” que le PCI (Rousset...), avec d’ex-trotskystes ayant rompu pendant la guerre (Pierre Naville, Maurice Nadeau, Jean Rous) et divers intellectuels, dont Sartre et Camus. Le RDR éclatera en juin 1949. Voir CRP, supra, pp. 151 à 153.

(56) *Œuvres*, supra, tome 3, p. 982 : *“Ce grain de merveilleux dans l’aventure.”*

(57) Interview de Breton par Francis Dumont dans *Combat*, 16 mai 1950. *Entretiens*, supra, p. 269.

(58) Publié dans *Combat* (17 et 18 juin 1950) : *“Les intellectuels français demandent la grâce de Kalandra, condamné à mort au procès des Treize à Prague.”*

(59) Les trente et un “billets surréalistes” du *Libertaire*, publiés du 12 octobre 1951 au 8 janvier 1953, seront édités par José Pierre chez Plasma-En Dehors, 1983.

(60) Albert Camus : fragment de *L’Homme révolté : Lautréamont et la banalité* : *“Les chants du Maldoror sont une véritable apologie du crime et de la violence”*, *La Croix du Sud*, premier trimestre 1951. Réponse de Breton, *“Sucre jaune”*, dans *Arts*, 12 octobre 1951, et poursuite de la discussion avec Aimé Patri dans *Arts*, 16 novembre 1951.

remplace la signature de Rivera par celle de Trotsky :

“Seule la révolution sociale peut frayer la voie à une nouvelle culture. Si, cependant, nous rejetons toute solidarité avec la caste actuellement dirigeante en URSS, c’est précisément parce qu’à nos yeux elle ne représente pas le communisme, mais l’ennemi le plus perfide et le plus dangereux... Les marxistes peuvent marcher ici main dans la main avec les anarchistes...”

Mais la “position” en art qui s’exprime dans le *Libertaire* ne semble pas être celle de “toute licence en art” du manifeste de la FIARI, et pas seulement parce qu’il est signé de Trotsky. Elle est sans doute plutôt plus proche d’une littérature “ouvriériste” et de ce qui fut appelé vers 1920 “culture prolétarienne”, ce que les anarchistes englobent ici dans leur “révolution totale” (61). Ado Kyrou met les pieds dans le plat à ce propos en avril 1952 (62). Tout cela révèle alors aux surréalistes le contenu de la “politique” du *Libertaire* (63). Le dernier “billet surréaliste” paru dans le *Libertaire* sera donné par José Pierre en janvier 1953.

Le 1^{er} mai 1952, paraît dans *Arts* « Du “réalisme socialiste” comme moyen d’extermination morale ».

Le 23 mai, paraît dans *Le Libertaire* la déclaration commune mouvement surréaliste-FA-UOI-GCR-PCI “A l’assassin !” contre une exposition à Paris du peintre David Alfaro Siquieros, qui organisa

comme agent de Staline l’assaut du 24 mai 1940 contre la résidence de Trotsky.

Le 5 mars 1953, la mort de Staline ouvre une crise dans l’appareil stalinien international et agit comme un appel d’air pour la classe ouvrière. Le 17 juin 1953, la classe ouvrière de Berlin-Est se soulève contre la bureaucratie et entraîne l’émergence de conseils ouvriers dans toute la partie est de l’Allemagne, préluant à la vague révolutionnaire qui va secouer, trois ans plus tard, la Pologne et la Hongrie.

En septembre 1953, paraît *La Clé des champs*, de Breton. En même temps que *Visite à Léon Trotsky* (64), celui-ci y fait paraître pour la première fois le **manifeste de la FIARI** avec une page en fac-similé de l’original qu’il détient, où apparaissent des fragments en russe écrits par Trotsky, affirmant ainsi leur collaboration.

(A suivre)

Jean-Pierre Plisson

(61) “*Le vrai sens d’une rencontre*”, signé : un groupe de militants. *Le Libertaire*, 11 septembre 1952, supra, p. 215 à 217.

(62) Adonis Kyrou : *Littérature*, 4 avril 1952 : « Vous voulez de la révolte ? En voilà ! Et au kilo. En roman, en étude, en décors actuels ou anciens, en sérieux ou en “rigolo”. De l’amour ? Un coup de baguette. A la tonne » (*ibidem*), pp. 108 à 112.

(63) *Ibidem* dans l’introduction de José Pierre, pp. 39 à 44. Voir lettre de Jean Schuster en réponse à l’article de Georges Fontenis sur Camus, p. 209.

(64) Du 11 novembre 1938. *Œuvres*, supra, tome 3, p. 692.

Un documentaire sur la vie militante de Messali Hadj

Messali Hadj est incontestablement le fondateur du mouvement national algérien. Cependant, pour des raisons historiques, sa place et son influence ont été masquées. Il convenait donc de rétablir les faits, à un moment où se pose plus que jamais l'actualité de son combat.

Grâce aux archives filmées de notre camarade Henri Peulet, impliqué personnellement dans le combat du peuple algérien, les Amis de *Fraternité*, qui organisent en France la diffusion de *Fraternité*, le journal du Parti des travailleurs d'Algérie, ont pu réaliser ce documentaire sur la vie militante de Messali Hadj. Pour ce faire, les Amis de *Fraternité* sont allés rencontrer des anciens militants du mouvement national algérien, à Tlemcen, la ville natale de Messali, à Alger, mais aussi à Lille et ailleurs. Ils ont interviewé des anciens camarades de Messali, à l'instar de Mustapha Ben Mohammed, à l'époque militant du PPA. Pierre Lambert, qui a, lui aussi, rencontré à plusieurs occasions le fondateur du mouvement national algérien, raconte leurs entrevues et les problèmes politiques auxquels étaient confrontés l'Etoile nord-africaine, le PPA, puis le MTLD. Des historiens français et algériens ont aussi participé à ce documentaire et éclairent bien des aspects du combat de Messali.

Jeune militaire, Messali Hadj est affecté à Bordeaux et doit quitter l'Algérie en 1918. *"Après trois ans de séjour en France, à la fin de 1920, je n'étais plus le jeune Messali d'avant-guerre, j'étais devenu quelqu'un d'autre, écrit-il dans ses Mémoires, nous ne nous rendions pas compte que nous étions devenus nationalistes."* De retour en Algérie, le jeune Messali prend conscience de la nécessité d'organiser le

mouvement national algérien : *"Il faut se remuer, il faut faire quelque chose"* (1), déclare-t-il alors.

C'est le début d'une longue vie militante. En 1926, est fondée l'Etoile nord-africaine (ENA) ; en août 1927, Messali en devient le secrétaire général. En 1933, l'ENA adopte les mots d'ordre suivants : *"Indépendance totale de l'Algérie !"* ; *"Assemblée constituante souveraine élue au suffrage universel !"* En août 1936, alors que le Congrès musulman a approuvé le plan d'intégration rédigé par Blum-Violette au nom du gouvernement de Front populaire, on assiste à un réveil national des masses algériennes. Le 2 août, Messali parvient à prendre la parole au meeting du stade d'Alger ; une poignée de terre à la main, il déclare aux 20 000 Algériens présents : *"Cette terre n'est ni à vendre ni à acheter, tout un peuple est en l'héritier et l'Etoile nord-africaine y veillera."* Il est acclamé et porté par la foule. Le gouvernement de Front populaire réagit immédiatement et l'ENA est dissoute. Un an plus tard, Messali fonde alors le Parti du peuple algérien (PPA) ; le gouvernement français le condamne à nouveau pour *"reconstitution de ligue dissoute, provocation des indigènes à désordre et manifestation contre la souveraineté française"*. Libéré en août 1939, il est de nouveau arrêté en octobre, condamné en 1941 par le régime de Pétain à 16 ans de travaux forcés, exilé et déporté en 1943, réarrêté en 1945...

La vie de Messali est ainsi ponctuée par l'exil, la prison... Entre 1934 et 1958, pendant près de 16 ans, il n'est pas un gouvernement qui ne l'ait exilé ou empri-

(1) *Mémoires* de Messali Hadj.

sonné. Au sortir de la guerre, Messali et ses compagnons bénéficient d'un grand prestige dans la population algérienne : non seulement ils n'ont pas abandonné le mot d'ordre d'indépendance totale de l'Algérie, mais, en plus, ils ont refusé de collaborer avec le gouvernement français, tout en s'opposant au nazisme. Du premier congrès du MTLD au congrès d'Hornu, du début de l'insurrection, le 1^{er} novembre 1954, à l'indépendance de l'Algérie, le 18 mars 1962, Messali, depuis son exil ou sur son sol natal, organise sans relâche le mouvement national algérien : *“Si j'étais professeur et si j'avais le peuple algérien pour élève, je lui donne-*

rais à conjuguer le verbe organise-toi à tous les temps et sur tous les tons !”

Ce documentaire, plus qu'une simple présentation du combat de Messali Hadj, en tire justement les enseignements et pose de manière brûlante l'actualité du combat organisé des masses pour la défense et la reconquête de la souveraineté nationale.

Vous pouvez vous procurer le DVD sur Messali Hadj auprès des Amis de *Fraternité*, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris, malikbinos@yahoo.fr. Il est vendu au prix de 20 euros.

C. B.

Note de lecture

Le Trotskysme en Espagne ⁽¹⁾

Il y a six mois, a été publiée et éditée en Espagne une étude réalisée par Luis Gonzalez, militant espagnol de la IV^e Internationale, dans le but de combler un vide existant sur l'histoire du combat de l'Opposition de gauche et les organisations de la IV^e Internationale en Espagne.

Ce livre se présente d'abord comme un complément nécessaire au travail de Jean-Jacques Marie, *Le Trotskysme et les Trotskystes*, sur le développement des organisations qui se réclament de la IV^e Internationale en Espagne.

L'ouvrage est divisé en deux parties : la première partie, des années 1930 à 1948, explique la fondation de la section espagnole de l'Opposition de gauche internationale, qui fut l'une des premières à se constituer, et le processus politique qui amena ses principaux dirigeants, Andreu Nin et Juan Andrade, à rompre avec le Mouvement pour la IV^e Internationale et à constituer le POUM, qui fut caractérisé par Trotsky comme un groupe centriste qui a intégré le Front populaire.

Malgré tout, le POUM, rappelons-le, a été qualifié par le Komintern et les différents partis staliniens comme trotskyste et fut persécuté comme tel. Son secrétaire général, Andreu Nin, fut torturé et exécuté

par le NKVD en juin 1936, et le POUM fut interdit.

Contrairement à toutes les allégations, Trotsky et ce qui restait de ses partisans en Espagne, le Groupe bolchevique-léniniste, ont essayé à tout moment de maintenir le dialogue ouvert avec le POUM pour essayer de réorienter sa politique, qui a basculé dans le Front populaire.

Ce livre a donc le mérite de fournir des éléments, citations à l'appui, sur les différentes positions politiques défendues par les militants qui se réclamaient de la IV^e Internationale dans une situation où, après la proclamation de la République, le 14 avril 1931, couvait une crise révolutionnaire en Espagne, qui se concrétisera par la révolution d'octobre 1934 dans les Asturies et par le soulèvement ouvrier contre le coup d'Etat fasciste le 19 juillet 1936.

L'un des débats les plus importants a porté sur l'attitude à avoir par rapport au Parti socialiste et aux Jeunesses socia-

(1) Une traduction française a été faite de cet ouvrage et sera disponible dans les prochains mois à la SELIO (87, rue du faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris). La version espagnole est d'ores et déjà disponible : POSI, Desengano, 12 1^o 3 28004 Madrid.

listes, qui, tirant le bilan de la défaite des Asturies, se sont radicalisés. Les Jeunesses socialistes se sont déclarées partisans de la IV^e Internationale et ont appelé les trotskystes à rejoindre leurs rangs. Trotsky a considéré comme une grave erreur le refus de ses partisans de répondre à cet appel.

Mais l'élément le plus tragique a été la participation du POUM au Front populaire. Après juillet 1936, Nin, en personne, a intégré le gouvernement catalan de la Generalitat. La conséquence en a été son intervention directe pour dissoudre le comité central des milices antifascistes, qui était le véritable état-major en construction de la révolution.

De nouveau, en mai 1937, les ouvriers de Barcelone se sont soulevés contre la politique du gouvernement catalan et les provocations stalinienne, et s'est alors posé à nouveau la question de la prise du pouvoir. Le POUM, de nouveau, s'est plié au rappel à l'ordre, notamment de la direction confédérale de la CNT. Il courait directement à sa perte. Il a été la victime de choix de la répression stalinienne qui s'en est suivie.

Le groupe restant, partisan de la IV^e Internationale, le Groupe bolchevique-léniniste, représentait, avec Les Amis de Durruti, fraction de la CNT, les seules forces qui soutenaient inconditionnellement les insurgés de mai 1937.

Malgré les divergences, Trotsky et ses partisans en Espagne n'ont pas hésité un seul instant à saluer le courage et l'honnêteté de Nin, victime de la répression stalinienne.

Ce livre explique ces processus de révolution et contre-révolution, et comment se concrétise le combat pour la IV^e Internationale, combat qui est momentanément stoppé quand, en 1948, les dirigeants de l'ancien Groupe bolchevique-léniniste

rompent avec la IV^e Internationale.

Seuls quelques militants exilés en France se maintiennent dans les rangs de la IV^e Internationale.

Cela provoque une interruption, jusqu'à la fin des années 1960, du combat pour la reconstruction du mouvement ouvrier en Espagne, où commencent à se constituer différents groupes se réclamant de la IV^e Internationale. Mais l'explosion de 1952-1953 a eu des conséquences. L'aide qui aurait pu être apportée pour constituer une section de la IV^e Internationale dans la lutte contre la dictature a été dévoyée, notamment par le Secrétariat unifié, qui a amené les premières organisations, notamment la LCR, à leur dislocation.

Le CORQI, à l'époque, a essayé de renouer avec le Mouvement pour la IV^e Internationale des années 1930, en partant des éléments théoriques et politiques centraux pour comprendre les lois qui ont guidé la reconstruction du mouvement ouvrier, notamment la place des organisations traditionnelles, en particulier le PSOE et l'UGT, et le combat pour le front unique.

Le livre de Luis Gonzalez expose de manière très pédagogique la situation actuelle en caractérisant les différentes organisations qui se réclament de la IV^e Internationale en fonction de leurs prises de position politiques par rapport aux problèmes centraux de la lutte des classes, c'est-à-dire le combat pour l'Internationale, la position face à l'Union européenne, les forums sociaux et la question nationale. Et ce tableau est particulièrement éclairant.

Le livre se conclut par le témoignage du camarade Pierre Lambert sur les rapports existant entre les processus révolutionnaires en France et en Espagne.

A. C.

Dans le n° 16 de la revue *Dialogue*

Nous avons reçu le n° 16 de la revue *Dialogue*, “revue de discussion entre militants arabes et juifs de Palestine, pour le droit au retour, pour un seul Etat”, entièrement consacré au compte rendu de la conférence internationale d’Alger en solidarité avec les femmes palestiniennes de Nazareth.

La revue *Dialogue*, qui est une tribune libre de discussion, a relayé sans condition dès le mois de mai 2006 l’appel de femmes palestiniennes vivant à l’intérieur des frontières de 1948, contre les discriminations et pour la reconnaissance des droits égaux. Cet appel (1), établi par l’association syndicale Sawt el Amel (“La voix du travailleur”) à Nazareth, a rencontré un très large écho dans le monde entier (plusieurs milliers de signatures dans plus de 40 pays) et a débouché en décembre 2006 sur l’organisation de la conférence internationale d’Alger, précédée par une session parisienne les 4 et 5 décembre.

La session parisienne, à laquelle participaient syndicalistes et militants ouvriers, fut plus particulièrement consacrée à la diffusion des témoignages des femmes palestiniennes, confrontées dans leur vie quotidienne, tant familiale que professionnelle, à la ségrégation raciale, aux humiliations, à l’impossibilité d’avoir un vrai travail avec un vrai salaire et des droits reconnus. L’association Sawt el Amel a exposé les éléments du débat : ce qu’est le plan discriminatoire Wisconsin, qui frappe les travailleurs arabes de Nazareth notamment, et qui vise à soumettre à une activité obligatoire, déqualifiée et souvent dégradante, l’obtention d’allocations vitales pour les familles concernées. L’histoire du mouvement ouvrier palestinien depuis les années 1920, ainsi qu’un rapport détaillé sur la politique raciste du sionisme ont permis aux participants de prendre toute la mesure du caractère insupportable de la condition des Arabes (partie intégrante de l’ensemble du peuple palestinien) qui vivent à l’intérieur des frontières de 1948. La conférence de Paris, comme chacun pourra le lire dans la revue, a conclu ses travaux par des propo-

sitions de campagne pour l’arrêt de ce plan Wisconsin et pour la reconnaissance, pour les travailleurs et travailleuses palestiniens, du droit de pouvoir constituer leur propre représentation syndicale indépendante, conformément aux conventions de l’Organisation internationale du travail.

La conférence d’Alger, dont le compte rendu exhaustif doit être publié prochainement, organisée par le groupe parlementaire du Parti des travailleurs d’Algérie avec la participation de *Dialogue*, s’inscrivant dans la campagne internationale, a permis de constituer un “Comité syndical international en soutien aux femmes palestiniennes de Nazareth” sur la base d’une proposition de Sidi Saïd, secrétaire général de l’Union générale des travailleurs algériens (UGTA). Ce comité a notamment pris la décision d’organiser une délégation au Bureau international du travail, à Genève, pour soutenir les revendications de Sawt el Amel contre le plan Wisconsin et pour la reconnaissance et l’application des conventions de l’OIT. Le prochain numéro de la revue rendra compte de cette délégation.

Les faits développés dans ce numéro montrent que les résultats du plan Wisconsin, catastrophiques pour la population palestinienne, atteignent, de l’avis même des officiels israéliens, les populations juives. Et c’est sur la base de l’analyse des faits que *Dialogue* pose à nouveau la question :

“N’y a-t-il pas là la justification du combat démocratique pour le droit inconditionnel au retour des populations palestiniennes, chassées par des guerres et des répressions incessantes ? Les faits ne démontrent-ils pas que l’issue positive est une Palestine libérée de l’oppression sioniste impérialiste, avec des droits égaux pour les populations juive et arabe ? N’est-ce pas la justification des initiatives que les éditeurs de la revue Dialogue vont continuer de proposer ?”

F. L.

(1) Tous les documents cités dans cette page, ainsi que la revue *Dialogue* peuvent être commandés à *Dialogue*, c/o Pierre Lambert, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris (dialoguereview@yahoo.com)

Rédaction, administration et correspondance

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris-France

Revue bimestrielle - Directeur de la publication : Pierre Lambert

Comité de rédaction :

Jean-Pierre Barrois, Andreu Camps, Robert Clément, Manuel Cuso, Olivier Doriane, François Forgue, Marc Gauquelin, Lucien Gauthier, Christel Keiser, Daniel Gluckstein, Jean-Jacques Marie, Jean-Marc Schiappa, Marie-Claude Schidlower. **Correspondants :** Arfoutni Abderraman (*Algérie*), Werner Uhde (*Allemagne*), Lybon Mabasa (*Azania et Swaziland*), AKM Fazlul Hoque Ripon (*Bangladesh et Inde*), Philippe Larsimont (*Belgique*), Markus Sokol (*Bésil*), Paul Nkuzimana (*Burundi*), Luis Mesina (*Chili*), José Limaico (*Equateur*), Blas Ortega (*Espagne*), Alan Benjamin (*Etats-Unis*), Charles Charalambous (*Grande-Bretagne*), Lorenzo Varaldo (*Italie*), Yassine Lamin (*Maroc*), Aires Rodrigues (*Portugal*), Florin Constantin (*Roumanie*), Luis Vázquez (*Mexique*), Michel Gindrat (*Suisse*), Alifa Ngabaye Sam (*Tchad*), Ariel Quiroga (*Uruguay*), Pavlusko Imsirovic (*Yougoslavie*).



Commission paritaire : n° 0708 G 84847 - ISSN 0294-359X